

Lutte Ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire ont décidé de se présenter sur des listes communes aux élections régionales en mars 2004 et aux élections européennes en juin. Elles ont signé un protocole d'accord qui couvre les deux élections et une profession de foi commune pour les élections régionales.

L'accord LO-LCR et le moment de la situation politique française

UN VOTE DE REJET ET DE RUPTURE

Dans le cadre de ces deux élections, les listes LO-LCR représentent l'unique possibilité pour les salarié(e)s et les jeunes d'exprimer sur le terrain électoral, à l'échelle d'à peu près l'ensemble des régions [1], un vote clair contre la réforme des retraites, contre les licenciements massifs, contre la précarisation du travail qui s'accroît de jour en jour, contre le RMA et le nouveau régime d'indemnisation du chômage, contre le démantèlement de la Sécurité sociale et du système de santé publique, contre la privatisation des entreprises de service public, contre la privatisation rampante de la recherche et de l'enseignement supérieur, contre la politique sécuritaire dirigée contre les émigrés et les jeunes des banlieues. Soutenir les candidats LO-LCR aux régionales comme aux européennes

est un moyen de poursuivre et d'amplifier la lutte très difficile que les salariés mènent contre le gouvernement Chirac-Raffarin. Que ce soit par les grèves, par les manifestations et par le vote en cas d'élections, l'objectif est le même : porter un coup d'arrêt aux mesures du gouvernement, l'affaiblir politiquement, parvenir à en finir au plus vite avec lui. C'est pourquoi ces campagnes doivent tout autant s'adresser à tous ceux qui sont privés du droit de vote : aux travailleurs émigrés et aux jeunes, qui sont parmi les plus touchés par le système.

La politique de Chirac-Raffarin a été préparée par les mesures que le gouvernement de Lionel Jospin, Dominique Strauss-Kahn, Laurent Fabius, Claude Allègre, Jean-Claude Gaysot et Dominique Voynet a prises ou préparées sur l'école, la recherche, la privatisation des services publics ou la « réforme de l'État », par les dispositions qu'il a approuvées dans les

Le 18 décembre, deux membres du comité de rédaction de *Carré Rouge* ont rencontré François Sabado, l'un des principaux dirigeants de la LCR, pour parler avec lui de la campagne que la LCR s'apprête à mener dans le cadre de l'accord électoral avec Lutte Ouvrière, son appréciation de la situation politique et des voies vers la construction d'une force anti-capitaliste

L'accord LO-LCR, les élections de 2004, le moment de la situation politique, la construction d'une force anti-capitaliste...

Un échange avec François Sabado

François Chesnais

A la suite de la décision de Lutte Ouvrière et de la LCR de présenter des listes communes aux élections régionales et européennes, *Carré Rouge* a mené une longue discussion sur l'accord électoral, d'abord en réunion plénière et ensuite autour d'un projet de déclaration qui explique le sens de notre appui aux listes LO-LCR pour les deux élections de 2004.

Notre position est marquée par une appréciation sur le contexte de ces élections. Nous pensons que, de la même manière que les élections de 1997 ont été le prolongement sur le terrain électoral des grandes grèves de novembre et décembre 1995, les élections de 2004 peuvent et doivent être le prolongement sur le terrain

électoral du mouvement de mai et de juin 2003 contre la réforme des retraites et des grèves qui ont tendu vers la grève générale. Même chose pour le combat des intermittents du secteur du spectacle.

La différence majeure étant que cette fois-ci un tel mouvement d'affirmation sur un terrain électoral de ce qui était contenu dans les grèves et les manifestations ne va pas se porter sur le PS et sur les partis de la gauche plurielle. Les salariés les ont vus à l'œuvre au gouvernement. Ils ont vu les positions qu'ils ont prises sur les retraites et ils ne veulent plus voter pour eux. Seules LO et la LCR sont en mesure d'offrir sur le terrain électoral une possibilité d'affirmation politique positive des combats de mai et de

juin 2003.

François Sabado

Nous sommes d'accord que les prochaines élections peuvent constituer un prolongement politique de ce qui s'est joué en mai et juin 2003. C'est effectivement l'objectif que nous avons. Il s'agit de donner, à travers l'accord politique entre LO et la Ligue, une perspective par rapport à tous les combats sociaux qui ont eu lieu à ce moment là.

Cependant, il faut situer cet objectif dans un contexte plus général, qui est celui aujourd'hui d'une situation marquée par la contradiction suivante : le fait que d'un côté, les classes dominantes, avec le gouvernement Chirac-Raffarin, sont à l'offensive, avec une politique agressive de remise en cause des conquêtes sociales, de contre-réformes libérales extrêmement marquées, mais que, de l'autre côté, il y a en France des résistances sociales comme il en existe peu, en tout cas aujourd'hui en Europe.

On parle souvent d'exception française : il y a une exception française surtout, en ce qui nous concerne, dans notre perspective, du point de vue de la lutte des classes, c'est-à-dire le fait que régulièrement il y a dans ce pays des mouvements de mobilisation des classes populaires contre les attaques gouvernementales. C'est cette contradiction qui caractérise la situation politique nationale. Il y a donc une nuance avec ce qui paraissait en filigrane dans ta question.

Je suis d'accord sur le fait que le mouvement qui s'est exprimé au printemps 2003 a aussi montré que la gauche traditionnelle, la gauche officielle, n'a plus les mêmes rapports qu'elle a eus dans le passé avec les mouvements sociaux, les mouvements de masse, les mouvements de mobilisation de la classe ouvrière.

Une rupture assez importante, profonde même, s'est produite entre la situation des années 1970 et ce qui s'est passé en 1995 et en 2003. Dans les années 1970, nous avons affaire à une situation où il y avait dans un processus assez uni mobilisation de la classe ouvrière, croissance organique des syndicats et des partis dits traditionnels, et l'apparence d'un débouché politique des luttes dans le cadre d'un gouvernement de cette gauche traditionnelle. Aujourd'hui, ce schéma ne fonctionne plus. On a le divorce entre une mobilisation des classes populaires et la politique d'une gauche traditionnelle qui n'arrive plus à répondre, même de manière déformée, à ces mobilisations. Ce divorce est devenu béant au cours du gouvernement Jospin. De ce point de vue, il y a effectivement une différence entre 1995 et 2003 : après 1995, le mécano de la gauche plurielle a encore joué pour les partis traditionnels de la gauche PS, PCF et Verts.

Aujourd'hui, ces partis ne sont même pas capables de faire le minimum pour essayer de mettre en place de nouveau un tel dispositif. Il y a une incapacité à présenter une perspective, pour la bonne et simple et raison que, sur le fond et l'essentiel, notamment sur le dossier clé des retraites de mai et juin 2003, les propositions du PS, du PC et des Verts n'étaient pas substantiellement différentes de celles de la droite.

Donc, il y a effectivement un espace politique qui s'ouvre pour les organisations révolutionnaires. Cela ne veut pas dire que cela va se faire de manière mécanique, que les manœuvres politiques d'appareil ne vont pas continuer à jouer, que le PS a disparu, que, sur le plan électoral, le PS ne garde pas une certaine place, que le réflexe du « vote utile » ne peut pas jouer. Nous pensons qu'on y sera encore

confrontés.

Mais du point de vue du rapport entre le mouvement de mobilisation des classes populaires et la perspective politique, c'est vrai qu'aujourd'hui il y a un espace pour une nouvelle perspective anti-capitaliste et, à cette étape, sur le plan électoral. Bien entendu, l'accord LO-LCR revêt cette signification.

François Chesnais

Je voudrais juste revenir sur un point de ce que tu as dit, sur le fait que le gouvernement et le patronat seraient passés résolument à l'offensive pour une mise en œuvre tardive d'un programme thatcherien. Il est indéniable que c'est leur objectif, du fait de leur appartenance à la domination impérialiste mondiale, de par la concurrence qu'ils subissent de leurs rivaux impérialistes, de par les engagements qu'ils prennent au niveau européen. Mais on est quand même dans une situation où le projet de réforme de la Sécurité sociale, qui était annoncé pour septembre ou octobre 2003, a été repoussé d'un an pour permettre au Gouvernement précisément de passer ces obstacles très difficiles pour lui de ces deux élections.

Donc, ne penses-tu pas qu'il faut une analyse politique qui aille un petit peu au-delà de la contradiction telle que tu nous l'a exposée, pour une appréciation qui intègre vraiment l'affaiblissement extraordinairement rapide du gouvernement Raffarin, l'étalement au grand jour de ses divisions internes, de sorte que certains ont même évoqué la possibilité que Chirac ne puisse pas aller au bout de son mandat.

François Sabado

La contradiction qui marque la situation politique entre l'offensive gouvernementale et les résistances so-

ciales se répercute bien entendu sur la politique des élites dominantes et du gouvernement. Mais, je voudrais insister sur le fait que, depuis le sommet de Lisbonne, repris à Barcelone, il y a une accélération des contre-réformes libérales dans toute l'Europe capitaliste, en raison d'un des éléments que tu as indiqués, c'est-à-dire l'existence de nouvelles contradictions inter-impérialistes entre, aujourd'hui, les États-Unis et le « noyau dur » européen franco-allemand. Elles se sont exprimées sur la question Irakienne, et elles se traduisent aujourd'hui sur le plan économique. Le contexte en est la situation économique internationale, disons difficile, du capitalisme mondial, avec des éléments de tension, soit récessifs, soit de reprise (mais de reprise tout à fait limitée, avec les gigantesques déficits aujourd'hui aux États-Unis). Cela relance les contradictions, les tensions, la concurrence inter-impérialiste. Et cela pousse toutes les classes dominantes européennes à accélérer le mouvement de contre-réformes libérales, dans le cadre de gouvernements de droite ou de gouvernements dits de gauche : par exemple, ce qui se passe en Allemagne aujourd'hui, où c'est la coalition sociale-démocrate et Verts qui est à l'offensive pour remettre en cause des pans entiers de l'État social allemand. Je pense que c'est l'accentuation des contradictions inter-impérialistes aujourd'hui qui est le moteur du mouvement qui pousse toutes les classes dominantes en Europe à accélérer la marche à la contre-réforme libérale, à accélérer toutes ces remises en cause des institutions de l'État social.

Bien entendu, cela heurte les rapports de force entre les classes, et des décennies d'accumulation de conquêtes bâties sur le plan social, politique, organisationnel, institu-

tionnel. De ce fait, cela crée effectivement des hésitations, des attermoissements de la part des gouvernements. Mais, quand on prend ce qui s'est passé depuis un an et demi, on assiste à une série d'attaques importantes, même s'il y a effectivement eu le report de la réforme de l'assurance maladie : la question des retraites, la question des dérèglementations du Code du Travail avec le nouveau « dialogue social » et les accords dérogatoires dans les entreprises, avec une accélération de certaines privatisations, la remise en cause de certains éléments sur les 35 heures ; il y a quand même un bilan lourd du point de vue des salariés et positif du point de vue du gouvernement.

Inversement, ce qui va dans le sens de ce que tu dis, c'est le fait qu'effectivement le prix politique et social en est très fort pour le gouvernement. Effectivement, là où on aurait pu s'attendre à une rentrée avec un gouvernement très offensif, on a eu un gouvernement payant au prix fort le passage en force des retraites, avec la chute dans les sondages, les contradictions entre les différents secteurs des partis de droite, toutes choses qui pèsent sur les prochaines élections.

Pour essayer de ramasser cela en quelques mots, aujourd'hui nous pensons qu'il y a une polarisation sociale et politique dans le pays, que le balancier reste encore du côté des classes dominantes, qui ont quand même, globalement, des rapports de force à leur avantage, enfin que les luttes sociales n'ont pas inversé la tendance, même s'il y a effectivement eu une série de résistances sociales importantes qui ont donné naissance à de fortes tensions sociales et politiques.

Cette polarisation, vu la crise de la droite et celle de la gauche, peut se traduire par une polarisation aussi,

avec d'un côté le Front National, qui est le produit décomposé de la crise sociale et politique à droite et à l'extrême-droite du pays, et de l'autre côté, effectivement à gauche, une montée de l'extrême-gauche, et nous, nous comptons bien effectivement que dans ce rapport social et politique, l'extrême-gauche apparaisse comme une force politique beaucoup plus consistante qu'elle a été jusqu'à maintenant.

Jérémie Marie

Essayons de revenir à une analyse plus fine pour caractériser le gouvernement Raffarin. Il a évidemment fait passer des mesures de régression sociale indéniables et profondes. Mais on ne peut pas faire abstraction des conditions dans lesquelles elles sont votées, nuitamment, en douce à l'Assemblée nationale. Même sur les retraites, il n'a pu mettre en œuvre l'ensemble du programme du MEDEF. En Allemagne, Schröder est allé bien plus loin que Raffarin. Les mesures qui sont passées ne sont passées que grâce aux dirigeants syndicaux, qui se sont dressés contre la grève générale, et à la gauche plurielle, dont la passivité a traduit le fait qu'elle aurait fait à peu de choses près la même chose si elle avait été au gouvernement. Sans ces appuis, Raffarin aurait été obligé de retirer son projet.

Prenons deux exemples qui me semblent significatifs. Il a suffi d'une rumeur de dépôt de projet de loi sur les Universités pour que quelques facs se mettent en grève et que Chirac désavoue Ferry et stoppe tout. Il en a été un peu de même sur le « service minimum » dans les services publics réclamé par le MEDEF, qui a été repoussé à plus tard dès les premières réactions hostiles.

Ils n'ont pas les moyens politiques d'imposer aujourd'hui la politique ul-

tra-libérale du MEDEF parce que, bien sûr, comme tu le disais, il y a une exception française, il y a des résistances fortes et qui vont bien évidemment se traduire très prochainement aux élections de 2004.

C'est pour ça que l'accord LO-LCR est important et que nous le soutenons. Ajoutons — pour aller vite — que le PC est maintenant mort politiquement, avec quelques soubresauts, que le PS et les Verts sont inaudibles parce que les mesures proposées par Raffarin sont souvent tirées des cartons de l'ex-gauche plurielle. Il y a donc possibilité pour LO et la LCR, par leur accord, qui est un accord *a minima* pour l'instant, de servir de socle à la résistance des travailleurs, de leur ouvrir un chemin inédit pour peu que tout soit fait pour les associer, les impliquer. Je me souviens lors des dernières élections européennes être intervenu pour dire lors d'un meeting à Ivry (il y avait Krivine et Arlette Laguiller), en leur disant « je vote pour vous ; je sais qu'avec les quelques élus que vous aurez à l'Assemblée européenne il y n'y aura pas changement qualitatif pour les travailleurs, parce que cela n'est pas suffisant ; vous avez parlé de construire un grand parti anti-capitaliste, où en êtes-vous, qu'est ce que vous nous proposez ». Je n'ai pas eu de réponse.

Aujourd'hui, s'il n'y a pas de propositions politiques de la part des révolutionnaires que tout le monde attend au travers de ce vote, dans le sens de la construction d'un véritable parti anti-capitaliste qui regroupe les sans-droits, les sans-papiers, les sans-logement, les sans-travail, etc., pour qu'ensemble ils fassent de ce parti le porte-parole des masses et qu'ils offrent les contours d'une autre société, d'un autre monde.

Il n'y a qu'à voir le nombre de participants au Larzac cet été, qui se po-

saient des questions et étaient venus discuter, chercher, essayer de voir comment on peut faire ensemble une autre société débarrassée de l'exploitation, de la misère et de la barbarie. Cela me semble important parce que, dans la dynamique de ces élections de 2004, il ne faut pas attendre qu'il y ait une période électorale, puis ensuite une période de lutte de classes, mais qu'il y ait fusion entre la campagne électorale et les propositions alternatives au capitalisme. C'est là le rôle des révolutionnaires, non pas pour dire simplement « votez pour nous parce qu'on est les meilleurs et qu'on est plus à gauche ou 100 % ou 150 % à gauche », mais pour proposer les contours de cette organisation politique dont vous parlez depuis si longtemps.

François Sabado

Effectivement, il faut essayer de se situer au-delà de l'accord que LO et la LCR ont conclu pour les deux élections de cette année.

D'abord, premier point, c'est vrai que cet accord a été rendu possible par la volonté des deux organisations mais aussi, d'une manière très importante, par la situation sociale et politique d'ensemble qui a poussé à la réalisation de l'accord. Nous avons une longue politique de recherche d'alliance avec LO. LO a une autre approche et avait d'autres échéances. Les deux organisations, au-delà des débats internes, ont été effectivement poussées par la situation politique, marquée par la force des réactions sociales et l'importance d'organiser des ripostes face aux coups de la classe dominante et du gouvernement.

Le deuxième point, et c'est une vraie différence avec les analyses du *Carré Rouge*, je pense que vous surestimez aujourd'hui les possibilités de développement, d'organisation d'une for-

ce révolutionnaire anti-capitaliste, que vous sous-estimez les obstacles en termes de rapport de force d'ensemble.

Jérémy Marie

Quels sont les obstacles ?

François Sabado

Les obstacles, par exemple en termes de conscience (on l'a vu encore en mai juin 2003) c'est que d'un côté il y a une force sociale extrêmement importante, mais aussi des directions syndicales qui ont encore la force de bloquer le mouvement, et de l'autre des forces révolutionnaires et au-delà des courants dits lutte de classes, qui n'ont pas été suffisamment puissants pour déborder les appareils et présenter une alternative.

Cela renvoie, selon nous, au fait que sur le plan de la conscience anti-capitaliste, nous subissons encore les effets de la crise globale du projet socialiste révolutionnaire anti-capitaliste, ainsi que les contrecoups de ce qui s'est passé tout le long du siècle. Cela pèse encore sur le plan des consciences, des projets.

Deuxième obstacle, c'est effectivement l'émergence de rapports politiques qui donnent aux révolutionnaires des responsabilités nouvelles (je vais y revenir), mais dans une situation où les partis traditionnels, notamment le Parti socialiste, conservent quand même encore une force politique. Donc, obstacle de ce point de vue-là.

Et troisième obstacle, dont on a discuté d'un point de vue général, c'est le fait qu'au niveau des rapports de force sociaux et politiques, la tendance à la polarisation ne comporte pas une montée impétueuse du mouvement de masse avec un recul des classes dominantes. Celles-ci hésitent, elles tergiversent, mais globale-

ment, sur une longue durée (entre la fin des années soixante-dix et aujourd'hui) il y a eu quand même toute une série de points marqués par la bourgeoisie.

Cela dit, le vrai problème est de saisir l'opportunité qui s'offre à nous. Car il est vrai que dans le mouvement ouvrier, il y a un changement historique. Ce changement historique, qu'on perçoit depuis 1995 sur le plan et social et électoral, est le fait qu'il y a une évolution sociale-libérale du Parti socialiste, avec un décrochage des classes populaires vis-à-vis de lui, que le Parti communiste est en déclin accéléré et que les directions syndicales sont dans un mouvement d'intégration par le biais de la Confédération Européenne des Syndicats dans le cadre de l'Europe libérale, et cela libère un espace pour toutes les forces anti-capitaliste.

De ce point de vue là effectivement, il faut aller au-delà d'un accord électoral. C'est ce dont nous avons discuté à notre congrès. Nous défendons quant à nous une perspective de construction d'une nouvelle force anti-capitaliste, qui soit une réponse tant sur le plan des luttes sociales que sur celui des échéances électorales. Cela fait que, pendant la prochaine campagne électorale, on va essayer de rassembler. Ce sera une politique particulière de la LCR parce que Lutte Ouvrière ne la partage pas. Nous allons lancer des Comités de soutien à ces listes, les ouvrir aussi largement que possible, avec la participation d'un maximum de gens, de courants, de militants qui ne sont ni à LO ni à la Ligue. Et puis on a une perspective de lancer un mouvement, après les élections, si elles se passent bien, en vue de la tenue d'assises anti-capitalistes pour construire un cadre d'action et de débats allant vers un nouveau parti.

François Chesnais

Justement je voulais te poser la question suivante : face à tous ceux qui, à l'UMP et surtout au PS, disent « *les trotskistes n'ont pas de programme ; ils n'ont pas vocation à gouverner, d'ailleurs ils ne le veulent pas, leur seule ambition est de commenter les événements, de donner des leçons et de gagner des voix afin de faire perdre les élections à la gauche plurielle* », comment vous disposez-vous à la LCR pour montrer que nous avons un programme, de sorte que, dans des conditions déterminées, nous sommes prêts bel et bien à gouverner ?

François Sabado

Je pense qu'historiquement, les trotskistes se sont souvent comportés comme une opposition au stalinisme et par là même, une opposition à l'ensemble des organisations traditionnelles. C'est cette étape qu'il faut clore. Pour rebondir sur ce que tu dis, situons-nous dans une perspective historique : par la force des choses, par la force de l'histoire, en partant de leur rôle initial comme opposition de gauche au stalinisme, les trotskistes se sont souvent considérés comme des oppositionnels face aux organisations traditionnelles dominées par les socio-démocrates ou les staliniens. On a même eu une conception de la mobilisation ou de ce qu'on appelle, dans notre jargon, le front unique, qui était un peu un front unique par procuration. Ce n'était pas nous qui le faisons, puisque nous n'en n'avions pas la force, mais on conseillait aux autres de le faire de telle ou telle manière et sur telle ou telle revendication.

Je pense que désormais, maintenant, nous avons des responsabilités directes. Il ne faut pas nous méprendre sur les rapports de force, il ne faut pas

avoir de conception sectaire, il ne faut pas avoir de conception gauchiste, il faut bien prendre conscience exactement des rapports de force et de la situation vis-à-vis du Parti socialiste comme des directions syndicales, mais c'est évident qu'aujourd'hui nous avons un rôle particulier, un rôle nouveau. Par rapport à autrefois il s'agit d'être à la hauteur, pour présenter une alternative politique en tant que telle. Effectivement, cela implique d'être non seulement une force de contestation, de protestation, de lutte, mais également une force politique qui pose à sa manière la question du pouvoir, c'est à dire avec un programme qui soit un programme de conquête du pouvoir par les travailleurs.

Jérémy Marie

De conquête de la majorité d'abord...

François Sabado

Oui, bien sûr, à chaque étape cela commence par la conquête de la majorité des travailleurs pour une perspective et des objectifs précis et plus tard la conquête de la majorité dans une perspective de transformation révolutionnaire de la société.

Ce positionnement exige de partir des revendications des travailleurs, de leurs exigences sociales, des besoins sociaux ; il exige aussi de se situer en totale indépendance par rapport à des gouvernements de collaboration de classes, quelles que soient les variantes de cette collaboration de classes ; il implique enfin un programme qui soit un programme qui pose le problème aujourd'hui d'une transformation révolutionnaire de la société

Et avec un point qui nous délimite vis-à-vis de tous les autres, qui est un point clé au-delà des revendications contenues dans le programme, à sa-

voir que pour appliquer ce programme, il faudra s'attaquer aux capitalistes. C'est la pierre de touche de notre combat : ne pas hésiter à attaquer, prendre sur les profits capitalistes et s'opposer, s'affronter au patronat. Cela suppose un programme qui pose les problèmes de la propriété, de la socialisation, de l'appropriation sociale, de la rupture, et cela, on le voit y compris à travers des batailles particulières : l'interdiction des licenciements implique des incursions dans la propriété privée par exemple ; les questions de mobilisation sur l'alter-mondialisation posent aussi les problèmes de l'organisation d'un autre monde, une série de questions comme cela où nous sommes effectivement, je dirais oui, on peut utiliser la formule, des candidats au pouvoir, mais dans le sens bien entendu d'un pouvoir qui serait effectivement le pouvoir de ceux d'en-bas, c'est-à-dire des travailleurs et des masses populaires.

Jérémy Marie

Je voudrais revenir sur un point qui me préoccupe : c'est cette histoire d'un programme à partir des revendications. Je pense sincèrement que l'ensemble de la population des travailleurs, des jeunes, des chômeurs, des femmes n'ont plus de « revendication » au sens d'autrefois, ou plus exactement ils n'en n'ont plus qu'une : « un autre monde », parce que, si on élabore des revendications, à qui va-t-on les adresser pour qu'elles soient satisfaites : à Chirac ? à Raffarin ? au PS ? à qui ? Il n'y a plus personne...

De son côté, la revendication d'un « autre monde » ne peut qu'être élaborée collectivement, parce que les programmes « clé en mains », plus personne n'en veut, et encore moins les travailleurs : ils ont eu l'expé-

rience passée de Programme commun et compagnie !

François Sabado

Il n'y a pas de problème là dessus. Quand on dit un programme transitoire, actualisé, justement, nous pensons qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de dresser une liste de revendications.

Quand nous disons partir des revendications, nous nous référons au fait que ce n'est qu'à travers une série de luttes sociales et de mobilisations, que des questions surgissent, qui sont posées par les gens qui se sont mobilisés, et qu'à partir de là, ce dont il s'agit, c'est de les aider, en militant avec eux, à formuler des réponses sur les différents terrains que tu as donnés, c'est-à-dire effectivement la santé, l'emploi, l'école, les problèmes écologiques, pour avancer là dessus et conclure à chaque fois que pour réaliser ces objectifs, il faut rompre avec le système capitaliste. C'est par rapport à ce point qu'il faut ne pas hésiter, parce que c'est là dessus que petit à petit les uns et les autres à gauche ont reculé avec, au début, des prétentions réformistes, à la fin en s'adaptant au libéralisme, en refusant d'affronter le patronat.

Voilà en quelques mots notre conception et, effectivement, cela n'est pas du tout un programme « clé en mains », c'est d'aider les gens à le formuler et on va essayer effectivement de le faire pendant ces campagnes électorales, parce que, pour nous, c'est effectivement décisif que les choses se passent comme cela.

François Chesnais

A propos des comités de soutien, ne penses-tu pas que le terme n'est pas celui qui convient, que c'est un terme sur lequel il faudrait vraiment réfléchir et travailler, parce que l'un des éléments nouveaux qui s'est dévelop-

pé au long de la deuxième moitié des années 1990, à partir de 1995, a été ce processus au cours duquel les travailleurs ont essayé de contrôler leur lutte. Il y a eu une progression assez forte en terme de formation d'assemblées générales lors des grèves, de discussions en assemblée générale, de contacts militants interprofessionnels se développant dans des quartiers. Il y a aussi eu tout ce mouvement de formation d'associations, de groupes qui me paraissent tous marqués par la volonté des salariés de devenir des protagonistes.

Comment articuler la notion de « protagoniste » à celle de « Comité de soutien » et puis comment faire de ceux-ci vraiment le tremplin pour cet espace anti-capitaliste qui prendra peut-être la forme d'un parti, peut-être une autre configuration ?

François Sabado

Le problème c'est de distinguer les niveaux.

Je suis d'accord avec l'idée, qui est liée à la crise historique du mouvement ouvrier, que l'on a vécu la fin d'un cycle historique du mouvement ouvrier et qu'aujourd'hui, il y a un nouveau cycle qui est en cours

On en est au début et on ne sait pas encore quelles vont être les formes précises de cette reconstruction du mouvement ouvrier (*reconstruction* plus que « recomposition », qui me paraît un terme qui se situe plus dans le cadre du mouvement ouvrier traditionnel, alors que celui-ci est précisément au terme d'un cycle séculaire). Le problème est précisément, aujourd'hui, de reconstruire quelque chose de neuf avec une dimension plus forte.

Donc j'accepte absolument la notion de « protagoniste », et effectivement en ce qui concerne les Comités de soutien, le terme doit être travaillé,

mais il faut quand même distinguer trois niveaux :

- Le premier est celui des processus d'auto-organisation que nous avons eus pendant les mouvements de mai-juin dernier et le combat des intermittents, c'est à dire des formes données de comités de grève ou de comités d'action à travers les interpro qui se sont dégagés. Ces formes sont le produit direct de la lutte.

- le deuxième niveau est celui du parti ou d'une nouvelle force politique qui correspond à la nécessité d'une force qui intervienne effectivement sur le terrain politique, qui pose toutes les questions relatives au programme, à la nature du pouvoir politique des salariés qu'il s'agira de construire, en relation avec toute l'histoire du mouvement ouvrier. Ce niveau est celui de construction du parti,

- et puis enfin il y a le niveau de l'accord électoral.

Bien entendu, les choses sont liées, mais on a intérêt à bien distinguer parce que, notamment, l'accord de la campagne électorale qui va commencer est un accord électoral entre la Ligue et LO. Il est évident que si de grandes luttes bouleversent la situation sociale et politique, cela posera d'autres questions, mais à cette étape, ce qu'il faut effectivement bien mener c'est la campagne. Dans ce cadre-là, avec des collectifs de campagne et une participation de militants et de salariés et jeunes allant au-delà de la Ligue et de LO, se dessine bien entendu un mouvement, qui aura une grande importance pour nous pour avancer dans la voie d'une nouvelle force politique. Mais je pense que pour la clarté de l'intervention et du positionnement politiques dans les mois qui viennent, il faut distinguer ces différents niveaux. La première tâche est de bien réussir la campagne

Il est évident que là va se jouer beaucoup de choses ; la question qui est posée est celle-ci : va-t-on avoir la confirmation, voire l'amplification, des trois millions d'électeurs, aux prochaines élections régionales et européennes, venant après les mouvements de mai, de juin et de juillet 2003 ?

C'est cela la question qui est posée : va-t-on avoir une convergence des deux mouvements, qui détermine le début d'une nouvelle situation politique dans le mouvement ouvrier, du moins partiellement ? Notre objectif est de pousser un maximum dans ce sens là, c'est pour cela qu'on a fait cet accord et qu'on donne une importance très significative pour la Ligue en tout cas.

François Chesnais

Dans ton article dans *Rouge*, tu cites une enquête où il a été demandé aux gens quel est le mot qui leur semble le mieux s'appliquer à l'extrême gauche actuellement : le mot « contestation » recueille toujours le plus de réponses, c'est-à-dire 41 %, le mot « révolte » 23 %, le mot « réforme » 19 %, et le mot « révolution » 11 %. Il y a donc un chemin à parcourir pour contrecarrer l'idée que l'extrême gauche ne serait pas prête à gouverner avec les salariés, pour diffuser au contraire l'idée qu'elle veut aider ceux-ci à formuler un programme et à former un gouvernement des travailleurs.

Il y a cela et puis il y a le fait que si, effectivement, comme tu l'as dit, en 2001 il y a eu 3 millions de voix pour les listes trotskistes et surtout pour LO et la LCR, il y a aussi eu cette abstention massive en milieu ouvrier, et cette part du vote FN qui est vraiment le vote de désarroi des salariés. Qu'allez-vous faire pour aller chercher ces voix, pour aller donner confiance à ces gens ? Que peut-on faire pour mo-

difier les réponses aux sondages, de façon que « contestation » passe en dernier, et que changement de la société devienne la première réponse des gens ?

François Sabado

La formule que j'emploierais, c'est que nous devons être les plus déterminés comme anticapitalistes ; c'est comme cela qu'on va pouvoir unifier, mobiliser et arracher le maximum de voix. Il faut pouvoir traduire dans la campagne le fait que nous sommes aujourd'hui les seuls qui pouvons, de manière déterminée, d'un point de vue radical, pousser à la mobilisation sociale, défendre les intérêts des travailleurs, leur proposer un changement, et pour cela proposer un changement avec l'ordre établi.

Et c'est parce que nous n'hésiterons pas à nous attaquer au système, à nous attaquer au patronat, à aller à l'affrontement pour la défense du programme anti-capitaliste, pour la défense des intérêts des exploités et des opprimés, qu'aujourd'hui nous pouvons apparaître comme une force crédible, à commencer pour les millions de travailleurs qui ont, soit participé aux grèves, soit les ont soutenues.

D'autre part, nous allons nous adresser aux militants socialistes, communistes, écologistes qui voient les compromissions et la paralysie de leurs partis, pour les gagner s'ils sont déterminés, à l'élaboration avec les salariés, avec nous, d'un vrai programme anti-capitaliste, un vrai programme de défense des intérêts des travailleurs et des classes populaires. Ce faisant nous pouvons aussi récupérer une partie des voix populaires qui se sont effectivement fourvoyées derrière le Front National, parce que nous sommes les seuls aujourd'hui, dans le mouvement ouvrier, qui pouvons me-

ner la bataille contre le Front National, en démasquant le fait que le Front National est le pire ennemi des travailleurs. Parce que la gauche, comme la droite, et tous ceux qui ont soutenu les gouvernements successifs depuis 20 ans, ont créé les conditions qui ont produit les 20 % de voix pour le Front National. Ces gens-là sont disqualifiés aujourd'hui dans cette bataille-là. Nous, nous pouvons mener la bataille.

Si j'ai une formule à donner comme leitmotiv de notre campagne, c'est cela : c'est être déterminés dans la bataille anti-capitaliste qui est nécessaire aujourd'hui pour sortir le pays de la crise.

Jérémie Marie

Tu parlais tout à l'heure d'une détermination forte, c'est bien. Encore

faut-il qu'elle puisse s'appuyer sur une dynamique, et pour qu'il y ait cette dynamique dans la lancée de la campagne électorale, il faut que celle-ci fusionne avec la lutte des classes. C'est cela qui me semble être le plus important, parce que s'il n'y a pas cette dynamique-là, la détermination à elle seule ne suffira pas. Il y a aussi la question de savoir ce que vous allez proposer à ceux qui vous rejoindraient dans les comités de soutien. Coller des affiches, ou discuter, avancer dans la concrétisation du programme d'un gouvernement des travailleurs ?

François Sabado

Je suis d'accord avec toi, je pense qu'il faut arriver à créer une conviction que des secteurs du mouvement de masse se disent : « *ces gens-là peuvent*

nous aider à résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés, que cela soit les problèmes de revendications, comme les problèmes de tactique de lutte, comme les problèmes de réorganisation de la société ». Là aussi, il y a un point d'appui, qui est tout ce qui a émergé dans et autour du mouvement altermondialiste. Ici nous avons une approche très différente de celle de Lutte Ouvrière, bien que je pense que cela ne soit pas grave dans cette campagne. Il y a là un point d'appui. Il faut effectivement à la fois utiliser tout cet espace nouveau de débat politique sur l'organisation d'un autre monde et organiser un débat ouvert là où d'autres veulent plutôt le verrouiller. Ensuite, chacun arrive avec ses réponses, mais les révolutionnaires doivent dire quel monde ils veulent aujourd'hui, effectivement.

Les rafales de plans de licenciements et la croissance lente mais constante du chômage de longue durée sont les deux éléments fondamentaux qui pèsent sur la situation des classes populaires et sur leur perception des événements politiques et sociaux. Des problèmes difficiles d'organisation et d'orientation de la lutte contre les licenciements et la précarité de l'emploi se posent quotidiennement dans toutes les régions. Il faut les aborder à bras le corps et multiplier les contributions à ce sujet, cet article en étant une parmi d'autres.

Problèmes de la lutte contre les licenciements et la précarité de l'emploi

LA PRÉCARITÉ

POUR TOUS

Selon l'Insee, le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans en juin dernier était de 20,5 %. Le nombre officiel des chômeurs serait actuellement en France de 2 millions 440 000, soit 9,7 % de la population active. Mais tout le monde sait qu'il y en a plusieurs centaines de milliers d'autres, ceux qui ont été radiés arbitrairement, ceux qui font des stages qui ne débouchent sur rien, sans parler des travailleurs à temps partiel. Les demandeurs d'emploi seraient en fait au nombre de 3,6 millions. Cette situation toujours plus dégradée de l'emploi pèse plus que jamais sur les 21,5 millions de travailleurs actifs qui ont souvent un ou plusieurs membres

de leur famille au chômage, et qui craignent eux-mêmes de perdre un jour leur emploi ou de ne plus pouvoir faire face à leurs responsabilités familiales. Tout cela paralyse pour exiger des augmentations de salaires ou des améliorations de ses conditions de travail. Le rétrécissement du marché de l'emploi exacerbe la concurrence entre tous ceux qui vendent ou tentent de vendre leur force de travail.

Il n'est donc pas étonnant que ni les luttes de mai-juin dernier des personnels de l'Éducation nationale et d'autres salariés, notamment du secteur public, ni celles des intermittents du spectacle n'aient été en mesure dans l'immédiat de redonner confiance et espoir à une fraction significative de la classe ouvrière [1]. Les reculs, les bévues et les cafouillages du gou-

vernement ne sont pas interprétés dans l'ensemble comme des signes encourageants, comme des faiblesses exploitables par les salariés et les chômeurs. Ce sont les mauvais coups du gouvernement et du Medef, et ils sont nombreux, qui frappent les esprits, renforcent le fatalisme et découragent le plus grand nombre de s'engager dans l'action collective. Il faut partir de ce constat pour ne pas spéculer *a priori* sur le fait qu'une grande lutte survenant ici ou là au sein du monde du travail puisse aisément ouvrir une brèche dans laquelle s'engouffreraient d'autres secteurs.

Cette situation ne durera pas, parce que la bourgeoisie française est contrainte de poursuivre son offensive contre toutes les classes populaires pour sauver ses intérêts au sein de l'Union Européenne et sur l'arène du marché mondial. Cela n'ira pas sans provoquer de nouvelles mobilisations de salariés. Les luttes des intermittents du spectacle et des salariés de l'Éducation nationale, comme celles de tous ceux qui, au cours de l'année 2003, ont lutté courageusement contre des plans de licenciements n'ont pas été menées en vain. Elles ont permis d'accumuler des expériences et des idées précieuses pour les luttes à venir. Il faut collectiviser ces idées et en suggérer de nouvelles pour parvenir réellement à modifier le rapport des forces en faveur du monde du travail.

DIVERSITÉ DES LUTTES

RÉCENTES

Les luttes contre des licenciements ont été extrêmement nombreuses depuis un an. Il est difficile de le percevoir au travers des médias nationaux, qui n'ont couvert que certaines luttes. Mais depuis des mois, dans toutes les

régions, France 3 et la presse locale ont fait état brièvement mais fréquemment de grèves et de manifestations de colère contre des plans de licenciements, contre des licenciements individuels abusifs ou contre des plans de suppression de postes. La plupart de ces mouvements ont été isolés, émiettés, centrés sur l'entreprise où l'agression patronale se produisait. Dans quelques cas assez rares mais notables, les salariés de différentes entreprises ont manifesté ensemble dans telle ville ou telle localité. Citons l'exemple de Rennes où cet automne les salariés de STMicroelectronics, Philips et Thomson ont manifesté ensemble à plusieurs reprises contre des projets de fermetures d'usines et de licenciements. Le 11 décembre dernier, l'Union locale CGT du Beauvaisis a organisé une manifestation pour dénoncer les nombreux plans de suppression d'emplois et de postes sur la région, notamment chez Nestlé et Bosch.

Les luttes prennent souvent une tournure différente selon le degré de passivité ou d'esprit d'initiative des syndicalistes de ces entreprises. Dans une même entreprise comme Meta-leurop-Nord, on a vu des syndicalistes traîner des pieds pour organiser la riposte et d'autres relever le défi [2]. Dans certains cas, les salariés en lutte parviennent à arracher des concessions, et dans d'autres il n'y a même pas de « plan social ». Quand le patron semble avoir cédé quelque chose, il faut souvent poursuivre la lutte en manifestant ou sur le terrain juridique pour tenter de l'obliger à tenir ses engagements. Ce qui du reste est très aléatoire. Les 123 travailleurs de la filature de Hellemmes dans le Nord qui ont été licenciés en 2001 n'ont jamais touché leur prime en dépit de la condamnation en justice de leur patron, le groupe Mossley.

La taille de l'entreprise visée par une attaque patronale n'est pas un facteur en soi qui détermine un haut degré de combativité. Les travailleurs de chez Matra Automobile à Romorantin ont été littéralement sonnés par l'annonce de la fermeture de leur usine en mai dernier, tandis que ceux de SKF-Thomery dans le Val-de-Marne sont partis en grève et ont bloqué les entrées de l'usine dès l'annonce le 12 novembre de sa fermeture. On a vu et on continue à voir des luttes très tenaces dans de petites entreprises ou sur des sites ne regroupant que peu de salariés, comme chez Pizza Hut ou chez McDonald's.

Dans l'ensemble ce n'est pas tant la combativité qui fait défaut mais le manque de perspectives.

LE CONTEXTE

HISTORIQUE DES LUTTES

Même lorsque les salariés s'engagent avec force dans la lutte contre des licenciements ou des suppressions de postes, ils ne pensent pas gagner mais limiter les dégâts. Un sentiment d'impuissance a eu largement le temps de se cristalliser au sein de la classe ouvrière au cours des trois dernières décennies. Chacun a pu observer au cours des attaques des années quatre-vingt et 90 que les salariés des « grosses boîtes » étaient incapables d'empêcher des charrettes de licenciements, ce qui a été d'autant plus démoralisant pour les travailleurs des PME. Nous ne reviendrons pas ici sur les responsabilités écrasantes des partis de gauche et des bureaucraties syndicales dans cette série de défaites avec ou sans combats qui ont marqué cette période. Des millions de salariés ont vécu ou observé des luttes débouchant sur des défaites plus ou moins sévères et ils ont intériorisé un sentiment d'impuissance et de dévaluation

d'eux-mêmes [3].

Il faut faire état d'autres obstacles qui empêchent de nombreux travailleurs d'avoir une vision réaliste de la stratégie des capitalistes et donc d'imaginer une riposte collective adaptée. Ces obstacles sont d'ordre idéologique. Les partis de gauche et les directions syndicales traditionnelles ont entretenu des préjugés nationalistes et corporatistes dans les entreprises, des préjugés qui perdurent mais qui sont particulièrement mis à mal par les méthodes patronales à l'heure de la mondialisation et de la financiarisation à outrance du capital. Les appareils syndicaux ont beau parler du « sauvetage du site », de « la préservation de l'outil de travail », ils ont beau vanter les « qualités de notre savoir-faire », toutes ces images creuses sont laminées par l'intensification de la recherche de rentabilité, et n'émeuvent évidemment ni les patrons ni les pouvoirs publics. Au grand étonnement de nombreux travailleurs qui n'y ont pas été préparés par les centrales syndicales, leurs efforts « pour faire vivre et sauver l'entreprise », leurs connaissances professionnelles et leurs qualifications sont méprisés et piétinés. Des usines et des machines en parfait état de fonctionnement sont tout à coup démontées et réinstallées dans le Tiers-monde ou vendues ici aux enchères par lots, comme on l'a vu avec les outils et installations de Moulinex près de Caen. Il y a encore trop souvent de l'hébétéude et un manque de préparation face aux ruses et à la brutalité des licenciements, à la passivité complice des institutions et de la plupart des élus, dont le rôle essentiel consiste à calmer la colère des travailleurs, de susciter de vagues espoirs de dénicher un repreneur, jusqu'au lâchage final. Mais tous les événements brutaux qui affectent la vie des salariés contribuent à balayer les

préjugés nationalistes et corporatistes qui les bridait. C'est une expérience douloureuse mais absolument nécessaire pour jeter les bases d'une conscience de classe enracinée dans les faits, dans la compréhension des agissements même de la bourgeoisie. Les patrons nous apprennent à ne plus nous plaindre mais à nous battre sur la plus grande échelle possible, comme eux-mêmes le font sans états d'âme et sans se soucier des frontières. Pour combattre la classe des capitalistes dans les meilleures conditions, nous avons l'obligation de raisonner à l'échelle mondiale. Ils mettent les salariés du monde entier en concurrence. Nous devons préparer des ripostes internationales.

Des opportunités se présentent du fait même que les capitalistes attaquent toutes les classes populaires sur tous les terrains, emplois, salaires, couverture sociale, retraites, santé, etc. Toutes les couches de la classe ouvrière sont touchées à divers degrés. Nous commençons à sortir de la période où l'on pouvait parler en France de deux secteurs différents, fortement contrastés, le secteur public avec sa relative sécurité de l'emploi, ses défenses statutaires, ses organisations syndicales relativement fortes, et le secteur privé qui a subi les plus mauvais coups depuis le milieu des années soixante-dix jusqu'à aujourd'hui. La distance s'amenuise entre les différentes couches du prolétariat, ce qui rendra plus aisée la construction d'un front commun pour peu que nombre de militants avancent des idées et des perspectives susceptibles de devenir le bien commun de tous.

LES COLLECTIFS

L'idée de créer des collectifs ou des coordinations locales pour lutter

contre les licenciements, les suppressions de postes et le chômage commence à faire son chemin dans plusieurs villes. Les diverses tentatives qui avaient été faites, y compris au niveau national, depuis la manifestation du 9 juin 2001 avaient toutes fait long feu pour diverses raisons. Le scepticisme quant à l'intérêt de se regrouper au-delà de son entreprise ou de son syndicat commence à être dépassé. Il est tout à fait évident que les seuls syndicats ou même intersyndicales sont impuissants à mener une lutte ambitieuse sur ce terrain comme sur tous ceux qui concernent les travailleurs. Entendons-nous bien : toutes les luttes menées démocratiquement par une intersyndicale acceptant le contrôle des salariés sont précieuses, même si elles ne débordent pas le cadre d'une seule entreprise. Mais l'ampleur de l'offensive patronale réclame de nouveaux moyens beaucoup plus puissants et efficaces.

Ces collectifs seront l'ossature d'une contre-offensive des salariés à la condition qu'ils ne soient pas des syndicats-bis, qu'ils accueillent toutes celles et tous ceux qui veulent réfléchir et se battre contre les licenciements, contre la précarité et contre le chômage. Dire que ces collectifs doivent être démocratiques est une évidence mais reste trop vague. Il faut que chaque ouvrier, chômeur, mère de famille, enseignant, intérimaire qui veut s'impliquer dans ce combat s'y sente bien, y soit apprécié et écouté. Bref, que ce ne soit pas toujours les mêmes responsables, les mêmes « ténors » qui accaparent la parole et décident de tout, même en y mettant des formes démocratiques. Ces collectifs deviendront un pôle de ralliement vivant à condition qu'ils soient des lieux où les faits sont étudiés scrupuleusement (tactiques des pa-

trons, tactiques des travailleurs dans différentes luttes), les arguments de fond discutés et affûtés, les archives des luttes étudiées et étoffées, les initiatives bien préparées et menées jusqu'au bout.

SUR L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

Sans faire l'unanimité, loin de là, le thème de l'interdiction des licenciements est de plus en plus apprécié depuis qu'il a été mis en avant dans quelques luttes au cours des cinq dernières années. On ne peut que s'en réjouir, surtout quand au slogan « *Interdisons les licenciements* », on ajoute « *Licencions les licencieurs !* »

Mais ceux qui avancent la nécessité d'interdire les licenciements parlent-ils tous de la même chose ? Est-ce une doléance, un simple slogan électoral ou une exigence à laquelle on croit vraiment ? **Qui** interdira les licenciements ? Une loi interdisant les licenciements peut-elle être imposée dans le cadre de la dictature économique de la bourgeoisie ?

L'interdiction des licenciements et la lutte contre toutes les formes de précarité ne peuvent être dissociées des questions de pouvoir et de propriété sous peine de devenir une formule creuse. Nous ne pouvons pas non plus souscrire à la vieille formule récurrente des directions de LO et de la LCR reprise dans leur protocole d'accord pour les élections régionales et européennes : « *Interdire les licenciements collectifs dans les entreprises qui font du profit sous peine de réquisition de ces entreprises.* » Outre le fait fondamental qu'il n'est pas précisé **qui** est censé réaliser cela, les précisions « *licenciements collectifs* » et « *entreprises qui font du profit* » ont une signification restrictive choquante.

Dans cette façon de présenter les

choses, tout se passe comme s'il y avait des licenciés de première catégorie, ceux qui sont salariés dans des entreprises qui font des profits. Ce sont ceux qui sont l'objet de leur sollicitude dans leur projet de plate-forme électorale. Faut-il comprendre qu'il y a une deuxième catégorie, ceux qui sont licenciés par des entreprises qui ne font plus de profits et font même des pertes ? Que dire et que proposer aux licenciés de dernière catégorie, bien qu'ils soient les plus nombreux, les parias, à savoir les travailleurs licenciés individuellement sous un prétexte ou un autre (fin de contrat, maladie, « faute lourde ») ? Ces licenciés-là, qui n'entrent pas dans le cadre d'un plan de licenciements, n'entrent pas non plus, ou pas suffisamment en général, dans les raisonnements et dans les analyses des militants.

La savante distinction entre les licenciés dans ou tel cas de figure n'a pas lieu d'être. Il introduit des catégories au sein de la partie en mauvaise posture de la classe ouvrière qui ne devraient pas être prises en considérations, pour peu qu'on se situe sur le terrain des intérêts généraux des travailleurs. Tous les licenciements sont scandaleux, inhumains, inacceptables. Être licencié par une entreprise réellement en faillite n'a rien de moins scandaleux que de l'être par une entreprise qui veut dégager encore plus de profits en licenciant. Il faut qu'un maximum de travailleurs soient imperméables à tous les arguments des licencieurs, qu'ils soient manifestement fallacieux ou qu'ils reposent sur un semblant de réalité. Priver un être humain de ses ressources est une infamie. Point final.

CONTROLE PAR LES TRAVAILLEURS

Le mot d'ordre d'interdiction des li-

ciements peut facilement se transformer en une piètre rengaine à laquelle on fait semblant de croire s'il n'est pas associé à l'objectif du contrôle des grandes entreprises capitalistes par les travailleurs. Signalons pour ne plus avoir à y revenir que l'idée du contrôle par les travailleurs est absente à ce jour du protocole d'accord électoral LO-LCR. Cette absence est du reste cohérente avec l'ensemble du texte, qui n'exprime à aucun moment quel rôle est dévolu aux travailleurs selon ses rédacteurs pour donner corps à toutes les revendications qu'ils avancent.

La réquisition des entreprises qui font des profits et qui licencient devient une pieuse doléance si on ne précise pas certains points. Est-ce l'État actuel qui doit réquisitionner sous la pression des travailleurs, ou les travailleurs qui doivent le faire eux-mêmes ? La deuxième option est la seule qui ait un sens. Concrètement, ce n'est d'ailleurs qu'en prenant le contrôle d'une entreprise et de ses ramifications bancaires qu'il deviendra possible pour les travailleurs de découvrir dans quelle mesure elle fait ou a fait des profits dans le passé, et dans quelle mesure elle est endettée ou accumule des pertes. Le cas de Enron a été éloquent, celui d'une entreprise faisant à la fois des profits extraordinaires sur un échafaudage financier cachant des pertes encore plus extraordinaires.

Dans tous les cas de figure, le rôle de militants aspirant à la transformation révolutionnaire de la société, est d'inviter les travailleurs à n'avoir aucun respect pour la propriété capitaliste sous toutes ses formes. C'est dans la mesure où ils prendront le contrôle des capitaux sous leurs diverses formes que les travailleurs commenceront à résoudre les problèmes les plus urgents parmi lesquels celui du

chômage de masse. Et puisqu'il est parfois question de lutter pour obtenir une loi interdisant les licenciements, il me semble qu'il n'est pas raisonnable de croire ou de faire croire que l'État de la bourgeoisie puisse accepter une telle loi, même sous la pression d'une grève générale. Certes, pas plus que pour la détermination du niveau des salaires, il n'y a une loi d'airain en la matière. La liberté de licencier est vitale pour le capital. On peut la restreindre un peu, ponctuellement, momentanément, mais on ne peut pas la supprimer sauf à supprimer le capital lui-même. L'existence d'une « armée industrielle de réserve » est indispensable à la bourgeoisie. Elle est d'autant plus pléthorique en période de récession et d'intensification de la concurrence à l'échelle mondiale. Les développements de Karl Marx sur ce sujet, dans la septième section, chapitre XXV, du *Capital* gardent toute leur pertinence [4].

Seul un gouvernement des travailleurs pourra adopter une loi interdisant les licenciements. Autant le dire et l'expliquer, au risque d'effrayer ceux qui s'accrochent aux recettes réformistes.

DROIT AU TRAVAIL OU

DROIT À LA PARESSE ?

Comme on entend souvent les militants invoquer la nécessité d'un droit au travail, il est tout à fait fructueux de voir ce que pensaient Marx et Engels de cette revendication avancée par les ouvriers parisiens en 1848. Dans le deuxième chapitre des *Luttes de classes en France*, Marx qualifie le « droit au travail » de « première formule maladroitement » où se résument à l'époque les revendications révolutionnaires du prolétariat : « *Le droit au travail est au sens bourgeois une*

absurdité, un vœu pieux et misérable, mais derrière le droit au travail il y a le pouvoir sur le capital, derrière le pouvoir sur le capital l'appropriation des moyens de production, leur soumission à la classe ouvrière associée, donc l'abolition du salariat, du capital et de leurs rapports mutuels. Derrière le "droit au travail", il y avait l'insurrection de juin. »

Dans sa préface à cet ouvrage de Marx, Engels relève ce paragraphe fondamental comme étant la première formulation de la thèse caractérisant le socialisme ouvrier moderne. Il précise simplement que « *plus tard, Marx a élargi la formule à l'appropriation des moyens d'échange eux aussi, comme corollaire de la thèse principale qui "allait de soi après le Manifeste communiste"* » [5].

Notre problème aujourd'hui n'est pas nécessairement de proscrire systématiquement la formule de « droit au travail » ou de « droit à l'emploi ». Son utilisation fréquente est tout de même un symptôme parmi bien d'autres d'une importante régression politique du mouvement ouvrier : nous en sommes en 2003 à réclamer le droit pour tout le monde d'être exploité par un patron !

Si on emploie la revendication de droit au travail, il est donc nécessaire d'éclairer cette formule dans le sens du socialiste réformiste Louis Blanc ou dans celui du communiste révolutionnaire Karl Marx. Il faut choisir. Louis Blanc la prenait comme une revendication concrète pouvant être garantie par une loi dans le cadre de l'État (de la bourgeoisie, faut-il le préciser). Marx y voyait une formule maladroitement cachant une aspiration des travailleurs à procéder par les méthodes de la lutte de classe à l'appropriation des moyens de production et d'échange. Louis Blanc comptait sur l'intervention de l'État

pour améliorer la condition des travailleurs. Tous les militants qui répètent à satiété que « *si l'État voulait, il pourrait s'opposer aux licenciements, il pourrait maintenir les emplois, il pourrait stopper ses subventions aux patrons, il pourrait prendre sur les profits des licenciés* », s'inscrivent, qu'ils en soient conscients ou non, dans la tradition du socialiste d'État Louis Blanc. La longue et multiforme tradition réformiste méconnaît la nature de classe de l'État. Or l'État ne peut pas vouloir autre chose que ce que veut la classe qui le contrôle, qui applique ses volontés ; et tout particulièrement dans les domaines vitaux pour l'existence de la bourgeoisie qui concernent les modalités d'exploitation du prolétariat et de constitution d'une « armée industrielle de réserve » pléthorique et à moindre frais d'entretien.

Pour nous résumer, l'on peut mettre en avant l'interdiction des licenciements, le droit à un emploi, ou mieux encore le droit à un salaire pour tous, comme l'association Agir ensemble contre le Chômage de Quimper l'a argumenté dans le n° 27 de *Carré rouge*. Mais rien ne tient, rien n'est réalisable si ces objectifs ne sont pas couplés à la nécessité de s'attaquer à la propriété privée capitaliste jusqu'à sa suppression totale. Et je ne vois pas ce qui devrait nous retenir d'expliquer ouvertement et clairement cette nécessité à tous les travailleurs, quel que soit leur statut ou leur condition. Ceux qui pensent qu'on parlera de cela plus tard, quand les gens seront prêts à l'entendre, sont ceux qui ont une piètre opinion de ce que peuvent comprendre et accepter bien des travailleurs, ou qui tout simplement ne veulent pas que cette délicate question de la propriété soit jamais abordée.

UNE CIVILISATION
SANS CHOMAGE ET SANS
TRAVAIL SALARIÉ

Pour échapper aux cadres mentaux de la société capitaliste, il faut penser l'au-delà de cette société avec ses stupides critères de profit, de rentabilité et de solvabilité. C'est dans la tête de chacun d'entre nous qu'il faut commencer à détruire le rapport de domination du capital sur le travail et en fin de compte sur toute l'humanité.

La lecture ou la relecture du pamphlet de Paul Lafargue *Le Droit à la paresse* paru en 1883 nous y invite dans un style plaisamment provocateur [6]. Comme Lafargue était corps et âme dans le camp des travailleurs, il estimait pouvoir se moquer de ceux qui se laissaient dominer par l'idéologie et la morale bourgeoises, et en particulier qui avait le « vice » de respecter le Travail (exploité). Les Raffarin contemporains de Lafargue en prennent au passage pour leur grade en chantant les vertus du travail...

Dans son chapitre de conclusion, La-

fargue en vient à écrire ceci, qui devrait inspirer tous ceux qui aspirent à une civilisation sans chômage et sans travail salarié : « *Si, déracinant de son cœur le vice qui la domine (celui du travail) et avilit sa nature, la classe ouvrière se levait dans sa force terrible, non pour réclamer les Droits de l'homme, qui ne sont que les droits de l'exploitation capitaliste, non pour réclamer le Droit au travail qui n'est que le droit à la misère, mais pour forger une loi d'airain, défendant à tout homme de travailler plus de trois heures par jour, la Terre, la vieille Terre, frémissant d'allégresse, sentirait bondir en elle un nouvel univers...* »

Le style de Lafargue appartient au passé, mais ses propos ouvrent les portes de l'avenir.

Le 13 décembre 2003

Notes

1- Sur la lutte des intermittents : *Paroles intermittentes* recueillies par Bénédicte Brunet, éditions Hors Commerce, octobre 2003. Bénédicte Brunet signale qu'entre 20 000 et 30 000 emplois d'inter-

mittents risquent de disparaître.

2- *Metaleurop Paroles ouvrières* : témoignages recueillis par Frédéric H. Fajardie, éditions Mille et Une Nuits, octobre 2003

3- Sur les conséquences sociales et humaines de l'offensive contre la classe ouvrière, on lira non seulement *La Misère du monde* sous la direction de Pierre Bourdieu (1993, réédition Point Seuil), *Retour sur la condition ouvrière* de Stéphane Beaud et Michel Pialoux (Fayard, 1999) mais aussi le dernier ouvrage de ces deux sociologues, *Violences urbaines, violence sociale* (Fayard, septembre 2003). Les trois livres de Jean-Pierre Levaray, ouvrier dans une usine AZF de la banlieue de Rouen sont des témoignages « de l'intérieur » très précieux : *Putain d'usine* (L'Insomniaque, 2001), *Après la catastrophe* (L'Insomniaque, 2002), *Classe fantôme* (Le Reflet, octobre 2003)

4- Karl Marx, *Œuvres économiques I*, La Pléiade, édition établie par Maximilien Rubel, pages 1141 à 1163

5- Karl Marx, *Œuvres politiques*, La Pléiade, édition établie par Maximilien Rubel, page 270-271 et page 1125 dans *Introduction d'Engels* de 1895

6- Paul Lafargue, *Le Droit à la paresse* (petite collection Maspero avec une introduction de Maurice Dommanget, 1977)

Dans le monde entier, la barbarie progresse : des millions d'êtres humains meurent de faim ou de sida, des millions de jeunes enfants sont esclaves au travail. Les pollueurs incontrôlables détruisent la planète pour la réalisation de profits toujours plus grands. Le peuple argentin se trouve, en dix ans de contre-réformes impérialistes, brutalement sans ressources ; les tonnes de bombes du terrorisme d'État tombent en Afghanistan, en Iraq, les Palestiniens sont persécutés... Les contre-réformes capitalistes remettent en question tous les acquis sociaux en France, en Europe. Aujourd'hui la barbarie gagne du terrain. Tout n'est pas perdu mais rien n'est gagné non plus ; l'avenir de la planète est en train de se décider.

Socialisme ou barbarie

Cette situation catastrophique ne sera pas arrêtée seulement par des exigences d'interdire les licenciements « abusifs » ou la lutte pour défendre la démocratie communale. C'est pourtant à ces revendications actuelles et concrètes que les organisations trotskistes s'étaient limitées lors de la campagne électorale présidentielle de 2002. J'ai aussi le sentiment que c'est le cas pour les élections régionales et européennes pour les deux qui s'y présentent sur la base d'un accord électoral (LO- LCR, le PT ne se présentant que pour les cantonales sur un programme de défense de la République). Tout le monde sait pourtant que le combat contre la barbarie est d'une autre nature et d'une autre ampleur.

La réponse doit s'inspirer du *Manifeste communiste*. C'est la victoire mondiale des classes ouvrières pour prendre le pouvoir et conquérir le socialisme. La fidélité à ces principes

communistes, grand mérite des trotskistes depuis près d'un siècle, exige des trotskistes de proclamer clairement leur objectif : la prise du pouvoir et le socialisme. De toute évidence, ils ne le font pas. Ils dissimulent même qu'ils sont trotskistes. Pour le Parti des Travailleurs, soi-disant constitué de quatre courants politiques, Glückstein a plusieurs fois insisté sur le fait qu'il n'était pas candidat d'« un parti trotskiste ». La LCR ne cesse d'affirmer qu'« elle est 100 % à gauche ». LO, elle, est « le camp des travailleurs ». Et en ce qui concerne le programme socialiste révolutionnaire, il n'en est pas question (à moins d'informations insuffisantes). La chose semble se répéter pour les prochaines échéances électorales de 2004.

Chaque organisation avait bien publié un livre durant la campagne des présidentielles. Bensaïd, de la LCR, avait écrit *les trotskismes*, un fasti-

dieux récit de détails sur les divisions des trotskistes. Le lecteur qui cherchait à se renseigner sur ce qu'est le trotskisme trouvait non un texte enthousiasmant qui incite à l'adhésion, mais le spectacle d'un champ de bataille couvert de ruines. Arlette Laguiller, pour LO, avait publié *Mon communisme*, très utile rappel des principes, mais étrangement pas un mot sur le trotskisme. Pour le PT ? *Itinéraires* répondait à des calomnies, et même à des injures (*Le Canard enchaîné*) par quelques bons arguments, mais ne mettait pas en avant les espoirs que doit susciter la politique trotskiste. Face à la faillite ignominieuse de la barbarie stalinienne, qui pervertit l'idéal socialiste et communiste, grâce à la préservation, contre vents et marées, malgré l'isolement, la répression et les persécutions, de l'espoir des idéaux communistes portés par la résistance des trotskistes dans l'histoire, on aurait pu espérer lire un hommage à ce combat, comme leçon pour le futur. Après leurs interventions dans la campagne et les résultats électoraux, particulièrement le 21 avril 2002, les trotskistes ont suscité dans une partie de la population de la sympathie et aussi un intérêt pour connaître le contenu du trotskisme et des solutions qu'il propose face à la situation mondiale désastreuse. Jusqu'à maintenant le « marché » éditorial est dominé par une masse de livres au contenu plein de calomnies, de mensonges ignobles et souvent stupides. Il serait temps de faire connaître la vérité sur le bilan très positif de l'activité des trotskistes...

Pourtant la tactique du parti révolutionnaire préconisait l'utilisation des élections en régime bourgeois comme une tribune dont il fallait se saisir pour faire sa propagande révolutionnaire d'abord, et donner des solutions

aux luttes de classes en cours, sans donner des illusions sur l'efficacité des résultats électoraux dans le cadre de la légitimité bourgeoise.

Pourquoi les trotskistes ne l'ont ils pas fait ? Peut-être pour ne pas effrayer les associés recherchés désespérément à « gauche », parmi lesquels des ex-staliniens, des nostalgiques du « PC fort » que Robert Hue et Buffet auraient saboté. En fait, ce parti, c'était celui de Marchais et de Thorez. On trouve de tout dans les multiples courants et bulletins qui existent sur le sujet. Il faut discuter à fond de ce problème pour éviter la plus grande confusion. Le PCF n'a jamais eu pour guide le *Manifeste communiste*, mais les directives venues de l'URSS stalinienne, qui consistaient à s'opposer partout dans le monde à toute action révolutionnaire des travailleurs, en laissant la bourgeoisie dire de façon paradoxale et calculée que c'étaient eux qui les déclenchaient et les menaient à bien ; ainsi la révolution espagnole de 1936, le Front populaire en France, la liquidation du double pouvoir à la Libération (« *une seule armée, une seule police, un seul patron* », comme disait Thorez). Seul le PCF, avec ses ministres dans le premier gouvernement organisé par De Gaulle, pouvait obliger les travailleurs se préparant à la révolution à capituler totalement et à reconstruire l'économie de l'impérialisme français au prix d'immenses sacrifices.

Plus tard, en mai 1968, le PCF a farouchement essayé d'empêcher le déclenchement de la grève générale (qui aurait été l'œuvre de « *gauchistes provocateurs* ») puis a couru après pour en prendre le contrôle et en précipiter la dislocation par la reprise corporation par corporation, divisant, saccageant, malgré les résistances, comme le fameux épisode de l'Assemblée de grévistes chez Renault face à

Séguy (« *Ne signez pas, ne signez pas !* ») sans avoir obtenu les exigences de la grève.

Et pourtant, là encore, ce qui reste en mémoire de l'opinion c'est qu'ils ont obtenu un grand succès. Les propagandistes de la bourgeoisie ne sont pas pour rien dans la formation de l'opinion, en dénonçant à cor et à cri les « dangereux révolutionnaires » qu'ils seraient.

De même d'ailleurs au niveau mondial, où l'URSS stalinienne est dénoncée comme poursuivant des objectifs de révolution mondiale, alors qu'elle a joué les gendarmes pour combattre toutes les tentatives révolutionnaires qui ont éclaté partout.

Du fait de l'effondrement de l'URSS, la source inspiratrice de cette politique s'est tarie, et du même coup les partis communistes n'ont plus de programme et de ce fait sont voués à disparaître. Ils ne sont pas à rénover, reconstruire ou moderniser.

D'ailleurs, depuis longtemps déjà, Trotsky avait pensé qu'il fallait viser à en finir avec les partis staliniens, définitivement passés avec l'URSS du côté de l'ordre bourgeois. La terrible et sanglante machine à tuer stalinienne a liquidé tous les cadres de la révolution, puis les généraux de l'Armée rouge, les anciens des Brigades internationales avec des centaines de milliers de travailleurs et de paysans...

Les trotskistes, que Staline avait juré de faire disparaître, ont connu une répression farouche. Malgré la déportation, les tortures, les disparitions, les assassinats, ils ont pourtant survécu en maintenant vivants les principes du communisme qui est toujours leur programme. Ce n'est pas un mince mérite d'avoir su sauver ce qui reste de l'espoir de l'humanité dans une défaite du capitalisme. Et c'est en grande partie sur les trotskistes d'aujourd'hui que reposent cet espoir et la

responsabilité de contribuer à la mener à bien. On ne le dit peut-être pas assez souvent, quand on parle à tort et à travers du trotskisme et des trotskistes, de Staline et de son énorme appareil bureaucratique, dont il ne reste rien, sinon l'œuvre sinistre pour salir l'idéal communiste. La construction du socialisme dans un seul pays, la coexistence pacifique, tout ce formidable appareil matériel et idéologique pour pervertir la théorie et la pratique ! Qui en parlera ?

Le communisme est resté une force bien vivante, exprimée par les trotskistes. Certes, il ne faut pas avoir une attitude ultimatisante à l'égard des ex-staliniens, mais on ne peut pas non plus laisser dire et écrire, comme cela s'est vu dans un journal trotskiste :

« *Puisque nous entendons poursuivre notre combat pour en finir avec le régime de la propriété privée et que la classe ouvrière devienne détentrice des moyens de production et d'échange [...] Puisque nous nous réclamons de la grande révolution d'octobre 1917 et du Manifeste communiste, plus que jamais d'actualité...* » sans voir à côté un seul mot pour démentir ces propos tenus par d'ex-staliniens, mensonges concernant la véritable politique du PCF.

Le stalinisme a anéanti pour une grande période l'espoir pour l'humanité de se débarrasser du capitalisme, si bien que des commentateurs très pressés affirment qu'il n'est plus question de la révolution. Ils étaient déjà pressés « d'en finir avec le communisme » dans une récente émission de télé sur Arte, avec une honte un peu hâtive.

Pourtant on constate qu'en de nombreux pays des combats ouvriers ont lieu, où apparaissent une grande combativité et beaucoup d'initiatives. Presque toujours sabotés et privés de réussite complète par des dirigeants

intégrés au système. Ce qui permet de rappeler que la crise de l'humanité se résume à la crise de la direction révolutionnaire. Là encore la responsabilité des trotskistes est énorme, on le voit bien en France.

Il est remarquable que dans les livres diffamatoires antitrotskystes il ne soit jamais question de politique. Toujours une série d'anecdotes, de prétendus complots de chefs. Pas d'analyses examinées dans leur contexte historique sur les positions trotskistes dans la vie politique en France et dans le monde. De même, pas de reproches contre Jospin sur le contenu de ses interventions au sein du PS. Pour peu qu'on ait renoncé à ses positions, à ses idéaux, avoir été trotskiste devient, semble-t-il, un brevet de bonnes connaissances politiques. On en trouve un peu partout, même au MEDEF. On est très friands de ces quelques personnalités dès qu'elles ont abandonné leurs positions trotskistes...

Mais pourquoi les livres antitrotskystes ne parlent-ils pas des militants, de leur révolte, de leur engagement, de leurs lectures, de leurs expériences, de leur vision du monde et des choses, de leurs rêves, de leurs espoirs, de leur vie de tous les jours aux côtés de leurs camarades salariés et de leurs luttes ? Les auteurs pouvaient, s'ils le souhaitaient, trouver tant qu'ils le voulaient des militants à la porte des chantiers, des usines, des bureaux, sans cagoule, distribuant leurs tracts, vendant leurs journaux ! Mais peut-être ce n'est pas porteur pour le « marché » ? L'un de ces auteurs se contente d'écrire une belle absurdité sur un jeune repéré par un recruteur, puis, hypnotisé par lui, soumis à un lavage de cerveau avant de rejoindre les taupes, les espions qui agissent dans l'ombre.

Ils sont des dizaines de milliers des

diverses organisations à être devenus trotskistes simplement parce qu'ils ont découvert et compris parfois grâce à eux les raisons du comportement des staliniens tous les jours dans la lutte des classes, à l'usine, à l'Université ou au Lycée et à l'école. En même temps ils étudient les événements politiques mondiaux et participent à des campagnes contre la répression (hôpitaux psychiatriques, Ploutch...) ou contre les guerres coloniales (Vietnam, Algérie...). Pour améliorer leurs connaissances politiques, les candidats militants font un stage d'études prolongé, ou en plus d'une bonne connaissance du mouvement mondial, on s'attardera sur la révolution de 1917 et sa dégénérescence stalinienne, sans laquelle on ne peut comprendre le XX^e siècle. Les nombreux livres de Trotsky (dont particulièrement *La révolution trahie*) et autres classiques du Marxisme sont précieux pour ce faire. Le groupe d'études révolutionnaire abordera aussi tous les grands principes qui furent mis en discussion dans l'histoire, le matérialisme, les idéalistes, les libéraux, les marxistes, les anarchistes, réformistes et révolutionnaires. Tout ce capital politique, théorique et humain, qui en parlera ? Qui en gardera la mémoire pour la projeter sur le nouveau siècle de luttes où nous entrons et où tout semble fait pour qu'on n'ait plus de mémoire, pour que l'exploitation et la misère paraissent des choses naturelles, inévitables à l'histoire des hommes ?

Notons en passant que les livres de Trotsky disparaissent de la circulation, pour ne citer que la série des livres soi-disant prévoyant les événements en URSS. Une des tâches indispensables des organisations se réclamant du trotskisme serait d'éditer et de faire une grande publicité sur ces thèmes. Cette formation politique in-

tégrée aux expériences de ces dernières décennies, assez négligée maintenant, pourrait permettre d'endiguer le recul théorique chez les travailleurs et particulièrement les jeunes : fini de parler révolution, place aux églises et à leurs livres révélés et sacrés.

La bourgeoisie continue avec méthode à faire oublier jusqu'à l'existence du communisme après des tonnes de mensonges sur le communisme (*Le livre noir du communisme*) auxquels les organisations trotskistes n'ont pas assez vivement répondu, ni surtout avec l'ampleur et la pédagogie qui étaient nécessaires. Cela reste toujours une dette qu'il faut s'efforcer de combler.

Mais les idées de la révolution socialiste résistent toujours. Bien sûr il faut les confronter aux tâches concrètes d'aujourd'hui et s'efforcer de faire le lien entre la réalité et ces principes. Nous n'ignorons pas que c'est là la difficulté. Comme moi, les vieux militants sont satisfaits que les militants trotskistes, quelle que soit leur organisation, aient été au premier rang des grandes grèves de ce printemps 2003 contre les mesures rétrogrades et mortelles des représentants du capital en France, pour tenter d'obtenir

la grève générale capable d'y donner un coup d'arrêt.

Aujourd'hui la LCR et LO ont décidé de se présenter ensemble aux prochaines élections. C'est peut-être correct et cela peut peut-être répondre à la situation actuelle. Mais en même temps il ne faut pas qu'elles oublient qu'elles sont des organisations révolutionnaires, et il ne faut donc pas qu'elles oublient leurs principes fondateurs.

Il ne s'agit pas de donner des leçons de bonne conduite mais seulement d'éviter les dérapages, tout en sachant quelles énormes difficultés pèsent sur les organisations, surtout dans l'état de division qu'on connaît.

Puissent ces remarques qui se sont imposées ces derniers temps ne pas être prises pour des naïvetés de nostalgique.

Décembre 2003

* Jean LEFEVRE, militant trotskiste et syndical, a été pendant de longues années membre élu du Comité Central du PCI puis de l'O. C. I. Aujourd'hui, toujours trotskiste, mais n'appartenant pas à une organisation, c'est un lecteur attentif et passionné de la presse et de la littérature trotskistes et révo-

lutionnaires. Laissons-le se présenter lui-même :

« En 1942 après l'instruction politique et les épreuves pratiques, j'ai été admis comme militant trotskiste organisé au C. C. I. Après quelques mois de rigoureuse clandestinité vient la libération en 1944. Dans mon usine d'aviation à Billancourt je deviens membre de la CGT clandestine avec des responsabilités syndicales et élu délégué du personnel aux premières élections. Ce préambule pour dire qu'à partir de ce moment j'ai toujours été militant trotskiste et syndicaliste dans mes diverses entreprises et pour finir je travaillerai et militerai pendant 25 ans chez Renault Billancourt jusqu'à l'âge de la retraite, syndiqué Force Ouvrière, responsable syndical et délégué. Dans tout ce parcours je n'ai pas changé d'organisation politique avec les différents noms qu'elle a portés : PCI, OCI, etc. et je ne trouve pas ça exceptionnel. Je connais plusieurs camarades qui sont dans mon cas. De ceux-là, les détracteurs du trotskisme ne parlent pas ou ne veulent pas parler. Ils sont pourtant essentiels (quelle que soit leur organisation) pour la présence du trotskisme dans la classe ouvrière. Maintenant, à 82 ans, épuisé par la maladie, je suis toujours trotskiste convaincu mais sans organisation. »

Janvier 2003
Jean LEFEVRE

Sous l'impulsion résolue des militants révolutionnaires, le vaste mouvement des grèves qui a secoué la pays au printemps dernier, pour défendre les retraites, le service public de l'Éducation et son personnel, aurait pu se maintenir davantage s'il n'y avait eu l'indécision de syndicats qui ont failli à leur responsabilité dans leur mission de défense des salariés

Mais malgré la maigreur des résultats obtenus, la combativité des salariés est restée intacte. Cette combativité devrait pouvoir s'exprimer à l'occasion des prochaines échéances électorales, bien qu'ici, le terrain n'est pas le même que celui de la production des biens et des services.

Cette fois de nouveau, l'extrême gauche révolutionnaire se trouve dressée devant des lourdes responsabilités. Afin de pouvoir les assumer, ses organisations ne peuvent plus demeurer en ordre dispersé. Dans ces conditions, il faut se féliciter des pourparlers entamés par la Ligue et L.O. et des premiers points énoncés de leur convergence électorale. Cet accord, qui est en vue [ce texte est daté du 13 novembre], est le résultat d'une longue pratique des consultations épisodiques à l'occasion des actions sociales et politiques, et notamment des élections. Il est de bon augure pour l'avenir.

Le congrès de la LCR et le FSE

Cependant, nous sommes persuadés, pour que le rapprochement puisse s'approfondir, qu'il doit s'assortir de plusieurs initiatives d'accompagnement, par exemple : échange mutuel dans les périodiques respectifs et anniversaires fêtés en commun, universités d'été, conférences et meetings communs, la liste est longue...

Nous sommes tentés de souligner les points saillants du constat inclus dans

l'accord convenu entre les deux organisations de la gauche radicale et qui décrit bien les effets politiques du pouvoir : « *ceux qui dirigent l'État et l'économie pillent et ruinent la société pour les profits du grand patronat. Pas un jour ne se passe sans que soient annoncées des attaques contre les travailleurs et les chômeurs.* » Parmi les cibles de ces attaques, sont énumérés « *les services publics, les écoles, les bureaux de poste, les hôpitaux qui fer-*

ment dans les quartiers populaires et à la campagne. »

« Les aides et les subventions au patronat creusent le budget. »

« Sous prétexte de déficit de la Sécurité Sociale, le gouvernement augmente le forfait hospitalier et supprime le remboursement d'un nombre croissant des médicaments. »

Mais, la profession de foi ne se satisfait pas de ce constat, dont les détails sont traités par de nombreux forums sociaux dont nous reparlerons. Des remèdes politiques sont préconisés dans la défense contre les licenciements : « enlever au patronat et aux financiers la dictature qu'ils exercent sur l'économie. » ; « garantir l'emploi en commençant par interdire les licenciements collectifs dans les entreprises qui font du profit... » ; « arrêter toutes les privatisations et étendre le service public... » ; «... relever le taux de l'impôt sur les bénéfiques... » et, afin que ces mesures ne soient pas vaines, « il faut rendre publics les comptes réels des grandes entreprises privées et publiques... »

Ainsi, la LCR et LO préconisent des mesures radicales à prendre contre les effets de retour du bâton, afin d'éviter les nombreuses déceptions qui ont émaillé les luttes des travailleurs d'hier et d'aujourd'hui, et ce, sur des nombreux points de la planète.

Si cela est ainsi, le mot d'ordre de « 100 % à gauche » lancé par la Ligue est-il de nature à éclaircir le débat ? Rendre transparents les enjeux, surtout dans l'attente des prochaines échéances électorales et les débats des forums sociaux imminents ? Là, on est obligé de revenir en arrière ; et de dire qu'en mai 1968, lorsque les étudiants révoltés avaient compris qui avait freiné la révolte des 9 millions de grévistes et avaient fondé la

Ligue, en soulignant sur son titre « communiste et révolutionnaire », leurs successeurs ont-ils compris que les travailleurs ont désormais besoin de faire le bilan de ceux qui ont failli et non pas de ceux qui « lavent plus blanc » ?

Dans la lutte des classes, il y a des moments de coupure, assumés par les révolutionnaires, sans solution de continuité.

Autrefois, la terminologie « gauche/droite » identifiait ceux qui étaient du côté du manche et les autres. A présent, elle a épuisé son utilité. A l'époque du libéralisme et de la dictature de la loi du marché, la gauche plurielle a révélé son vrai rôle nocif et doit être démasquée et dénoncée. Dans ces conditions, le mot d'ordre (logo) « 100 % à gauche » relève du marketing et n'est plus digne d'un débat politique. En tout cas, avec un tel mot d'ordre, la Ligue était mal partie pour convaincre LO d'intervenir ensemble dans les forums.

Fort heureusement, la profession de foi n'a pas manqué de mentionner « la plus grande catastrophe que le pays ait connue depuis la guerre [...] qui s'est traduite cet été par 15 000 morts », « homicide au moins par imprudence ». Et ici, les mots nous paraissent faibles pour décrire ce qui est arrivé cet été. Car cette hécatombe n'a été que la partie visible de l'iceberg. Il est à craindre que le phénomène ne cache une menace bien plus redoutable qui se profile à l'horizon, et qu'il y va, si nous ne prenons pas garde, du devenir de la reproduction traditionnelle de l'espèce humaine.

Un sujet sur lequel le congrès est resté étonnamment discret est celui du FSE imminent. Or, parler du FSE, c'est occulter la chose dont il s'agit et cette chose s'appelle mouvement altermondialiste. Ce qui a été initié à Porto Allegre au Brésil, ce fut un

mouvement politique de la gestion sociale à une échelle urbaine déterminée, en l'occurrence la ville de Porto Allegre. Par la suite, l'élan s'est élargi à Gênes, Florence, Nice, à l'occasion des conférences de Seattle, Évian, G8, Cancun, s'approfondissant en thèmes, participants, enjeux.

L'objet de ces rassemblements de masses en nombre d'acteurs croissant a été de dénoncer les effets de l'élargissement des marchés au monde entier en tant que nouvelle phase de crise du capitalisme. Cependant, avec l'agression de l'Irak par l'impérialisme US, accompagné par des fantoches associés, a donné une nouvelle tournure aux événements du monde. Le 15 mars de cette année, 10 millions des manifestants sur les trois continents ont dit « non » à la guerre, étant conscients qu'aux dangers nucléaires et risques d'ordre écologique, venaient s'ajouter des menaces réelles sur la paix. Les immenses défilés qui manifestaient dans les grandes villes retenaient à peine leurs cris de colère et de dénonciation. La déferlante des privatisations et le bruit des bottes appellent la mobilisation.

Dans ces circonstances, il est quand même curieux que parmi les nombreux forums annoncés dans le programme du F.S.E. ne figure pas un seul meeting de protestation. Manifestement, Saint Denis ne ressemble pas au Larzac. L'approbation des termes de l'accord projeté avec LO est une excellente nouvelle qui a été accueillie avec joie par la majorité des délégués, militants et sympathisants. Nous ne doutons pas que la LO fera de même dans son prochain congrès. Espérons aussi que le ciel, ainsi dégagé, ne sera pas assombri par l'initiative prise par le Bureau Politique de la Ligue d'une rencontre avec le PC, initiative d'autant plus choquant qu'elle est prématurée.

Il a été démontré, cela se confirme tous les jours, qu'il existe dans le pays un pôle de gauche radicale, réunissant des salariés aux convictions résolument anticapitalistes. S'ils sont organisés, on peut les rencontrer dans des organisations oppositionnelles telles que les Alternatifs, le MRG, dans les syndicats, ou dans des associations socio-politiques comme Attac, Mrap, Droit devant, Droit au logement et autres. Dans des nombreuses occasions, ces militants se sont retrouvés au coude à coude avec des activités de la LCR ou de LO.

C'est donc, par des affinités tout à fait naturelles, que tous ces militants sont appelés à former le pôle de la gauche radicale, anticapitaliste et altermondialiste. Dans ce contexte, une rencontre avec le PC nous semble prématurée et donc, erronée. Cependant, et contrairement au PS, le PC conserve encore quelques assises parmi les salariés, et notamment dans le monde enseignant.

A la suite de la chute de l'URSS et de son effondrement électoral, ce parti a décidé d'apparaître sous plusieurs figures, dont celle d'« Espace Marx » ne l'a pas desservi. C'est l'investissement des militants et d'ex-militants de ce parti, avec leurs relents de mauvaises consciences ou des ressentiments, qui anime cette particularité antipolitique de l'idéologie de certains altermondialistes, à moins que cela ne relève d'une certaine tactique, consciemment, ou inconsciemment. Voyons, par exemple, ce qu'en dit le Président d'Espace Marx (Patrice Co-

hen-Seat) dans sa contribution au Forum Social tenu en Grèce (le 20 juin 2003). Après avoir dénoncé les lois de la jungle, pour affirmer la nécessité des règles pour assurer démocratiquement la vie en commun et pour dépasser l'« immémoriale contradiction entre l'individu et le collectif », P. Cohen-Seat énonce : « *c'est en permettant à chaque personne de participer à l'égalité effective des droits à l'établissement de la règle commune que chaque personne peut subjectivement s'approprier cette règle. C'est ainsi et ainsi seulement qu'elle peut la respecter sans la subir.* »

Ce sont des termes auxquels on est disposé à souscrire des deux mains. D'autant plus surprenants sont les propos qui suivent. En effet, l'orateur constate, non sans amertume, que « *après les échecs traumatisants du XX^e siècle, l'émergence d'une alternative passe nécessairement par une refondation de la politique.* » Et, pour enfoncer le clou, le Président d'Espace Marx continue : « *dans une société où la politique se montre incapable de proposer à nouveau des choix, où les idéologies semblent défaites, où les partis n'ont eu ni la volonté ni la force de proposer aux citoyens, citoyennes, le nouveau rôle politique qu'elles ou ils attendent, la politique telle qu'elle est se trouve rejetée.* » (lettre d'Espace Marx n° 17 p. 52).

Les choses sont dites clairement. Par ces mots, le Président dit l'échec de toute une génération, celle qui a bâti le PC pendant presque un siècle pour l'amener... au trépas que nous

connaissons. Mais il explique aussi, si ce n'est pas pour le justifier, l'échec de la gauche plurielle. Cet aveu ne manque pas de sincérité, mais il ne dit pas tout.

Ces jeunes qui accourent nombreux aux rassemblements des forums sociaux, non édulcorés des activités politiques, non sans courir le risque d'être déçus, doivent-ils payer pour les errements de leurs aînés ou parents, ou des partis politiques de la gauche faillie ?

Certes, la réflexion est utile, mais pourquoi à l'ombre des traumas, n'est-elle pas stérile si elle ne tire pas les conclusions qui s'imposent, en désignant les responsables ?

En tout cas, les marxistes révolutionnaires de la Ligue n'ont pas à rougir de leurs pères fondateurs. Et ils n'ont pas de complexe vis-à-vis de la révolution considérée comme un des sommets de l'activité politique, y compris la révolution bolchevique. D'ailleurs, s'il n'y avait pas eu la grande Révolution française, il n'y aurait pas eu de V^e République.

Et ils n'ont pas désespéré du socialisme qui reste « le seul but qu'une intelligence contemporaine puisse s'assigner » (Siniavsky à ses juges). Alors, faut-il faire des forums les éteignoirs d'une agitation qui ne demande qu'à se mobiliser pour lutter contre la guerre et l'exploitation, parce qu'un autre monde est possible ?

On espère que c'est cette issue politique la LCR soumettra à tous ceux qui viennent participer aux forums.

Le 13 novembre 2003

Un précédent numéro de *Carré Rouge* (n° 25, avril 2003) a présenté un débat entre plusieurs auteurs militants sur la nature de la décision prise par l'Administration Bush de partir en guerre contre l'Irak ; et cela en dépit de la protestation de dizaines de millions de personnes, du refus d'une majorité de peuples ; et également sans l'aval de l'ONU, c'est-à-dire en pratique sans l'accord des membres permanents du Conseil de sécurité. Cet article poursuit la discussion sur certains aspects des relations inter-impérialistes six mois après l'invasion de l'Irak.

La guerre en Irak et les rivalités impérialistes

Avant la guerre, de nombreux commentateurs soulignaient la grande maîtrise de la situation par les dirigeants américains. On puisait dans l'histoire pour expliquer qu'ils réalisaient leur « destinée manifeste » [1]. Certains rappelaient que Bagdad figurait comme une pièce centrale sur le « grand échiquier » du monde analysé par Zbigniew Brzezinski dans son ouvrage de 1977 [2]. D'autres estimaient même que les États-Unis, seule puissance impérialiste, allaient réduire les pays alliés à un statut de dépendance totale grâce à leur puissance militaire.

Depuis la fin de la guerre, les commentaires semblent avoir viré à 180 degrés. Les analyses soulignent plutôt l'enlèvement des États-Unis et le spectre d'un « nouveau Vietnam » est régulièrement mentionné. En réalité, derrière ce revirement d'analyse, il y a sans doute une confusion qui a été

faite entre la suprématie militaire des États-Unis et leur capacité de gérer les conséquences des destructions produites par la guerre dans le contexte du capitalisme mondial contemporain.

Il est vrai que, depuis 1992, les néo-conservateurs regroupés autour de Paul Wolfowitz, Richard Perle, etc. [3] ont agi avec fermeté afin d'« épurer » l'Administration Bush père de ses éléments les plus « modérés » et d'orienter la politique de l'Administration de G.W. Bush au point de faire de l'utilisation de la force armée un mode de gestion ordinaire des relations internationales.

Mais cela est tout autre chose que de disposer de la capacité, sans parler même de la volonté, d'organiser une transition pacifique de l'« après-Saddam ». Nommer une équipe de politiciens irakiens discrédités, souvent corrompus, et parfois même condam-

nés par la justice pour fraude (Ahmed Chalabi, poursuivi pour faillite frauduleuse bancaire en Jordanie) au Conseil intérimaire de gouvernement ne relève pas d'une « vision historique » mais plutôt d'un bricolage.

LE CHAOS PRODUIT PAR LA GUERRE EN IRAK

Les dirigeants américains ne se sont pas souciés de l'« après-Saddam ». Ce n'est pas un scoop puisque eux-mêmes l'admettaient avant le déclenchement de la guerre. Le terme de « fuite en avant », compris comme la prise de décisions dont on ne mesure pas les conséquences, qui avait été utilisé par certains contributeurs (dont moi-même) dans le numéro de *Carré Rouge* mentionné en introduction, peut être maintenu. Cette expression ne signifie évidemment pas une course guidée par le désespoir ou par la panique [4].

C'est dans la mesure où l'équipe autour de Bush n'avait pas « organisé » l'après-guerre qu'on peut dire que la situation qui règne à Bagdad, et dans d'autres régions et villes du pays, après l'effondrement du régime de Saddam Hussein était, au moins en partie, inévitable [5].

Les États-Unis y contribuent pour plusieurs raisons. Le chaos vise d'abord à disloquer un peu plus le peuple irakien, après l'avoir soumis à un embargo d'affameurs, l'avoir tétanisé sous les bombes et paralysé, affaibli par le biais de la destruction des infrastructures vitales (eau, électricité, etc.). Le but : essayer de le ramener à « l'âge de pierre » [6]. Cette attitude vise au premier rang à réduire la résistance des travailleurs irakiens confrontés à des conditions d'existence et de travail désastreuses. Le taux de chômage, six mois après la fin de la guerre, atteint environ 70 %. Le salaire

moyen décidé par les États-Unis est de 60 dollars par mois, soit de même niveau que sous Saddam Hussein, mais les aides sous forme de bons alimentaires et au logement qui existaient sous la dictature ont été supprimées et les prix explosent [7]. Les droits du mouvement ouvrier sont une cible privilégiée (autant qu'ignorée par les médias) de l'administrateur Paul Bremer [8]. Face aux travailleurs et travailleuses, aux chômeurs et chômeuses d'Irak qui ont commencé avec difficulté à reconstruire des organisations de défense, une loi de 1987 interdisant aux travailleurs de l'industrie du pétrole de faire grève a été renforcée. L'Autorité d'occupation a classé parmi les « *activités interdites* » le fait pour une personne d'encourager toute forme de grève ou d'interruption d'activités importantes sur le plan économique ». Les personnes seront arrêtées et traitées comme des « prisonniers de guerre ». Les troupes américaines ont arrêté, le 6 décembre 2003, des dirigeants d'une des organisations syndicales (IFTU) au siège de leur organisation à Bagdad. La répression contre les manifestations de chômeurs est violente ; elle est menée conjointement par la nouvelle police irakienne (souvent des policiers du régime de Saddam Hussein recyclés pour servir l'autocrate-républicain Bremer) et les troupes américaines, ou britanniques. Ensuite, les destructions des infrastructures, des équipements collectifs qui ont facilité cette situation de désordre extrême permettent de constituer quelques nouveaux « champs d'accumulation » (selon l'expression de Rosa Luxemburg) en faveur du Capital (principalement) américain. Le travail de destruction avait déjà sérieusement commencé en 1991 ; il a été poursuivi sans interruption par des bombardements illé-

gaux effectués par l'aviation américaine et britannique jusqu'en mars 2003.

Les enjeux financiers sont énormes. Les sommes affectées à la reconstruction par le budget 2004 des États-Unis s'élèvent à 18,6 milliards de dollars ; celles consacrées aux opérations militaires à 51 milliards de dollars. Ces sommes s'ajoutent au budget de défense proprement dit (401 milliards de dollars). La voracité de ce qu'il faut bien appeler la « garde républicaine » de Bush a été largement mentionnée dans la presse. Les compagnies chargées de la reconstruction, qui ont été désignées sans aucun appel d'offres public par l'Administration, sont en effet dirigées par des membres qui appartiennent au « clan Bush ».

La directive de Paul Wolfowitz (5 décembre 2003) qui réserve les contrats de reconstruction aux entreprises des seuls pays alliés dans la guerre légitime cette voracité. Même si, derrière cette déclaration d'un « faucon », des négociations actives sont en cours avec les pays alliés ou non dans la guerre (voir à ce propos les initiatives prises par Nicholas Brady, ancien secrétaire américain au Trésor, sur le refinancement de la dette irakienne). La privatisation des industries et des services publics est également organisée sous le contrôle étroit des proches de Bush.

Enfin, la situation d'insécurité qui règne offre un autre avantage. Elle rend moins difficile la justification de la présence permanente et massive de troupes d'occupation, même lorsque les élections auront eu lieu. Elle facilite le refus de convocation d'une Assemblée constituante souveraine. La politique du « mandat » mise en œuvre après la Première Guerre mondiale dans les pays dont les peuples étaient jugés encore insuffisamment

« murs » (et dont l'Irak fut déjà victime à cette époque) connaît aujourd'hui des applications au Kosovo, en Afghanistan. Elle se met en place en Irak. Les affrontements, qualifiés d'« ethniques », sont de ce point de vue un atout pour les États-Unis [9].

Les conditions d'exercice de la domination exercée par Paul Bremer comportent cependant de sérieux périls, y compris pour l'occupant. Un désordre de trop forte amplitude pourrait gêner la remise en état des infrastructures pétrolières qui est la priorité des États-Unis. Certes, le ministre Irakien du pétrole a déclaré (mais quelle confiance lui accorder ?) lors de la réunion des pays de l'OPEP (4 décembre 2003) que la production avait déjà atteint 2,3 millions de barils/jour. L'objectif est d'arriver à produire 2,8 millions de barils/jour en avril 2004. Cela représenterait déjà une production supérieure à celle atteinte par l'industrie pétrolière irakienne lors de l'embargo : 2,5 millions de barils/jour quelques semaines avant l'invasion.

L'état de désintégration de l'Irak comporte des risques importants ; il est improbable que les États-Unis puissent les assumer seuls.

L'« APRES-GUERRE »

EN IRAK DANS LA

PÉRIODE IMPÉRIALISTE

CONTEMPORAINE

Les difficultés auxquelles les États-Unis font face actuellement ne vont certes pas disparaître ou même s'estomper à la suite de la capture de Saddam Hussein. L'impréparation de la gestion de l'Irak après Saddam ne tient pas seulement au sentiment d'impunité et à l'arrogance dont ont fait montre les membres l'Administration Bush. Elle tient également au fait

que, aussi puissants que soient les États-Unis sur le plan militaire, ils ne sont pas à même de maîtriser sur le plan économique et de gérer sur le plan politique les processus qui prennent place dans la phase actuelle de l'impérialisme. On ne peut à propos de l'Irak, mais aussi de l'Afrique ou d'autres régions écrasées, raisonner par répétition plus ou moins consciente des schémas de l'expansion impérialiste de la fin du XIX^e siècle ; ou considérer que la mise sous tutelle des pays de la « périphérie » ne poserait aujourd'hui pas de problèmes. La configuration actuelle de l'impérialisme est différente à la fois de la période « classique » qui se dénoue avec la Première Guerre mondiale et se clôt avec la Seconde Guerre mondiale. Elle est également différente de la période qui va de celle-ci aux années 1970.

Au cours de l'expansion impérialiste de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, les territoires et les peuples soumis par la conquête militaire étaient intégrés dans de vastes ensembles et dirigés selon des formes plus ou moins directes et centralisées, suivant qu'il s'agissait de l'empire français ou anglais. Elles impliquaient ce que Rudyard Kipling (Bombay 1865 - Londres 1936, écrivain anglais qui célébra l'empire colonial) qualifia en 1907 de « *fardeau de l'homme blanc* ».

Les États des métropoles impérialistes avaient besoin, à la fois sur le plan matériel et idéologique, de construire des modalités de domination qui faisaient de ces colonies des composantes de l'empire. La domination coloniale contenait beaucoup de violences contre (et un peu de droit pour) les peuples. L'accumulation du capital et l'appropriation rentière y étaient organisées sous la prépotence de la bourgeoisie des métropoles. La

construction d'États, délimités de façon souvent artificielle à partir de traits tirés sur une carte, comme les pays européens le firent en Afrique (Congrès de Berlin de 1884-1885), nécessitait cependant la présence d'élites nationales associées à la colonisation. La destruction des formes sociales existantes et l'extermination des populations avaient pour corollaire la construction d'entités administratives et politiques, certes soumises aux métropoles. Il fallait absolument exercer une forme de domination et d'oppression qui permette à ces territoires d'être protégés des ambitions et des rivalités des autres impérialismes. La situation actuelle est, dans de nombreux domaines, profondément différente de cette période impérialiste. Mais le type de relations entre les pays du « centre » et ceux de la « périphérie » qui prévaut actuellement est de même différent des relations qui se sont mises en place après les mouvements d'indépendance des pays coloniaux, au cours des décennies d'après-guerre. Le contexte de la « guerre froide » et de la rivalité entre les États-Unis et l'URSS (qui allaient de pair avec une complicité souvent concomitante [10] dans la répression des populations en lutte contre leur domination), la force des mouvements anti-impérialistes, enfin une phase d'expansion économique qui suivait des décennies de crises et de guerres (1914-1945) permettaient encore d'envisager des perspectives de *développement* ou, au moins, d'en parler.

Il y avait sans doute une bonne part d'illusion, puisque le développement national, subordonné pour l'essentiel à la domination du Capital des métropoles impérialistes, était fortement entravé. Un petit nombre de pays, principalement en Amérique du Sud et en Asie, ont toutefois mis en route

un développement industriel fondé sur une certaine autonomie et appuyé sur des mesures de protection du marché intérieur. L'Argentine fait partie de ces quelques pays où l'alchimie complexe des facteurs politiques et sociaux, ainsi que les opportunités offertes par la physionomie des relations internationales ont permis la croissance économique de ce pays, mais en ont aussi établi les limites et les contradictions [11].

Une nouvelle période s'est ouverte depuis la crise économique de 1973. Elle est caractérisée par la reconstitution d'un capital financier totalement appuyé par les politiques néolibérales menées par les gouvernements de droite, de gauche et les institutions financières internationales, et la disparition de l'URSS. Elle a trouvé son paroxysme dans les années 1990. La « mondialisation » se traduit par une extension du despotisme du Capital, mais cela ne peut en aucune manière être assimilé à une expansion du rapport Capital-Travail, tel qu'il s'est incarné pendant des décennies dans la croissance du salariat manufacturier puis des industries de services. Les formes de domination exercées par les pays impérialistes sont plus que jamais très hiérarchisées et différenciées (le « développement inégal et combiné », tel qu'exposé brillamment par Trotski, entre autres dans le premier chapitre de *La révolution russe*). Encore faut-il s'entendre sur ces termes et en exclure tout ce qui pourrait faire penser à une sorte de convergence progressive, même à un rythme ralenti, des niveaux de développement des économies nationales. La différenciation dans la mondialisation, c'est d'abord celle des formes de contrôle, de création et d'appropriation de la valeur et des richesses. Les maladies de destruction massive, l'extermination massive (comme au

Congo et au Rwanda) peuvent frapper les populations sans que cela n'altère, en aucune manière, la « mondialisation ». Plus concrètement, l'exploitation des ressources pétrolières et minières dans la région des Grands Lacs s'est poursuivie « comme si de rien n'était ».

Il faut même considérer que de nombreux pays ont pour seul statut celui de pourvoyeur de rentes financières (au prix de la dette perpétuelle) ou de champ (non pas d'accumulation du capital) mais d'appropriation prédatrice des ressources naturelles, dont celles qui contribuent à la biodiversité de la planète.

Là où les conditions sont réunies pour l'investissement industriel des groupes multinationaux qui doivent déjà faire face à des surcapacités de production, les rapports sociaux de production reposent, de façon minoritaire, sur la relation de type salarial qui était la norme dans les pays développés. Dans ces pays de la « périphérie » choisis par les groupes multinationaux, les modalités dominantes d'exploitation de la main-d'œuvre, qualifiées en grande partie comme étant du « travail informel », évoquent plutôt celles qui existèrent au cours des périodes d'accumulation primitive du capitalisme européen. Elles sont caractérisées, à la fois, par une extorsion de plus-value absolue (fondée sur l'allongement de la journée de travail, une rémunération en dessous du minimum nécessaire à la reproduction de la force de travail, etc.) et l'exercice d'une violence non pas « symbolique » mais physique, qui n'est pas seulement dirigée contre des dizaines de millions d'enfants prolétaires [12].

Pour le dire autrement, un des acquis les plus importants pour le capital est d'avoir, grâce à la « mondialisation », été capable de faire de l'accumulation

primitive [13] (mais qui exprime plutôt le degré de sénilité de son mode de domination) non pas un moment accessoire, encore moins un stade « préalable », mais une composante significative de sa domination actuelle.

L'Afrique est un exemple de cette tragédie. Mais l'état de l'Argentine depuis 2000 lance un nouvel éclairage sur la façon dont les rapports centre-périphérie, noués au cours de la période 1945-1973, ont évolué au cours de la période contemporaine de l'impérialisme.

Dans ce contexte, l'Irak occupe une place particulière. L'histoire des rivalités impérialistes depuis la disparition de l'Empire ottoman, dont elle constituait une partie [14], ne peut pas être faite ici. Toutefois, elle aide à comprendre les enjeux actuels. L'immensité de ses ressources pétrolières et sa place géopolitique sont évidemment des facteurs décisifs de l'intérêt porté par l'impérialisme américain. Elles expliquent la décision d'utiliser directement la force militaire pour prendre le contrôle des ressources qui lui échappaient, alors que certains pays rivaux (dont la France) pouvaient y développer leurs affaires. La réaction du président français, Jacques Chirac, s'explique par l'ampleur de l'agression contre les intérêts des groupes bancaires et industriels.

COMMENT MAINTENIR

LE « RANG DE LA

FRANCE » ?

C'est peu dire que la décennie 1990 a marqué une sérieuse dévaluation du statut de la France dans les relations internationales. Sur le plan strictement militaire, la décision de François Mitterrand de participer à la coalition de 1991 contre Saddam Hus-

sein a représenté un tournant important. Il en va de même pour ce qui a trait à la reconnaissance par les élites dirigeantes françaises du rétrécissement des marges de manœuvre dont disposait l'Hexagone. Les plaintes de Jean-Pierre Chevènement (ex-ministre des armées puis de l'intérieur des gouvernements de la gauche plurielle) n'ont rien changé.

La fermeté de la position de Chirac dans la phase de discussions à l'ONU a surpris beaucoup de monde. Elle reflétait de sérieuses divergences sur la « gouvernance mondiale ». Elles concernaient un pays, l'Irak, dont on a rappelé l'importance économique, mais qui, à sa manière, symbolise également une conception de la diplomatie française.

Saddam Hussein avait été un client choyé par les industriels de l'armement, des travaux publics et des télécommunications (voir l'encadré « Quinze ans de vente d'armes en Irak »). Sa défaite en 1991 marquait la fin des espoirs de remboursements. Peu de temps après, une partie de la dette contractée par l'Irak fut donc

payée aux industriels Français par le contribuable (voir l'encadré).

On peut mesurer le statut privilégié de la France au fait que, même pendant les années 1990, les intérêts français ont été défendus autant qu'il était possible. Les sanctions imposées par l'ONU depuis 1991 ont certes eu pour résultat de réduire massivement la présence étrangère, et donc celle de la France qui était le premier fournisseur occidental de l'Irak (avec environ une part de 10 % des importations totales irakiennes).

Toutefois, l'opération « Pétrole contre nourriture », mise en place en 1996, a permis la poursuite de relations commerciales. Les échanges franco-irakiens (importations + exportations) représentaient un total de 685 millions d'euros en 1997, pour s'élever à 2 milliards d'euros en 2000, avant de diminuer à nouveau.

Dans le domaine du pétrole, dont le rôle économique et politique est au moins aussi fort en France qu'aux États-Unis, les groupes français ont réussi à maintenir ou à ouvrir des contrats qui leur auraient assuré une

position dominante en cas de levée des sanctions [voir tableau 1]. Bush en a décidé autrement et les négociations vont devoir recommencer sur des bases beaucoup plus difficiles pour les groupes français.

La décision, annoncée par Colin Powell, avant même la guerre, de tirer parti de celle-ci pour « remodeler » le Moyen-Orient ne peut qu'inquiéter les dirigeants français. Elle signifie l'offensive contre les intérêts financiers et industriels hexagonaux dans la région. Elle ébranle les fondements anciens de la diplomatie française : ladite « politique arabe ».

L'attitude des États-Unis remet également en cause l'« architecture institutionnelle » (au premier plan la place qu'y tient l'ONU) grâce à laquelle la France peut continuer à jouer un rôle international qui n'a jamais été vraiment adapté à sa puissance effective, mais qu'elle tirait d'un certain nombre de facteurs liés à la rivalité États-Unis-URSS, au maintien de relations néocoloniales en Afrique, à la détention de l'arme nucléaire, etc. La détention de l'arme nucléaire ne suf-

QUINZE ANS DE VENTES D'ARMES EN IRAK

« Depuis vingt ans, la France vient en seconde position derrière l'URSS pour ses ventes à l'Irak, à qui elle a livré pour 10,5 milliards de dollars (1985), soit environ 100 milliards de dollars 1990 [...] La guerre que l'Irak engagea contre l'Iran (auquel la France vendit en même temps pour plusieurs centaines de millions de dollars) a fourni un formidable tremplin pour les ventes d'armes [...] La solvabilité du client était pourtant douteuse. Lorsque éclate la guerre contre l'Iran, l'Irak a déjà une dette de 16,5 milliards de dollars vis-à-vis de la France, elle atteint 22,7 milliards de dollars en 1983. Mais un flot d'armes continue à arriver à Bagdad pour un client d'évidence devenu insolvable. La COFACE, compagnie d'assurances qui possède un statut public, commence alors à payer des sommes très importantes aux exportateurs français : 8,5 milliards de francs en 1988 et 1989 ; 5,5 milliards en 1990 ; 5 milliards en 1991. Au total, l'État fran-

çais aurait apporté depuis quinze ans une garantie de 29 milliards de francs (par la COFACE) aux exportations françaises vers l'Irak : 55 % d'armes, 45 % de biens civils. Car la vente d'armes a constitué un laissez-passer pour vendre d'autres biens, en particulier ingénierie pétrolière (Technip, Total), produits sidérurgiques (Creusot-Loire) ; et des travaux publics et d'infrastructures : épuration d'eau (Degrémont), construction de bâtiments (Dumez, Bouygues).

[...] « Le président de la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale déclarait (fin de l'année 1987) : « Je demande qu'il n'y ait aucun frein de la part du gouvernement pour la vente de Mirage F1 à l'Irak » (ce président de la Commission de la Défense s'appelait François Fillon, aujourd'hui ministre des affaires sociales du gouvernement Raffarin).

Extrait de F. Chesnais, C. Serfati, *L'industrie d'armement en France, genèse, ampleur et coût d'une industrie*, CIRCA, Nathan, 1992.

Tableau 1 : Compagnies pétrolières ayant passé des contrats avec le gouvernement irakien au cours des années 1990 et montant des réserves

Compagnies	Pays	Réserves (milliards de barils)
Elf Aquitaine	France	9-20
Lukoil, Zarubezneft, Mashinoimport	Russie	7,15-15
Total S.A.	France	3,5-7
China National Petroleum	Chine <	2
ENI/Agip	Italie <	2

Les réserves prouvées de pétrole de l'Irak se montent à 115 milliards de barils. Les estimations sur les réserves non prouvées sont de l'ordre de 130 milliards de barils.

Source : *Wall Street Journal*, 19 septembre 2002.

fit plus aujourd'hui à masquer le déclin du « rang de la France ». Elle ébranle son rôle sur le plan mondial. Au moment où Chirac, après Gerhard Schröder, exprimait son opposition à toute guerre décidée « unilatéralement » (voir plus loin le sens de ce terme), le Parlement français votait une hausse substantielle des dépenses militaires. La loi de programmation militaire (LPM) 2003-2008 affiche des objectifs ambitieux en termes de crédits d'équipements, et cela après les baisses enregistrées au cours des années précédentes [voir tableau 2].

Les budgets 2003 et 2004 prennent acte de ces ambitions. Les crédits d'équipement militaire ont augmenté de 11,6 % en 2003 et de 9,37 % en 2004. La France et le Royaume-Uni, dont les dépenses d'équipement militaires représentent près de 60 % des dépenses des pays européens, sont les seuls pays dont les budgets ont connu

des augmentations substantielles depuis deux ans. Le vote de la LPM 2003-08 a eu lieu au moment où l'ONU discutait de la nécessité d'une intervention militaire en Irak. Il s'est trouvé très peu d'analystes, y compris dans la gauche (radicale ou non), pour informer vraiment sur le contenu et sur la signification de la LPM. A cette époque, les prises de position de Chirac à l'ONU contre la position américaine ont suffisamment ému pour qu'il soit qualifié en France de grand homme d'État, d'humaniste, etc., par la gauche et par certaines personnalités au sein du mouvement altermondialiste.

Ces augmentations du budget militaire n'ont évidemment pas pour objectif que la France puisse rivaliser avec les États-Unis sur le terrain militaire. Selon le SIPRI (institut d'étude sur l'armement mondial, sis en Suède), les dépenses d'équipement militaire de la France ont été en 2002 de 6,6 mil-

liards de dollars (au cours de l'année 2000) et celles des États-Unis de 83,6 milliards de dollars. Elles créent en revanche pour les dirigeants français un moyen de montrer qu'ils prennent à cœur les défis posés par le « désordre mondial » et qu'ils déploient tous les efforts (ceux des contribuables) pour permettre à l'Hexagone de tenir son rang. Les dépenses d'équipement militaire françaises représentaient en 2002 plus d'un quart des dépenses d'équipement des pays européens.

Cela permet à la France d'apporter une forte contribution à la mise en place, à l'échelle européenne, d'une « politique commune de sécurité et de défense ». C'est désormais dans ce cadre que le gouvernement français place des espoirs dont il est toutefois conscient qu'ils doivent être mesurés. Le gouvernement cherche à maintenir le statut de la France par sa présence active dans les interventions

Tableau 2 : Evolution des dépenses d'équipement de la France (2003-2008)

Dépenses d'équipement Milliards d'euros 2003	2004	2004	2005	2006	2007	2008
	13,65	14,60	14,72	14,84	14,96	15,08

Les dépenses ci-dessous ne prennent pas en compte les dépenses qui iront à la gendarmerie nationale dans le cadre de la loi de programmation pour la sécurité intérieure.

Source : Rapport pour la loi de programmation militaire pour les années 2003 à 2008, Assemblée nationale, n° 383.

militaires dans le monde. Un rapport du Département de la Défense des États-Unis s'en félicitait et signalait que la France est, avec le Royaume-Uni, le pays qui, après les États-Unis, s'est engagé le plus sérieusement dans les interventions militaires décidées par l'OTAN et/ou l'ONU [15]. Mais l'agressivité de la politique de l'Administration Bush ne laisse pas beaucoup de marge de manœuvre au déploiement, en solitaire, des armées françaises. Leur présence en Afrique subsaharienne, qui était pour des raisons évidentes un des terrains privilégiés où le « rang de la France » pouvait s'exprimer, continue à se manifester. Mais elle s'inscrit aussi dans le cadre des développements de la défense européenne.

L'AFRIQUE ET L'« IMPÉRIALISME POST-MODERNE »

La complicité du gouvernement français avec le président du Rwanda, le major général Juvénal Habyarimana, au pouvoir entre 1990 (coup d'État militaire) et 1994, et l'opération « Turquoise » (22 juin-22 août 1994) à Goma (au Zaïre) qui organisait le déploiement des militaires français destiné à instaurer une zone humanitaire sûre (ZHS) dans le sud-ouest (Gikongo, Kibuye, Shangugu), alors que le génocide des Tutsis pouvait être suivi « en direct », selon l'expression de Rony Brauman (président de Médecins sans frontières de 1982 à 1994) ont été interprétées comme une tentative d'empêcher le FPR (Front patriotique rwandais, fondé en 1990 par Paul Kagamé) d'arriver au pouvoir. Cette opération ne pouvait se dérouler qu'à partir du Zaïre, ce qui permit une fois de plus, et presque pour la dernière fois, aux

gouvernements français de soutenir Sese Seko Mobutu (au pouvoir de 1965 à 1997).

Mais l'Afrique de la fin du XX^e siècle n'est plus celle des années 1960. La décomposition des États de la région des Grands Lacs [16] sous l'effet conjugué du pillage des ressources naturelles et des plans d'ajustement structurels imposés par les institutions financières internationales (Banque Mondiale, FMI), les modifications géopolitiques consécutives à la disparition de l'URSS, modifient la donne. L'éclairage de l'actualité est mis sur la Côte d'Ivoire. La France y est fortement engagée avec 4 000 soldats dans l'opération « Licorne ». Cela a été souligné comme une décision prise par le président Chirac afin de tenter un retour militaire après l'« épisode rwandais » [17]. Néanmoins, on mesure en même temps à quel point il est devenu difficile pour la France de tenter de stabiliser une situation des plus volatiles. Sa présence, justifiée par son statut d'ancienne puissance coloniale, est susceptible, à tout moment, d'être l'élément concentrant sur elle toutes les tensions et hostilités existant dans le pays. Cette présence est pourtant nécessaire si le gouvernement veut défendre les intérêts financiers et politiques des groupes économiques français.

La présence militaire en Afrique continue d'être décidée sans aucun débat démocratique. Les accords de défense passés par la présidence et le Quai d'Orsay avec les pays africains sont exclus du champ de délibération du Parlement grâce à l'article 53 de la Constitution de la V^e République. Ils sont donc maintenus secrets ou rendus publics selon les décisions du président.

L'opacité porte en particulier sur l'ampleur de l'aide (intervention pour ré-

tablir l'ordre intérieur, aide personnelle apportée à un président, etc.). Cette situation juridique n'est bien sûr qu'un facteur supplémentaire qui permet d'expliquer que les « affaires africaines » sont plus que toute autre du domaine réservé du chef de l'État et que les scandales pouvant mettre en cause les sommets de l'État n'ont aucune conséquence judiciaire [18].

Cependant, la France rencontre des difficultés croissantes pour défendre seule son « pré carré africain » compte tenu de la dislocation politique et des dévastations humaines produites par la mondialisation. Il faut y ajouter (ou plutôt mettre en relation) les ambitions des États-Unis sur ce continent. Le gouvernement français cherche donc à conduire ses opérations militaires dans un cadre multilatéraliste et si possible agréé par l'ONU.

Les troupes françaises constituent la force principale de l'opération « Artémis » qui vise à mettre fin aux massacres dans la région de l'Ituri au Congo. Cette opération, prise en charge par l'Union européenne et décidée par l'ONU (30 mai 2003), est considérée comme un modèle prometteur par la ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie. Elle rappelle une fois de plus, comme ses prédécesseurs socialistes l'avaient fait, que « la construction de l'Europe de la défense, loin d'affaiblir l'OTAN, contribue à une implication plus déterminée des Européens dans la gestion des crises » [19]. Cette intervention est, en tant que telle, symptomatique de la montée en puissance de la Défense européenne. Elle est illustrative de l'émergence d'un impérialisme « post-moderne » européen, selon l'expression de Robert Cooper, qui fut conseiller de Tony Blair. Cet impérialisme est évidemment positif car il n'est pas motivé par des ambitions territoriales ou

économiques, mais par la mise en œuvre et, s'il le faut, par l'imposition des valeurs démocratiques [20].

L'intervention de l'Union européenne au Congo marque également la fin de la règle (non écrite) qui auto-limitait les interventions de l'UE dans son « voisinage lointain » (*near abroad*) : les 4000 km de rayon autour de Bruxelles tel qu'envisagé par le ministre socialiste français de la Défense Alain Richard, le 22 septembre 2000 ; en direction du sud, le rayon s'arrêtait donc au Maghreb.

A LA RECHERCHE

D'UNE « GOUVERNANCE

DE LA MONDIALISATION »

Depuis l'arrivée de l'Administration Bush, et plus encore depuis la guerre en Irak, il est banal de qualifier l'attitude des États-Unis d'« unilatéralisme ». En fait, ce cours était déjà emprunté par l'Administration Clinton. Cette dernière avait renoncé à la signature de plusieurs traités internationaux portant sur des questions de sécurité ; ainsi, la secrétaire d'État Madeleine Albright avait annoncé le refus de participer à la mise en œuvre de la convention sur l'interdiction des armes biologiques. C'était en 1999...

Sur le plan économique, le secrétaire au commerce, Mickey Kantor, avait déclaré en 1996 « *que l'époque de la guerre froide, où nous étions contraints de regarder de l'autre côté [sic] lorsque nos partenaires commerciaux ne respectaient pas les règles, est terminée [...] Notre sécurité nationale et notre sécurité économique ne peuvent être dissociées.* »

La brutalité de G. W. Bush a aggravé ce comportement généralement qualifié d'unilatéraliste. Ce terme très usité n'est cependant pas satisfaisant

pour une analyse approfondie. La posture adoptée par la France et l'Allemagne dans leur rejet d'un des critères du Pacte de stabilité (un déficit budgétaire inférieur à 3 % du PIB) n'est-elle pas « unilatéraliste » ? Empêche-t-elle pourtant les commentateurs de souligner que ces deux pays sont les forces motrices de la construction européenne, qu'ils veulent « aller de l'avant » face aux partisans du « statu quo », par exemple l'Espagne et la Pologne ? En d'autres termes ils mettent en relief qu'il n'y a pas plus multilatéralistes que ces deux pays qui ne respectent pourtant pas les contraintes communes.

En réalité, le débat en termes de « unilatéralisme vs multilatéralisme » n'est pas très fécond. Il est bien porté en France, parce qu'il permet de capitaliser sur l'« anti-américanisme », éventuellement dans une version radicale contre le seul impérialisme (ou mieux l'« empire ») américain. Par antithèse, le multilatéralisme serait, dans ce cadre analytique, une gestion des affaires du monde par la « communauté internationale », comprise comme l'incarnation, par exemple dans l'ONU, d'une démocratie planétaire en voie de formation.

L'ORDRE

« MULTILATÉRAL »

REMIS EN CAUSE...

Derrière ce débat aux cartes biseautées, il y a pourtant une question sérieuse. Elle a trait aux transformations économiques et géopolitiques mondiales et à leurs conséquences sur les formes d'organisation des relations internationales (la « gouvernance de la mondialisation »). Ces dernières ne ressemblent pas aux relations entre les quelques pays dominants qui existaient dans la période

de l'impérialisme de la fin du XIX^e siècle. Les rivalités devinrent tellement fortes que, malgré des tentatives telles que le « concert des nations », elles conduisirent à la Première Guerre mondiale. Il fallut attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale, produit des rivalités non « réglées » par la première, pour que la suprématie militaire et économique des États-Unis, ainsi que l'existence de l'URSS à l'apogée de sa puissance après 1949-50 modifient la nature des relations inter-impérialistes.

Cette suprématie est un des facteurs qui ont rendu impossible le déclenchement de conflits armés entre les pays capitalistes développés de la zone transatlantique (il faut entendre, ici, non pas une région géographique, mais un espace socio-économique et géopolitique qui inclut donc, dans un même ensemble, les pays de l'OTAN, le Japon, etc.). La disparition de l'URSS, mais également l'état de crise économique endémique dans de nombreuses régions de la planète ont « durci » le comportement des États-Unis et aiguisé la concurrence entre les pays développés qui réalisent la plus grande partie de la production et du commerce mondial.

L'« architecture institutionnelle internationale », qui sur le plan économique repose sur les institutions créées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (FMI, Banque mondiale, GATT), a pu être préservée. La création de l'OMC (1995) a cherché à renforcer les convergences des politiques des pays développés vis-à-vis des « pays de la périphérie » et en tout cas à « pacifier » les rivalités entre les grandes puissances capitalistes. C'est cela qu'il faut entendre par multilatéralisme. De même, au niveau politique, derrière ce terme se camoufle la subordination de l'ONU aux décisions des pays qui détiennent un siè-

ge de membre permanent. Dans le cas de l'intervention militaire en Serbie pendant l'hiver 1999, le « multilatéralisme » (au moins vu de l'Occident) a même tout simplement consisté en une décision des pays de l'OTAN, y compris bien sûr la France, sans mandat de l'ONU.

L'attitude de l'Administration G. W. Bush marque une nouvelle étape dans les relations entre les pays impérialistes. La décision de déclencher la guerre et d'occuper l'Irak, sans résolution de l'ONU et en dépit de l'opposition de la France, de l'Allemagne (mais avec le soutien de la Grande-Bretagne), ébranle le « multilatéralisme » dans le sens restrictif qui vient d'être donné. L'objectif des dirigeants des États-Unis est d'amplifier le recours aux interventions armées, qu'elles soient conduites par les seuls États-Unis ou par une coalition du même type que celle qui fut organisée pour faire la guerre en Irak. L'impréparation de « l'après-Saddam », loin de dissuader Washington, peut conduire le « clan Bush » à pousser toujours plus loin le recours à la violence et à l'aventurisme.

Ce cours pourrait, par exemple, conduire à l'utilisation de « mini-bombes » nucléaires, qui ont fait l'objet de programmes de recherche et développement au cours des années 1990. On ne peut ignorer l'existence de tels périls, du moins si on regarde le passé, et tout particulièrement le degré de barbarie auquel les technologies de mort ont conduit les pays capitalistes au XX^e siècle. Mais, pour cela, il faut plus que les seuls désirs des « docteurs Folamour » qui entourent Bush. Un certain nombre de conditions politiques et économiques doivent être remplies.

De fait, cette Administration républicaine a fait voter des lois (par exemple le US Patriot Act) et créé des

institutions (le Département de la sécurité nationale) qui altèrent un certain nombre de règles constitutionnelles fondatrices des États-Unis et qui restreignent les droits démocratiques. Ces éléments de « bonapartisme » ne doivent pas être sous-estimés. Ils répondent aux vœux exprimés par les « faucons » qui entourent Bush. Leur objectif est, en effet, de faire passer en matière de politique internationale des décisions toujours plus offensives. Ces dernières créent des situations dont il devient de plus en plus difficile de se sortir par les négociations internationales « classiques » dans l'enceinte de l'ONU ou dans une autre instance.

De tels dangers sont bien sûr dénoncés par les ONG et les syndicats américains qui ont mobilisé contre la guerre et contre les atteintes aux libertés civiles rognées depuis le 11 septembre 2001. Mais il est symptomatique qu'une partie des dirigeants et des milieux d'affaires (et pas seulement George Soros) commence à prendre conscience des périls que fait courir l'équipe de G. W. Bush. Le général Tommy Franks, qui a commandé les armées américaines en Irak, a déclaré en novembre 2003 qu'une attaque avec une arme de destruction massive sur le territoire américain entraînerait probablement la mort de la Constitution et l'instauration d'un gouvernement de type militaire. Ce genre de déclarations n'est pas isolé [21].

Ces gens n'ignorent bien sûr pas l'éventualité qu'un « coup de main » puisse être apporté par certaines agences et officines des fractions extrémistes politiques ou religieuses (chrétiennes intégristes) américaines à ceux qui voudraient organiser de telles attaques sur le territoire des États-Unis. On se souvient des « lettres à l'anthrax » apparues

quelques mois après le 11 septembre 2001, et dont l'utilisation avait été brandie comme une menace par des groupes intégristes américains depuis plusieurs années.

ET POURTANT

NÉCESSAIRE

Les tensions politiques au sein de l'appareil d'État américain et les craintes publiquement exprimées qui viennent d'être mentionnées doivent être mises en relation avec la situation économique. Le fait qu'aucun pays, ou association de pays, telle que l'Union européenne, ne puisse se poser en concurrent des États-Unis ne signifie pas que les États-Unis peuvent s'émanciper de la réalité du « marché mondial ».

Sur le plan économique, cette réalité n'est pas seulement exprimée par l'entrelacement croissant des capitaux et des groupes financiers des pays impérialistes, prioritairement ceux qui appartiennent à la zone transatlantique. Elle se manifeste également par le niveau très élevé de dépendance de l'économie américaine vis-à-vis des capitaux qui affluent du reste du monde. Le double déficit (déficit budgétaire largement imputable aux dépenses militaires et déficit commercial) de l'époque reaganienne (1980-1988) a en effet fait place aujourd'hui à un triple déficit. Il faut en effet ajouter l'endettement des ménages américains, dont la consommation (donc largement financée à crédit) fut au cours des années 1990 le moteur essentiel de la croissance économique du pays. Le financement de ce triple déficit repose donc sur les créanciers (banques, assurances, groupes industriels produisant des biens durables ayant des filiales de crédit, etc.) des pays développés et sur les flux financiers en

provenance des « pétromonarchies », ainsi que sur les placements dans les pays impérialistes des élites rentières de pays d'Amérique du Sud. Ces contraintes qui pèsent sur l'économie américaine se conjuguent avec l'état de la planète tel qu'il résulte de la crise économique endémique et des politiques néolibérales de mise en œuvre de la mondialisation du capital.

C'est dans ce cadre qu'il faut replacer les conditions actuelles de l'occupation américaine en Irak. L'Administration Bush a bousculé certaines règles fondées sur le « multilatéralisme » qui prévalaient dans les relations internationales. Elle n'a pas les moyens de s'en exonérer totalement, sans aller encore plus loin dans le cours aventuriste. C'est pourquoi la poursuite probable des guerres de prédation par l'impérialisme américain n'exclut pas la recherche de compromis agréés par la « communauté internationale ». Il faut interpréter ainsi les résolutions votées à l'unanimité à l'ONU dès la fin de la guerre. La résolution 1441 adoptée après le renversement de Saddam Hussein légitimait cette guerre. La résolution 1511, votée à l'unanimité par le Conseil de sécurité (16 octobre 2003), va plus loin. Elle reprend dans ses considérants, et ceci a été très peu signalé par les commentateurs, la résolution 1373 du 28 septembre 2001. Cette dernière autorisait les États-Unis à agir contre les Talibans de l'Afghanistan. Et si la continuité n'était pas encore assez nette entre l'Afghanistan des Talibans et l'Irak de Saddam Hussein, la résolution votée à l'unanimité par « la communauté internationale » le 16 octobre 2003 établit un lien explicite entre l'Irak et le terrorisme. Ce lien constitue le fondement de la position des États-Unis et un de ses prétextes utilisés pour faire la guerre. Il

avait été explicitement rejeté par le gouvernement français et une majorité de pays. Le terme de « Munich » (allusion aux Accords de Munich entre Allemagne, France, Grande-Bretagne et Italie qui acceptent que la Tchécoslovaquie cède le territoire des Sudètes à l'Allemagne nazie), pourtant souvent utilisé dans la discussion, n'est venu dans la bouche ou sous la plume d'aucune « conscience » pour qualifier le comportement de la « communauté internationale », et au premier chef du gouvernement français, qui légitimise *ex post* une agression caractérisée et massivement dénoncée par les populations. Plus généralement, la résolution du 16 octobre 2003 adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU est une étape intermédiaire dans une trajectoire non achevée. Les discussions sur les aspects économiques, ceux liés à la dette et au pétrole, ont commencé. On y reviendra, mais on peut penser que les industries et marchés irakiens seront ouverts à la coopération « multilatérale » des groupes européens, russes, etc., dans des rapports de force évidemment profondément modifiés par la guerre. La participation de l'OTAN, comme garant d'un ordre multilatéral « retrouvé », à la « pacification » de l'Irak est déjà en discussion. Elle confirmerait que l'âpreté des rivalités qui opposent les impérialismes n'empêche pas leur coopération.

CONCLUSION

La guerre menée en Irak par les États-Unis résulte d'un ensemble de facteurs qui se sont combinés : suprématie militaire sur ses ennemis, mais aussi sur ses alliés, d'une amplitude peut-être inconnue dans l'histoire ; domination des forces sociales favorables au recours systématique à la

force armée (la notion de « complexe militaro-industriel » rend encore moins compte que par le passé de ce trait fort de la situation socio-politique aux États-Unis) ; mode de domination du capital dans lequel la contrainte directe et la violence prennent toujours plus d'ampleur.

L'Administration de G.W. Bush bouleverse les règles « multilatéralistes » (l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, et y compris l'OMC) de domination adoptées depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais les États-Unis ne sont pas le super-impérialisme qui va contrôler le monde. Ils se trouvent à l'épicentre de la mondialisation du capital, en retirent les avantages mais en subissent également toutes les contradictions. « *L'Amérique libre toujours quelqu'un : c'est en quelque sorte sa profession* », écrivait ironiquement Trotski en 1924 (dans *Europe et Amérique*) pour souligner le caractère (en apparence) pacifique de l'impérialisme américain par rapport à celui des pays européens. Aujourd'hui, son « impérialisme humanitaire » apparaîtrait clairement pour ce qu'il est. L'Amérique, dirigée par G. W. Bush, incarne à un degré plus élevé qu'au cours des décennies d'après-guerre, l'ennemi pour des centaines de millions de personnes dans le monde. Elle renforce de la sorte les sentiments anti-impérialistes.

L'hypothèse de cet article est que le cours militariste des États-Unis va se poursuivre. Les autres impérialismes occidentaux sont contraints de se repositionner, en fonction de leur histoire, de leurs intérêts économiques et géopolitiques. La politique de Bush augmente les rivalités interimpérialistes déjà aiguisées par la crise économique endémique, alors que le chaos économique et politique (désintégration de nombreux États) produit par le capitalisme contempo-

rain rend nécessaire l'alliance des impérialismes.

Notes

1- L'expression fut créée en 1845 par O'Sullivan pour désigner la mission des États-Unis de « s'étendre sur tout le continent alloué par la Providence pour le développement sans contrainte de générations de millions d'êtres supplémentaires chaque année ». Elle fut surtout célèbre une fois reprise par le président Thomas Woodrow Wilson (1856-1924, professeur de sciences politiques à Princeton, leader du Parti démocrate, élu en 1912 ; il fut le principal créateur de la Société des Nations [SDN] dont le siège était à Genève). Wilson l'utilisa afin de défendre l'« interventionnisme humanitaire » [A. Stephanson, *Manifest Destiny, American Expansionism and the Empire of Right*, Hill and Wang, 1987].

2- *The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*; traduction française : *Le grand échiquier*, Editions Bayard, Paris, 1997.

3- Richard Perle et David Frum viennent de publier un ouvrage intitulé *An End to Evil: How to Win the War on Terror?* Comme l'écrit le Christian Science Monitor, dans ce livre les deux hommes argumentent parmi d'autres thèmes que la « France est réellement plus un ennemi qu'un allié des États-Unis et que les nations européennes doivent être obligées de choisir entre Paris et Washington » (12 janvier 2004).

4- Je cite l'exemple donné à l'appui du sens usuel de « fuite en avant », compte tenu de son charme désuet : « Par extension, usuellement. Depuis le mois de juin, le gouvernement et le patronat n'ont cessé d'affirmer que la "fuite en avant" par une expansion accélérée était le seul moyen de compenser les pertes et les charges accrues qui ont ré-

sulté de la grève générale de mai-juin (Nouvel Obs., 18 novembre 1968, p. 26, col. 2) », tome VIII, *Trésors de la langue française*, Editions CNRS.

5- Alors que le Ministère du pétrole est solidement protégé par les Marines, le pillage des trésors archéologiques des musées de Bagdad n'est pas innocent. Quelques semaines avant le début de la guerre, des courtiers américains en œuvres d'art ont tenu une réunion avec le Département de la défense et de l'intérieur, au cours de laquelle ils ont reproché aux lois irakiennes de pratiquer la « rétention » des œuvres d'art et demandé à l'Administration américaine l'assouplissement des règles commerciales sur ces dernières. Le patrimoine historique n'échappe pas à la déréglementation et à la privatisation ! Pour le transformer en Disneyland « culturel » ?

6- Tel était l'objectif et les termes utilisés par le général William Child Westmoreland, chef d'état-major de 1965 à 1968, période où commencent (1965) les bombardements quotidiens sur le Nord-Vietnam.

7- Voir articles divers à ce sujet sur le site www.alencontre.org, rubrique Nouveau ou Dossier.

8- Voir de même le site Internet de l'US Labor Against the War.

9- Voir à ce propos sur le site www.alencontre.org l'article de Nicholas Blandford, « Le spectre des affrontements confessionnels et communautaristes », rubrique Nouveau, 7 janvier 2004.

10- 1953 : répression des ouvriers de Berlin-Est et renversement de Mossadegh en Iran et d'Arbenz au Guatemala (ils voulaient mettre en œuvre des politiques de nationalisation); 1956 : répression de la révolution hongroise et prise de contrôle du canal de Suez; 1968 : répression du « printemps de Prague » et intensification de la guerre au Vietnam; 1979 : invasion de l'Afghanistan, préparation de l'invasion de la Grenade

(réalisée en 1983), financement des contrats au Nicaragua (par Carter, puis Reagan).

11- Voir le chapitre 3 de l'ouvrage de François Chesnais et Jean-Philippe Dives, *Que se Vayan Todos*, Nautilus, 2002.

12- Voir à ce sujet le livre de Michel Bonnet, *Regards sur les enfants travailleurs*, Editions Page deux, 1998.

13- L'accumulation primitive ou plutôt son « secret », comme dit Marx dans *Le Capital*, c'est la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. « *Le capital y arrive suant le sang et la boue par tous les pores* » (chapitre 31 du Livre 1, Editions sociales, 1950, p. 202).

14- L'Irak était partagée en trois provinces : Mossoul au nord (principalement kurde), Bagdad au centre (principalement sunnite), et Bassorah (principalement chiite).

15- « Report on Allied Contributions to the Common Defense », juin 2002, p. II-7.

16- Voir à ce propos le numéro spécial du mensuel *Page 2*, n° 10, 1997, « L'Afrique centrale en éclats : Zaïre, Angola, Congo ». Peut être obtenu à l'adresse : Editions Page deux, cp 34, 1000 Lausanne 20, Suisse, 10 CHF, 8 euros, port compris.

17- Voir P. Leymarie, « L'éternel retour des militaires français en Afrique », *Le Monde diplomatique*, novembre 2002.

18- « La FrançAfrique épargnée », observe *Jeune Afrique/L'Intelligent* dans son compte rendu du « procès Elf », 16 au 16 novembre 2003.

19- « Les leçons d'Artémis », *Le Figaro*, 2 septembre 2003

20- Je développe ces questions dans *Militarisme et Impérialisme au XXI^e siècle*, Editions Page deux (à paraître).

21- Voir l'article signé par un ancien membre de l'Administration Clinton, David J. Rothkopf, « Terrorist Logic : Disrupt the 2004 Election » (La logique du terrorisme : perturber l'élection présidentielle), *Washington Post*, 23 novembre 2003.

Cet article reprend les principaux éléments d'une conférence prononcée le 16 juin 2000 à la Bourse du Travail de Bobigny sous le même titre, à l'invitation de l'association *l'Algérie au cœur*.

Les lecteurs de *Carré rouge* en comprendront toute l'actualité, comme ils apprécieront la rigueur de la démonstration et la richesse des sources. Ces qualités sont désespérément absentes du « débat » sur le « voile » !

Pour la laïcité, au Sud comme au Nord de la Méditerranée

Il n'est assurément pas facile pour des Algériens de revendiquer aujourd'hui la laïcité pour leur pays. On le conçoit sans peine. Il est encore dangereux, sur la rive sud de la Méditerranée, d'exprimer publiquement des opinions *laïques* : longue est la liste de celles et de ceux qui l'ont payé de leur vie ces dernières années. On tue encore au nom de Dieu en Algérie — et c'est aussi au nom de Dieu qu'on gouverne, comme l'a récemment rappelé le président algérien en visite officielle en France, en commençant son intervention à l'Assemblée nationale française le 15 juin dernier par une invocation du Tout-Puissant.

Terrorisme religieux et pouvoir politique conjuguent donc leurs efforts pour tenter d'empêcher qu'émerge enfin en Algérie l'idée laïque comme une idée d'avenir. Avec, en renfort, une affirmation mille fois ressassée : la séparation du politique et du religieux ne serait qu'une idée importée, une valeur spécifiquement « occidentale », sans rapport avec les traditions et la culture des sociétés dites arabo-

musulmanes, qui ignoreraient, et auraient toujours ignoré, toute distinction entre les sphères publique et privée. Même en dehors de toute analyse historique, l'argument paraît cependant bien fragile. Le suffrage universel, par exemple, ne fait pas non plus partie, historiquement parlant, des traditions politiques du monde dit arabo-musulman. Faut-il donc en réserver l'usage à l'Occident, sous prétexte que c'est en Europe d'abord qu'il s'est, non sans mal, imposé comme une condition certes insuffisante mais nécessaire de la démocratie ? Et si ce n'est pas le cas, pourquoi en serait-il autrement de la laïcité ?

Si cette question de bon sens a encore du mal à faire son chemin, il ne faut pas en incriminer seulement ceux qui, en Algérie comme dans le reste du monde « arabo-musulman », ont intérêt à ce que perdure l'actuelle immixtion du religieux dans le champ politique. En Europe aussi, et singulièrement en France, il faut le reconnaître, il ne manque pas de bons esprits pour affirmer que la laïcité est

sans doute « bonne pour nous » Français, mais inapplicable ailleurs, en particulier dans les pays dits musulmans.

Piètre gallocentrisme, qui ignore l'essentiel : la laïcité est avant tout un cadre juridique organisant la séparation des cultes et de l'Etat, dans le respect de leur indépendance réciproque. L'indépendance de l'Etat par rapport aux cultes (pas de religion officielle, neutralité religieuse de l'Etat, libre choix de chacun en matière de conscience, libre expression de sa foi, ou de son incroyance, garantie par la loi) a pour contrepartie l'indépendance des cultes par rapports à l'Etat (ni Ministère des affaires religieuses, ni corps de religieux-fonctionnaires, libre gestion par chaque culte de ce qui relève de son organisation propre). C'est « un système inestimable de garantie des libertés fondamentales » (Abderrahim Lamchichi [1]). Il n'a rien à voir, il faut y insister, avec l'athéisme d'Etat tel qu'il a été institué en URSS tout particulièrement à partir du milieu des années 1920 (parce que la non-croyance officielle est la négation de la neutralité de l'Etat en matière de conscience). Il ne peut non plus être assimilée à cette laïcité imposée sous la botte militaire qui, en Turquie, a fini par réintroduire officiellement le sentiment religieux, aux côtés du nationalisme, comme facteur d'ordre et de soumission au régime (depuis 1982 l'enseignement religieux est de nouveau obligatoire dans l'enseignement public turc). Comme l'écrit le sociologue égyptien Fouad Zakariya :

« La laïcité [Al-Almaniyya], dans les conditions actuelles de la société arabomusulmane, ne désigne pas un projet global de société, une "idéologie" pouvant tenir lieu de plate-forme politique à un parti, mais un cadre intellectuel extrêmement large, pouvant abriter

toute sorte de positions politiques et idéologiques, qui ne nous montre pas le chemin que nous devons suivre, mais celui que nous devons éviter. La laïcité n'est pas le produit de circonstances historiques particulières. C'est un besoin constant, qui s'impose à toute société menacée par la pensée autoritaire médiévale. » [2]

Il ne serait sans doute pas inutile de s'interroger sur le degré réel de laïcisation des institutions politiques dans les sociétés occidentales, où les Eglises chrétiennes n'ont pas totalement renoncé à intervenir dans l'espace public, souvent avec la bienveillance des pouvoirs gouvernementaux (y compris en France où trois départements de l'Est échappent à la loi de séparation de 1905, et où le réseau scolaire confessionnel catholique ne survit, depuis quarante ans, que grâce à son financement sur fonds publics). Mais on accordera ici aux tenants de la thèse « culturaliste » que pour l'essentiel, la sécularisation des institutions politiques (et, globalement, du système éducatif) a atteint en Europe un niveau encore inconnu dans la plupart des autres pays à l'échelle mondiale. Est-ce assez pour faire de la laïcité une « spécificité européenne » ?

Les arguments de ceux qui l'affirment sont essentiellement de trois ordres. Le premier prétend déduire d'une comparaison entre l'islam et le christianisme que ce dernier s'ouvrirait plus facilement à une séparation du « temporel » et du « spirituel » — en un mot, que le christianisme constituerait à la différence de l'islam un terrain favorable à l'émergence de la laïcité. Le second invoque la tradition culturelle arabo-musulmane, à qui l'idée de séparation du politique et du religieux serait toujours restée étrangère (tandis que, symétriquement, cette conception politique serait une

notion par essence liée à la « culture occidentale »). On dénonce enfin avec force dans la laïcité une « arme de l'Occident » qui chercherait ainsi à mieux imposer sa domination sur des peuples coupés de leurs racines et de leur identité.

Examinons brièvement ce que valent chacun de ces arguments.

LE CHRISTIANISME N'EST HISTORIQUEMENT PAS PLUS « SÉCULARISANT » QUE L'ISLAM.

Le christianisme contiendrait-il des éléments de doctrine qui le prédisposeraient en quelque sorte à s'accommoder de la laïcité ? La thèse a été soutenue, non seulement par des idéologues de l'islamisme, mais par des spécialistes occidentaux de l'islam. Pierre Rondot, dans un article de 1960 sur « La laïcité en pays musulman », voyait déjà dans la formule de l'Evangile « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » les « paroles sur lesquelles s'est fondée cette non-confusion de l'Eglise et de l'Etat qui est une des bases de la vie publique occidentale d'aujourd'hui » [3] ; de là découlait, selon lui, l'évolution divergente de l'Occident et du monde « arabo-musulman » en matière de laïcité. Mais cette lecture « laïcisante » du texte biblique fait fi de réalités historiques incontournables. Elle ignore avec quelle énergie les Eglises, tant catholique que protestantes, ont longtemps condamné dans les termes les plus explicites, jusque dans les premières décennies du XX^e siècle, la séparation de l'Eglise et de l'Etat comme contraire à la doctrine du Christ. Considérée historiquement, la formule « Rendez à César... » a essentiellement servi jusqu'à une date assez récente à penser, non la séparation du

politique et du religieux, mais la connexion des deux autorités, leur nécessaire collaboration, et la non moins nécessaire obéissance à l'une, en tant que sujets, à l'autre, en tant que fidèles.

Il n'est peut-être pas inutile d'évoquer à ce propos le contexte culturel et historique dans lequel s'est constituée la doctrine politique du christianisme, celui de la conversion officielle de l'Empire romain à la nouvelle religion et de l'interdiction des autres cultes (IV^e-V^e siècles de l'ère chrétienne). Le triomphe du christianisme s'opéra en effet sur la base d'une lutte sans merci contre la pensée rationaliste que la philosophie et la science grecques avaient léguée au monde. « Ne croyez pas que la Sainte Ecriture se contredise jamais, s'écriait Saint Jean Chrysostome à la fin du IV^e siècle, bouchez-vous les oreilles aux propos de ceux qui enseignent le contraire. »^[4] Il s'agissait pour lui de défendre la véracité du récit biblique de la création du monde, si peu crédible auprès d'un public cultivé nourri de l'œuvre d'Aristote ou de Ptolémée. Et s'il s'en trouvait d'assez hardis pour résister à cet argument d'autorité, ajoutait-il, qu'on les fasse taire une bonne fois pour toutes : « *Après avoir entendu cette grande doctrine [de Moïse], qui donc pourra tolérer ces gens qui parlent selon leurs propres pensées et qui osent, contre la Sainte Ecriture, dire qu'il y a plusieurs cieux ?* » [allusion à la théorie des sphères célestes, au fondement de l'astronomie grecque antique, mais inconnue de la Genèse]. Saint Augustin aboutissait à peu près au même moment à la même conclusion : « *L'autorité de l'Ecriture prévaut contre les ressources de tout esprit humain.* »^[5] Allant plus loin, Augustin devait devenir dans l'histoire du christianisme le premier théoricien de ce qu'il osa appeler la « *juste persé-*

cution » des hérétiques et des déviants en matière de foi.^[6]

C'est dans ce contexte d'intolérance religieuse exacerbée que se constitua la doctrine chrétienne de la distinction entre les pouvoirs temporel et spirituel. « *Pour satisfaire au vœu [du Christ] les empereurs chrétiens s'adresseront au pontife lorsque la vie éternelle sera en jeu, et les pontifes useront de la protection des empereurs dans le cours de la vie temporelle. Qu'aucun ne passe les bornes de son domaine* », écrivait le pape Gélase à la fin du V^e siècle, dans un texte qui devait devenir canonique dans la tradition catholique^[7]. On ne saurait voir dans cette distinction ne serait-ce qu'une ébauche d'une véritable séparation des pouvoirs politique et religieux. Au contraire. Loin de prôner leur indépendance réciproque, l'Eglise triomphante demandait au pouvoir politique la « *protection* » de son nouveau monopole religieux. En échange, le pouvoir politique pouvait attendre des autorités chrétiennes une légitimation de son autorité (c'est l'idée, surabondamment représentée dans la tradition chrétienne jusqu'à une date récente, que la désobéissance au pouvoir temporel est passible, non seulement d'un châtement en ce monde, mais de la damnation éternelle dans l'autre).

Sur les ruines de la distinction grecque entre monde profane et monde religieux s'imposait ainsi sur l'ensemble du pourtour méditerranéen l'idée qu'aucun domaine de l'existence n'était étranger à la religion, et que celle-ci pouvait légitimement recourir à la violence, y compris à la violence d'Etat, pour faire respecter ses injonctions. L'hypothèse d'une prédisposition du christianisme à la sécularisation, ce bricolage idéologique de confection récente, ne résiste pas à une approche historique des faits. Les

fanatiques de toutes confessions devraient bien plutôt aujourd'hui rendre hommage à Saint Jean Chrysostome et à Saint Augustin en tant que vrais pères spirituels de leurs doctrines mortifères.

LA LUTTE RATIONALISTE CONTRE LES ÉCOLES THÉOLOGIQUES AU CŒUR DE L'HISTOIRE CULTURELLE ARABO- MUSULMANE.

Faut-il accorder davantage de crédit à la seconde affirmation des adversaires de la séparation du religieux et du politique dans les pays dits arabomusulmans, celle selon laquelle l'idée d'une telle séparation serait totalement étrangère à la tradition historique de ces pays ? On pourrait se contenter de répondre : « Et quand bien même ? » Car on ne voit pas pourquoi on serait en droit d'interdire aujourd'hui à un peuple de jouir de la liberté de conscience au nom de l'unanimité religieuse de siècles passés. Mais dans le cas qui nous occupe, non seulement ce prétendu argument est sans fondement rationnel, mais il est historiquement faux, et en définitive mutilant, en ce qu'il prive la culture arabo-musulmane d'une de ses composantes essentielles.

Nous savons peu de choses sur l'histoire de la pensée libre en « terre d'islam ». Le sujet, difficile à traiter dans les pays concernés, on le comprend, n'a guère intéressé les historiens occidentaux. Bien des éléments incitent cependant à un réexamen des idées reçues en ce domaine. L'historien espagnol Juan Vernet rapporte ainsi le témoignage remarquable d'un voyageur andalou étudiant à Bagdad à la fin du X^e siècle de l'ère chrétienne,

qui assista à des séances de discussion sur des questions religieuses « fréquentées non seulement par les musulmans de toutes les écoles orthodoxes et hétérodoxes, mais encore par les Infidèles, Zoroastriens, matérialistes, athées, Juifs, Chrétiens, en un mot par des gens de toute sorte de religion. Chaque école avait son chef, chargé de défendre les opinions qu'elle professait, et quand l'un d'eux entrait dans la salle, tous se levaient respectueusement, et nul ne se rasseyait avant qu'il n'ait gagné sa place. Très vite, la salle se remplit et l'un des infidèles prit la parole. "Nous nous sommes réunis, dit-il, pour discuter. Vous, musulmans, ne nous attaquez pas avec quelque argument tiré de votre livre ou fondé sur l'autorité de votre prophète : tenons-nous en à des preuves fondées sur la raison humaine." Cette condition fut unanimement acceptée ».[8]

Libre expression en matière de conscience, y compris pour les « matérialistes » et les « athées » ; respect réciproque des opinions ; rejet unanime de l'argument d'autorité : la civilisation « arabo-musulmane » a donc été capable d'engendrer, à telle ou telle période privilégiée de son histoire, et tout au moins pour un secteur social particulier, celui des intellectuels et des « savants », l'idée que la foi ou la non-croyance de chacun ne dépendait que de son choix privé, et que la libre confrontation rationnelle des arguments devait se substituer au recours à l'anathème et à la violence. C'est dans ce climat que le grand médecin et philosophe Abû Bakr al-Râzi (864-925, plus connu en Occident sous son nom latinisé, « Rhazes »), « le plus grand libre penseur de tout l'islam » [9], a pu produire une œuvre admirable d'audace rationaliste. Si son traité *Sur les prophètes* est perdu, on a pu reconstituer ainsi, à partir de

fragments, les contours de sa pensée : « Il considère les prophètes comme des imposteurs, les textes sacrés comme un tissu de légendes dégradantes pour l'intelligence, les confessions religieuses comme des sources de guerres sanglantes et d'abrutissement mental, et il prône l'usage de la raison philosophique et scientifique comme guide des comportements individuels et sociaux. » [10]

Réfuté avec véhémence de son vivant par plusieurs théologiens (ce qui témoigne tout au moins de l'audience qu'on prêtait alors à sa pensée), al-Râzi l'oublié représente, selon l'historien de la philosophie médiévale Alain de Libera, « le principal épisode de radicalisation laïque de la philosophie en terre d'Islam » de sorte que « même inégalée, la figure de Rhazes restera la norme à laquelle mesurer la laïcité des penseurs ultérieurs. » [11]

On ne saurait certes se représenter tout uniment l'époque des califes abbassides comme un âge d'or de tolérance religieuse. Des épisodes de liberté relative ont alterné avec des phases répressives particulièrement intenses, au gré des conjonctures politiques et des intérêts du pouvoir. Mais il serait absurde de ne voir la riche production intellectuelle de cette époque qu'au travers des lunettes filtrantes des historiens dévots des siècles suivants.

Et surtout, il est impossible de saisir les enjeux du célèbre conflit qui opposa d'une façon plus générale durant quatre siècles (IX^e - XII^e siècle) les philosophes et les théologiens musulmans, avant de se terminer par la victoire complète de ces derniers, si on le réduit comme on le fait trop souvent à un conflit sur l'interprétation de la foi musulmane. L'enjeu, pour les introducteurs de la pensée de Platon et d'Aristote dans le Moyen-Orient de cette époque, était de s'ap-

proprier des outils de réflexion permettant d'accéder à une compréhension rationnelle du monde, non pour répéter simplement les grands penseurs grecs, mais pour les combiner avec leurs propres références culturelles et créer ainsi de nouvelles synthèses originales. C'est une démarche en son fond similaire à celle des mathématiciens arabes ou persans qui s'appuyaient à la même époque sur l'arithmétique hellénistique et le *calcul indien* pour inventer l'algèbre. Mais dans le cas de la *falsafa* (le mot *philosophie* en arabe est lui-même d'origine grecque) cette hybridation culturelle représentait une mise en cause directe du dogmatisme religieux des écoles théologiques coraniques. Au fond, il s'agissait du second acte d'un drame dont le premier s'était joué quelques siècles plus tôt sur les rives de la Méditerranée, quand le christianisme triomphant avait entrepris de procéder à l'éradication de la pensée rationaliste grecque dans son aire d'influence. L'enjeu, pour les théologiens musulmans, était exactement le même que pour les « Pères de l'Eglise », bien que les références religieuses aient évidemment été différentes : réduire au silence « ces gens qui parlent selon leurs propres pensées », et qui excitaient déjà la sainte colère de Jean Chrysostome.

C'est ainsi qu'Ibn Sina (Avicenne) fut poursuivi sa vie durant par l'accusation d'impiété (il dut même fuir précipitamment, un peu après l'an 1000, un sultan auprès de qui il exerçait son art médical, et qui s'était laissé persuader que son médecin était un mécréant). Après sa mort, les gardiens de l'orthodoxie tant sunnite que chiite dénoncèrent à l'envi ses « hérésies » ; le plus connu d'entre eux, Al Ghazzâli (mort en 1111), l'« ornement de la religion », comme on

le surnomma, fit de lui l'une des cibles principales de sa violente diatribe *L'Eroulement des philosophes*. Il y relevait trois « erreurs majeures » d'Ibn Sina et d'autres partisans de la *falsafa*, trois remises en cause du dogme religieux toutes directement inspirées de la lecture d'Aristote (entre autres « hérésies à l'encontre des lois divines », Al Ghazzâli dénonçait la thèse aristotélicienne de l'éternité du monde, qui contredisait le dogme musulman de la création, sans savoir qu'il reproduisait, à sept siècles de distance, les condamnations de Saint Augustin sur le même sujet dans sa *Genèse au sens littéral*. [12])

Inutile de s'étendre davantage ici sur cet acharnement théologique contre l'une des plus grandes pensées du monde arabo-persan, et sur les anathèmes adressés à quiconque s'adonnerait à la lecture de philosophes non-musulmans. L'introduction au *Livre de Science* d'Ibn Sina/Avicenne dans l'édition Les Belles Lettres/Unesco (série persane, 1986) donnera à un lecteur francophone de plus amples indications. L'important est ici que le recours aux Grecs, non comme autorité à substituer à une autre, mais comme ouverture vers une pensée indépendante des dogmes religieux en vigueur, et capable de mieux rendre compte que ceux-ci du réel, a représenté pour la culture « arabo-musulmane » un apport essentiel à son développement. Le droit à la lecture d'auteurs non musulmans revendiqué par les *philosophes* arabes et persans — et même le droit à s'appuyer sur les outils logiques qu'ils y trouvaient pour interpréter, mieux que les théologiens pensaient-ils, le texte coranique lui-même — a impulsé historiquement une démarche de séparation du rationnel et du théologique au cœur de ce que la culture arabo-musulmane a

produit de plus précieux. Ceux qui le nient aujourd'hui ne protègent pas un héritage culturel : ils le mutilent et le défigurent.

C'est avec Ibn Rushd (Averroès), mort en 1198, que la lutte entre philosophes et théologiens atteint son point culminant et sa formulation la plus politique [13]. Le philosophe andalou, qui consacra l'essentiel de son œuvre à commenter Aristote, repousse lui aussi tout interdit théologique en matière de lecture. « Il importe peu que ceux qui nous ont précédés [dans l'examen des démonstrations rationnelles] soient ou non de notre religion. Puisque cette étude [...] a déjà été effectuée le plus parfaitement qui soit par les Anciens, alors certes il nous faut puiser à pleines mains dans leurs livres, afin de voir ce qu'ils en ont dit. Si tout s'y avère juste, nous le recevrons de leur part ; et s'il s'y trouve quelque chose qui ne le soit, nous le signalerons » [14] (*Discours décisif*). Ibn Rushd affirme ainsi le droit de la pensée indépendante à s'émanciper de la théologie [15] pour porter une réflexion rationnelle sur le monde. Il n'y a plus d'argument d'autorité devant lequel la raison devrait ployer. Le Coran lui-même ne doit pas être abandonné aux écoles théologiques : le *Discours décisif* établit le droit du philosophe (c'est-à-dire de celui qui sait user avec discernement de sa raison) à interpréter le texte sacré avec ses propres méthodes de réflexion quand le sens littéral de celui-ci lui semble en contradiction avec ses propres conclusions.

Les écoles théologiques sont ainsi accusées, non seulement de faire obstacle à la libre recherche de la vérité (c'est l'idée directrice de *L'Eroulement de l'éroulement*, réfutation implacable d'Al Ghazzâli), mais aussi de porter dans la société civile intolérance, guerre, fanatisme :

« C'est le recours aux exégèses allégoriques, particulièrement aux fausses — et l'idée que de telles exégèses de l'Écriture devaient être publiées à tous, qui a fait naître les écoles théologiques dans l'Islam, avec pour résultat qu'elles se sont mutuellement accusées d'incroyance et d'hérésie... La conséquence de tout cela c'est qu'ils [les partisans des écoles mu'tazilite et ash'arite] ont précipité les gens dans la haine, l'exécration mutuelle et les guerres, qu'ils ont déchiré les Écritures en lambeaux, qu'ils ont entièrement divisé le peuple. Leurs penseurs spéculatifs sont devenus des oppresseurs pour les Musulmans, en ce sens qu'une fraction des Ash'arites a fini par traiter d'infidèles tous ceux qui n'arrivaient pas à la connaissance du créateur glorieux par les méthodes qu'ils avaient eux-mêmes employées dans leurs livres pour y parvenir... Tout cela vient de ce qu'ils croient qu'il n'y a qu'une seule méthode. » [16]

La solution que propose Ibn Rushd n'est pas d'interdire les écoles théologiques, mais de les contraindre à ne pas divulguer à l'extérieur de leurs propres rangs leurs interprétations religieuses si nocives pour le bien public — avec pour contrepartie l'obligation parallèle des philosophes à ne pas répandre hors de leur milieu les résultats de leurs recherches, le pouvoir politique étant pour sa part chargé de veiller à ce que ni les uns ni les autres ne sortent de leur champ d'influence respectif. Quant à la foule, le Coran doit assurément rester pour Ibn Rushd l'aliment essentiel de sa vie spirituelle, mais sans que les théologiens puissent utiliser leur demi-savoir et leur art « dialectique », c'est-à-dire fondé sur des raisonnements approximatifs, pour y semer le trouble et la violence.

Sans doute Ibn Rushd ne peut être présenté comme un penseur de la sé-

paration du politique et de religieux au sens où nous l'entendons aujourd'hui. L'idée que le droit civil (celui qui s'applique à l'ensemble des êtres humains) pouvait être séparé du droit religieux n'est pas de son temps. Mais il pose, dans les termes qui étaient ceux de son siècle et de son aire culturelle, **la question clé de la mise hors d'état de nuire de ceux qui se constituent en seuls interprètes autorisés du texte sacré pour asseoir leur influence sur les masses.** Il y apporte une réponse d'une audace radicale (confiner les théologiens dans leur monde clos et les laisser se déchirer *entre eux*) qui explique sans doute le destin ultérieur de son œuvre. Dans une culture arabo-musulmane peu à peu gagnée par la dévotion, Ibn Rushd devait tomber dans un oubli de plusieurs siècles. Nous pouvons aujourd'hui mieux évaluer sa stature, qui est immense, et qui suffit à elle seule à faire justice de l'idée simpliste, ou sciemment déformante, d'une civilisation qui aurait unanimement accepté les interdits religieux sur la pensée libre sans chercher à s'en défaire.

Cet aperçu, nécessairement très bref, de quelques grandes pensées de la civilisation arabo-musulmane comporte évidemment de nombreuses lacunes. Un examen un peu plus détaillé pourrait, par exemple, évoquer quelques grands poètes à la pensée libre, tels le syrien Al-Ma'arri [17] ou le persan Omar Khayam, ou bien s'arrêter sur l'œuvre singulière de l'historien Ibn Khaldoun, dont les conceptions du rapport entre pouvoir politique et foi ne s'accordent pas avec l'idée convenue d'une « indistinction » des deux domaines en contexte arabo-musulman. Dans le chapitre de son *Discours sur l'histoire universelle*

(rédigé dans les dernières années du XIV^e siècle) consacré aux « *opinions différentes sur le califat* », Ibn Khaldoun évoque « *ces peuples qui n'avaient pas d'Écriture Sainte* » ni de prophète et qui pourtant avaient su constituer des États viables. Il en conclut que la foi (indispensable assurément à ses yeux pour le salut éternel) n'est cependant pas nécessaire à l'organisation civile comme telle. « *Pour éviter les conflits, il suffit que chacun sache que la raison lui défend d'être injuste. Pour éviter les conflits, il suffit de chefs tout-puissants, ou de la décision, prise par le peuple lui-même, de s'abstenir de querelle et d'injustice mutuelle ; il n'est donc pas besoin d'imam pour cela* » (voir le commentaire de ce passage par Yves Lacoste dans son *Ibn Khaldoun, naissance de l'histoire, passé du tiers Monde*, 1966). Mais la pensée de cet historien aux vues si pénétrantes devait pour plusieurs siècles demeurer stérile, étouffée en « terre d'islam » par la religiosité triomphante.

NEUTRALITÉ DE L'ÉTAT
EN MATIÈRE DE
CONSCIENCE,
SÉPARATIONS
DES RELIGIONS ET DE
L'ÉTAT : DES CONCEPTIONS
NÉES EN EUROPE, MAIS
DE PORTÉE UNIVERSELLE

Nous pouvons aussi commencer à mieux mesurer ce que l'histoire culturelle européenne doit, depuis le Moyen-âge, aux grands philosophes rationalistes persans et arabes. Ceux-ci provoquèrent en effet, lorsqu'ils furent traduits en latin au XIII^e siècle, un choc culturel qui ébranla jusqu'en ses fondements la domination de

l'Église sur la vie intellectuelle de l'Europe. « *Le conflit de la religion et de la philosophie*, écrit Alain de Libera, *a été importé en Occident par les Arabes. Avec saint Augustin (fin du IV^e siècle) la philosophie a été vaincue. Elle ne relève la tête avec sa vision rationaliste que grâce aux Arabes* » [18]

Certes, la pensée rationaliste du Moyen-âge n'est pas encore à proprement parler une pensée *laïque*. Sur le plan politique, elle plaide en effet non pour la séparation complète du temporel et du spirituel (de l'Empire et de la papauté, selon les termes de l'époque) mais pour la subordination du second au premier. C'est en particulier la thèse que développe Marsile de Padoue, classiquement présenté comme le principal précurseur médiéval de la laïcité, dans son *Défenseur de la Paix* [c'est-à-dire de la paix civile, qu'il estime menacée par les prétentions de l'Église à imposer sa loi au pouvoir politique, 1326]. Repérer, ne serait-ce que sommairement, les développements historiques qui conduiront, en contexte occidental, à la formulation moderne de l'idée de séparation de l'Église et de l'État excéderait toutefois le cadre de cet article. On se bornera ici à de brèves remarques.

La première concerne **les conditions historiques de l'émergence de la notion d'État neutre à l'égard des religions.** Cette conception, inconnue du moyen-âge européen, naît avec la dislocation de l'unité religieuse de l'Europe chrétienne aux XVI^e et XVII^e siècles et les luttes religieuses sanglantes qui en découlent. Plutôt que de chercher à maintenir une impossible uniformité religieuse dans le cadre territorial d'un État, et de charger l'autorité civile (le « bras séculier ») d'y réprimer par la force les conceptions minoritaires, ne serait-il pas préférable d'ad-

mettre la pleine liberté de chacun en matière de conscience et de culte, c'est-à-dire la non-immixtion de l'Etat (la sphère publique) dans le domaine privé de la foi ? C'est la conviction qui anime en particulier, à la fin du XVII^e siècle, l'anglais John Locke. Sa *Lettre sur la tolérance* (1689) exprime avec une netteté remarquable la nouvelle doctrine de la neutralité religieuse de l'Etat, au fondement de la laïcité moderne. Au point de départ se trouve la révolte devant les horreurs du fanatisme, devant « ces hommes poussés par l'amour du pouvoir [...] qui sous prétexte de religion persécutent, torturent, pillent, massacrent » [19]. Locke l'affirme avec force : pour en finir avec ces crimes, « *il faut avant tout distinguer entre les affaires de la cité et celles de la religion. De justes limites doivent être définies entre l'Eglise et l'Etat* ». L'Eglise doit être « *absolument distincte et séparée de l'Etat et des affaires civiles* » car celles-ci « *ne relèvent pas de la religion* ». L'Etat, lui, doit une fois pour toutes admettre que les affaires religieuses ne sont pas de son ressort : « *le soin de sa propre âme est entre les mains de chacun et il faut le laisser à chacun* ». C'est pourquoi « *tout le pouvoir de l'Etat ne concerne que les biens civils, il est borné au soin des choses de ce monde, et il ne doit toucher à rien de ce qui regarde la vie future.* » Sa responsabilité est seulement de garantir la liberté de culte à chaque Eglise (ou plutôt, à chaque religion, la liberté religieuse s'étendant explicitement pour Locke aux « *juifs, mahométans et païens* »), sans se mêler aucunement de l'organisation interne de ces cultes ou de leurs doctrines particulières.

Le point de départ de Locke, par delà toutes les différences de contexte historique, apparaît donc étonnamment semblable à celui du *Discours Décisif* d'Ibn Rushd/Averroès, cinq siècles

plus tôt (il ne peut s'agir d'influence directe, puisque le *Discours Décisif*, non traduit en latin, est resté ignoré de l'Europe jusqu'au milieu du XIX^e siècle). A cinq siècles de distance donc, les deux ouvrages sont clairement animés de la même volonté de mettre un terme aux ravages du fanatisme religieux (que ce dernier se réclame du Coran ou de la Bible n'a ici qu'une importance très secondaire). Mais les solutions qu'ils préconisent diffèrent. Dans le contexte historique nouveau créé en Europe, et particulièrement en Angleterre, par la division de la chrétienté et la multiplication des groupes religieux dissidents, le maintien d'un lien privilégié entre le pouvoir politique et une confession déterminée apparaît à Locke une impasse. C'est au contraire **dans le libre exercice de tous les cultes, sans qu'aucun d'eux ne jouisse dans l'Etat d'une position officielle, que réside pour lui la possibilité du « vivre ensemble »**. Et Locke ajoute logiquement que cette liberté garantie par l'Etat doit s'étendre au libre choix par chaque homme du culte qui lui convient le mieux, en d'autres termes, au droit à l'apostasie : « *Il est nécessaire que la même liberté avec laquelle il est entré [dans une religion donnée] lui ouvre toujours la sortie* ».

On voit à quel point il est superficiel et faux de présenter la conception de l'Etat neutre en matière de conscience comme découlant d'une « spécificité occidentale. » Née de la volonté de se mettre une fois pour toutes à l'abri des conséquences de l'intolérance et du fanatisme religieux, son champ d'application s'étend visiblement à toutes les situations où des peuples sont confrontés à des situations dramatiques de même nature. Interdire cette discussion aujourd'hui au Sud de la Méditerranée, sous prétexte que

sa première formulation est historiquement apparue un peu plus au Nord, est faire preuve de la même étroitesse d'esprit que celle de ces médecins européens médiévaux qui refusaient d'examiner telle ou telle innovation médicale sous prétexte qu'elle était d'origine arabe. [20]

La doctrine de la neutralité de l'Etat en matière de conscience présentait encore chez Locke certaines limitations. Ainsi ne s'étendait-elle pas aux athées, considérés alors d'un consensus presque unanime comme incapables de respecter des règles de conduite morale. Le préjugé eut la vie dure (en vérité, il est loin d'avoir totalement disparu aujourd'hui). Cette importante réserve faite, cette doctrine, telle qu'elle se trouve classiquement formulée chez Locke, devait inspirer tous les développements ultérieurs des politiques de séparation des religions et de l'Etat, à commencer par la première en date des lois de séparation, celle adoptée à l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique (le premier amendement à la Constitution fédérale [1791] interdisait toute Eglise « *établie* », c'est-à-dire officielle ; l'un de ses promoteurs, James Madison, le commenta en ces termes : « *la chrétienté n'a pas besoin du soutien de l'Etat, et l'Etat n'a pas besoin de la religion.* »

La revendication de « séparation de la religion et de l'Etat » devait prendre une nouvelle ampleur dans l'Europe de la seconde moitié du XIX^e siècle. Le contexte historique avait évolué. Après le gigantesque ébranlement de la Révolution française, les Eglises catholique et protestantes s'étaient presque totalement investies dans le soutien aux régimes autoritaires censés empêcher le retour de nouvelles secousses révolutionnaires. S'estimant menacées, les classes dominantes, dans l'ensemble, sentaient

fortement qu'elles avaient désormais « *besoin de la religion* » pour inculquer massivement aux populations l'idée que le devoir du chrétien est dans l'obéissance aux supérieurs et dans la soumission aux pouvoirs établis par Dieu. A l'école comme dans la vie publique, les classes dominantes appliquaient non sans cynisme la maxime selon laquelle « il faut une religion pour le peuple ». Face à cette « union du trône et de l'autel », le mouvement démocratique, puis le mouvement ouvrier naissant, reprirent donc à leur compte la revendication d'une séparation radicale de l'Eglise et de l'Etat. L'idée était désormais d'**empêcher l'Etat de s'appuyer sur une ou des Eglise(s) comme instrument de légitimation de leur autorité**. Le recours au sacré devait être exclu du champ politique, si l'on voulait ôter aux gouvernants, ou à tel parti se réclamant de la religion, le moyen de manipuler les consciences et de contrôler les comportements au profit des conservatismes en place. La plupart des partis socialistes européens, à la fin du XIX^e siècle, considéraient que « *la religion doit être déclarée affaire privée* » et inclurent dans leur programme « *la séparation de l'Eglise et de l'Etat* » ainsi que « *la séparation de l'Eglise et de l'Ecole* ».

Un siècle plus tard, même si ce double objectif n'est nulle part complètement atteint, y compris en France [21], des avancées significatives ont été presque partout accomplies en Europe. Mais là encore, il serait absurde de parler de « spécificité occidentale ». Le problème posé n'a en son fond rien d'euro-péen. Il touche en définitive à la signification même de la démocratie. Le droit des peuples à prendre en main leur sort, à décider eux-mêmes des grandes questions qui les concernent, a-t-il quelque chance

d'être respecté tant qu'une minorité, prétendant parler au nom d'une autorité sacrée et donc indiscutée, peut imposer sa loi à la majorité ? A l'évidence non. Pleinement pertinentes au contraire apparaissent ces lignes de Fouad Zakariya citées plus haut : « *La laïcité n'est pas le produit de circonstances historiques particulières. C'est un besoin constant, qui s'impose à toute société menacée par la pensée autoritaire médiévale* ». Ajoutons : « ou menacée par toute pensée autoritaire, de quelque nature qu'elle soit », tant il est vrai que le déclin des croyances religieuses en Occident a conduit les pouvoirs à chercher d'autres formes de manipulation des consciences, au nom d'autres dogmatismes (économiques en particulier), peut-être tout aussi redoutables.

« LA LAÏCITÉ N'EST PAS
UN ARTICLE
D'EXPORTATION »
(GAMBETTA)

Quant au dernier « argument » opposé aux partisans de la laïcité au Sud de la Méditerranée, celui qui en fait une arme de l'Occident visant à la déculturation des peuples arabes, il mérite à peine qu'on s'y arrête. Ce prétendu complot laïque occidental n'est en effet qu'un mythe, qui ne résiste pas un instant à l'analyse.

L'exemple algérien suffit pour s'en convaincre. La loi de séparation de 1905 en France (article 2 : « *La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte* ») ne s'appliqua jamais aux trois départements algériens. Une loi de séparation spécifique les concernant fut certes adoptée (27 septembre 1907), mais elle ne fut *jamais* mise en application. Les subventions accordées par le gouvernement général aux ministres du cul-

te musulman (dont il contrôlait la nomination) furent prolongées cette année-là pour une période de dix ans, puis reconduites en 1917, 1922, 1932 et enfin 1941 « *pour une période indéterminée* ». Le budget colonial subventionna par ailleurs jusque dans les années 1950 la construction de mosquées. Bien entendu, les cultes chrétiens profitaient eux aussi largement, et sans doute prioritairement, de cette mise entre parenthèses systématique de la loi de 1905. [22]

La dénomination même de « Français musulmans d'Algérie » dans l'usage administratif avant 1962 constituait une violation évidente du principe de laïcité (pourtant introduit dans la constitution française en 1946), puisqu'elle identifiait une partie de la population sur un critère d'appartenance religieuse, qui servait en réalité à la désigner comme des « Français pas tout à fait comme les autres ». Mais le plus honteux abandon des principes laïques par ailleurs proclamés fut peut-être le maintien des lois musulmanes régissant le statut personnel des femmes algériennes, le pouvoir colonial s'accommodant fort bien du régime patriarcal le plus traditionnel. A vrai dire, l'Algérie était logée à la même enseigne que la quasi-totalité des autres colonies de la République. Toute l'Afrique noire française ignorait également la législation laïque métropolitaine. Les gouvernements des Troisième et Quatrième Républiques se montrèrent ainsi fidèles à la devise de Léon Gambetta, grande figure du radicalisme français aux côtés de Jules Ferry, qui avait déclaré dans un discours célèbre consacré à l'expansion coloniale française (1881) : « *La laïcité n'est pas un article d'exportation* ». On comprend aisément pourquoi : la domination coloniale ne pouvait se réaliser qu'en cherchant à s'appuyer sur les notables et les auto-

rités religieuses traditionnelles des pays colonisés. On peut encore mesurer aujourd'hui, en Algérie et ailleurs, la nocivité de cette politique.

La déculturation, bien réelle, emprunta bien d'autres canaux : l'encouragement donné aux missions catholiques (d'ailleurs largement subventionnées sur fonds publics), la non-construction d'écoles, le dénigrement du passé culturel des pays colonisés, le maintien d'un analphabétisme de masse... mais assurément pas celui de l'introduction d'une législation laïque que même ses défenseurs patentés en métropole, parvenus au pouvoir dans le cadre du Front Populaire en 1936, ne cherchèrent pas à introduire au Sud de la Méditerranée. Il est sans doute superflu d'ajouter que depuis l'indépendance de l'Algérie, la politique française n'a pas changé sur le fond en ce domaine. Le sort des démocrates algériens aux prises depuis près de dix ans avec l'un des plus hideux terrorismes religieux que le monde ait connu n'a guère ému les gouvernants français successifs. On ne voit pas jusqu'à aujourd'hui ne serait-ce que l'amorce d'un changement à cet égard.

On ne peut donc que rejoindre les conclusions présentées par l'universitaire algérien Hassan Remaoun lors du colloque « *Politique et religion* » organisé près d'Alger en mai 1993 :

« Si la séparation des sphères du religieux et du politique est un phénomène qui émerge en premier lieu dans la période moderne et contemporaine et au sein du monde occidental, rien ne prédestinait ce dernier plus que d'autres à cette situation, sinon que la conjoncture d'un certain nombre de hasards historiques en a fait le centre d'un processus d'universalisation du devenir humain d'une vitalité et d'une ampleur inconnues jusqu'ici. L'éclatement du carcan féodal sous l'impact d'un épa-

nouissement sans précédent des rapports marchands, le processus du savoir et de la pensée par rapport à la théologie, la révolution industrielle et la révolution démocratique ont indubitablement mené à la libération de l'individu vis-à-vis des liens communautaires traditionnels et à la sécularisation de la société et du politique. » [23]

Ajoutons seulement qu'aux facteurs de « vitalité » du processus mondial de laïcisation énumérés dans ce texte remarquable s'ajoute, à l'aube du XXI^e siècle, un élément nouveau, qui pourrait bien se révéler décisif. Les femmes, presque totalement absentes de l'histoire des luttes pour la laïcisation jusqu'au XX^e siècle, alors même qu'elles étaient les premières victimes des lois patriarcales à caution religieuse, sont entrées en mouvement pour la conquête de leurs droits, et ce mouvement vaste et multiforme touche aujourd'hui tous les continents, toutes les aires de civilisation. Dans ce combat difficile, mais essentiel, les femmes, et les hommes qui en comprennent le sens et s'y associent, ne peuvent vaincre qu'en ôtant au pouvoir masculin l'arme qui l'a si bien protégé jusqu'à aujourd'hui, sa légitimation par la volonté divine. Il leur faut opposer aux prétendus commandements de Dieu le droit des êtres humains des deux sexes à l'égalité, un droit qu'aucun discours religieux ne peut fonder, ce qui revient à séparer fermement et sans ambiguïté politique et religion. « Le mouvement féministe est né au XVII^e siècle, et il a eu un certain impact dans l'Europe occidentale. Mais en Asie, en Afrique, en Amérique latine, les femmes sont tellement opprimées socialement, économiquement, politiquement que leur libération sera impossible sans une transformation radicale des structures de la société et de l'Etat, ni sans rompre les chaînes de la religion. » [24]

Ces mots de Taslima Nasreen dessinent une voie d'avenir. La séparation du politique et du religieux permettra seule de s'y avancer.

Bibliographie sommaire
(écrits contemporains seulement)

AMIR-SHAHY Mahshid, *Hezarbisheh, Views, reviews interviews*, Baran (Suède), 2000 [écrits de la décennie 1990-2000 pour une démocratie laïque en Iran et dans le monde dit musulman].

BOUCHET Gérard, *Laïcité, textes majeurs pour un débat d'actualité*, Paris, Colin, 1997.

BOUSSINESQ Jean, *La laïcité française*, Seuil, 1994.

CHARFI Mohamed, *Islam et liberté, le malentendu historique*, Paris, Albin Michel, 1999 [l'auteur a été ministre de l'Education et des Sciences en Tunisie de 1989 à 1994].

HASQUIN Hervé (dir.), *Histoire de la Laïcité, principalement en Belgique et en France*, Bruxelles, La Renaissance du livre, 1979.

Ibn WARRAQ, *Why I am not a Muslim*, New York, Prometheus Books, 1995. [remarquable plaidoyer pour la laïcité (*secularism*)].

KAMEL, Henri, *L'éveil de la tolérance*, Hachette, 1967 [la question de la tolérance en matière de foi dans l'Europe des XVI^e-XVII^e siècles].

KAMRANE Ramine, *La fatwa contre Rushdie, une interprétation stratégique*, Paris, Kimé, 1997 [un cas d'école de la manipulation du religieux à des fins politiques : l'affaire Rushdie].

de LIBERA Alain, *La philosophie médiévale*, Paris, PUF, 1993 [notamment les chapitres consacrés à la *falsafa* dans l'islam oriental et occidental].

MINOIS Georges, *Histoire de l'athéisme*, Fayard, 1998 [L'athéisme dans l'antiquité grecque et romaine, le Moyen-âge occidental, l'Europe moderne et contemporaine].

NASREEN Taslima, *Lajja*, Paris, Stock, 1997 [la question de l'avenir laïque du Bangladesh à l'arrière-plan de ce roman, paru en

bengali à Calcutta en 1993].

PENA-RUIZ Henri, *La laïcité*, Paris, Flammarion (collection Dominos), 1998.

Politique et religion, colloque des 13 au 13 mai 1993 à Sidi Fredj, Algérie, ed. El-Adib, Alger, 1998.

Politique et religion en pays d'islam, revue Confluences Méditerranée, Paris, L'Harmattan, n° 38, printemps 2000.

Pour Rushdie, Cent intellectuels arabes et musulmans pour la liberté d'expression, La Découverte/Colibri, 1993 [contient plusieurs articles sur la question de la « séparation de la mosquée et de l'Etat »].

SAADA-GENDRON Julie, *La tolérance*, textes choisis, Paris, GF-Flammarion, 1999.

VERNET Juan, *Ce que la culture doit aux Arabes d'Espagne*, Sindbad, 1985.

ZAKARIYA Fouad, *Laïcité ou Islamisme, les Arabes à l'heure du choix*, Paris, La Découverte, 1991 (titre original *al-Sahwa al-islamiyya fi mîzân al-'aql*, Le Caire, ed. Al-Fikr, 1989).

Notes

1- A. LAMCHICHI, « Au delà du laïcisme autoritaire et de l'islamisme radical, les enjeux de la démocratie pluraliste », revue *Confluences Méditerranée*, printemps 2000, p. 132.

2- Fouad ZAKARIYA, *Laïcité ou Islamisme, les Arabes à l'heure du choix*, Le Caire 1989, (1991 pour la traduction française aux éditions La Découverte), p. 45

3- Pierre RONDOT, « La laïcité en pays musulman », in *La Laïcité*, colloque du Centre de sciences politiques de Nice (1959), PUF, 1960, p. 118.

4- Saint Jean CHRYSOSTOME, *Homélie sur la Genèse* (vers 470), cité par Pierre DUHEM, *Le système du monde, Histoire des doctrines cosmologiques de Platon à Copernic*, Tome 2, Paris, Herman, 1958 (rééd.), p. 137.

5- Saint AUGUSTIN, *La Genèse au sens littéral*, (vers 416), Desclée de Brouwer, 1972, p. 161.

6- En particulier dans sa Lettre CLXXXV au comte Boniface, texte qui sert pendant des

siècles en contexte chrétien de justification théologique au recours au « bras séculier » pour frapper les hérétiques. Voir à ce sujet Julie SAADA-GENDRON, *La tolérance*, textes choisis, Paris, GF Flammarion, 1999, p. 87 et suiv.

7- Cité et commenté par Georges de LA-GARDE, *La Naissance de l'esprit laïque à la fin du Moyen-âge*, Louvain / Paris, ed. Nauwelarts, 1956 (2^e édition), tome I, p. IX.

8- Juan VERNET, *Ce que la culture doit aux Arabes d'Espagne*, Sindbad, 1985, p. 24.

9- IBN WARRAQ, *Why I am not a Muslim*, New York, Prometheus Books, 1995, p. 266. L'auteur consacre à al-Razi plusieurs pages éclairantes (p. 266-269). Voir aussi le chapitre intitulé « Heretics and heterodoxy, atheism and freethought, reason and revelation », p. 243-260.

10- Résumé dû à « l'éminent islamisant P. Lory » (Alain de LIBERA, *La philosophie médiévale*, Paris, PUF, 1993, p. 103).

11- Alain de LIBERA, id, p. 103 et 105.

12- Incidemment, on voit comme il est simpliste d'opposer christianisme et islam au motif que le second serait, à la différence du premier, une « religion sans clergé » (sous-entendu : impossible dans ces conditions d'y séparer le politique du religieux). D'une part, on rencontre au moins un clergé dans le monde musulman, le clergé chiite. D'autre part, il existe bien, chez les sunnites eux-mêmes, des spécialistes qualifiés en matière religieuse, que l'histoire montre tout à fait capables d'user des mêmes méthodes d'intimidation des pensées hétérodoxes que le clergé hiérarchisé du christianisme. Par rapport à la question traitée ici, c'est évidemment l'essentiel.

13- L'Andalousie était depuis longtemps un foyer philosophique et scientifique particulièrement riche. On sait peu de chose de la production des premiers intellectuels rationalistes andalous, dont la production fut en grande partie détruite dans les *auto-da-fe* ordonnés par le calife Al-Mansûr peu avant l'an 1000. Mais, comme le remarque A. de Libéra après Renan, « pourquoi y aurait-il eu tant de censures ou de dénonciations pas-

sionnées des fâlasifa, des philosophes, s'il n'y avait eu, à l'époque, rien à censurer ? » (p. 143).

14- Il est significatif que le pieux Ibn Hazm de Cordoue (994-1064), auteur d'un volumineux *Traité sur les religions et les écoles de pensée* (« le premier traité d'histoire comparée des religions qui ait été écrit tant en arabe que dans une autre langue » selon l'islamologue Henri Corbin, *Histoire de la philosophie*, Pléiade, tome I), croie nécessaire d'exposer en détail, avant de les réfuter, les opinions des « sceptiques » pour qui on ne peut rien savoir de la divinité, et celles des « athées et matérialistes » pour qui le monde n'a pu être créé.

15- On peut citer, pour donner une idée de l'audace de cette pensée, ce jugement extrait de son *Commentaire sur la République de Platon* : « Dans la mesure où des femmes manifestent des dispositions éminentes, il n'est pas impossible qu'il y ait parmi elles des philosophes et des gouvernants » (*Commentary on Plato's Republic*, non traduit en français, 455 E.

16- cf. IBN RUSDH / AVERROES, *Discours décisif (Façl el-maqâl)* ed. bilingue GF-Flammarion, 1996, p. 163-165.

17- Ibn Warraq (voir bibliographie) consacre un chapitre de son livre à cet important poète (903-1057) surnommé le Lucrèce oriental (voir p. 282-289).

18- Alain de LIBERA, *Penser au Moyen-âge*, Paris, Seuil, 1991.

19- John LOCKE, *Lettre sur la tolérance*, Paris, ed. 1001 nuits, 1998.

20- On voit aussi qu'il est bien imprudent de faire de la laïcité une « exception française », comme on le croit encore souvent aujourd'hui, tout au moins en France. Ce n'est pas davantage une exclusivité des pays catholiques : l'opposition qu'on croit parfois pouvoir établir entre sécularisation en pays protestant (par consensus entre les Eglises et la société) et laïcisation en pays catholique (impliquant une rupture avec l'Eglise) n'est pas très probant. Après tout, l'idée d'Etat neutre en regard des confessions est née dans un contexte protestant et anglican

(les Pays-Bas, l'Angleterre et ses colonies d'Amérique du Nord). Elle a dû, avant de s'imposer, elle aussi affronter et vaincre l'hostilité des clergés nationaux. Il est vrai que la position hégémonique du catholicisme dans certains pays européens a parfois donné à ce processus de laïcisation des institutions une allure particulièrement rude.

21- Les tentations du recours aux « valeurs chrétiennes », fallacieusement assimilées à celles de la démocratie, n'ont pas disparu de l'arsenal politique de bien des gouvernants de pays européens, comme le prouve la ré-

férence aux « valeurs chrétiennes » de la première rédaction de la Charte européenne des droits fondamentaux (octobre 2000), modifiée *in fine*. Le cours de religion (chrétienne, en règle générale) figure toujours dans l'emploi du temps de la plupart des élèves des pays de l'Union européenne, et bien des clergés continuent d'être partiellement financés directement ou indirectement sur fonds publics (y compris dans le cas français).

22- source : Axel Freiherr von CAMPENHAUSEN, *L'Eglise et L'Etat en France*, ed. de

l'épi, 1964, p. 77-84 (« la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans les Territoires d'Outre-Mer »).

23- *Politique et religion*, éditions El-Adib, Alger, 1998, p 41. La communication d'H. Remaoun a pour titre « A propos de la relation entre sphères du politique et du religieux : en questionnant l'histoire du monde occidental »,

24- Taslima NASREEN, « Femmes, manifestez-vous ! » (recueil d'articles publiés au Bangladesh en 1989 et 1990), Paris, éditions des Femmes, 1994, p. 20

« Ce n'est pas ce que je ne comprends pas de la Bible qui m'inquiète, c'est ce que je comprends. »
(Mark Twain)

« La fierté de Maara, c'était d'être la patrie de l'une des plus grandes figures de la littérature arabe, Aboul-Ala al-Maari, mort en 1057. Ce poète aveugle, libre penseur, avait osé s'en prendre aux mœurs de son époque, sans égard pour les interdits. Il fallait de l'audace pour écrire :
"Les habitants de la terre se divisent en deux, Ceux qui ont un cerveau, mais pas de religion, Et ceux qui ont une religion, mais pas de cerveau". »
(Amin Maalouf)

Benoit Mély

Il est difficile d'évoquer la perte d'un ami et d'un camarade disparu dans des circonstances si étranges à la fin de ce printemps 2003... « *nous sommes devant un corps gisant qui s'estompe, devant une forme claire qui eut des rossignols et nous la voyons se cribler de trous sans fond...* » Quelques jours auparavant, nous manifestations, espérant que notre combat ouvrirait une issue contre le capital. Benoît détestait l'emphase, mais on peut dire qu'il a été un révolutionnaire essayant de mener dans sa vie et dans ses écrits une existence en rupture avec la bourgeoisie et l'obscurantisme religieux. Peu avant cette mort, terrible et inattendue, il était à la station Denfert-Rochereau, à quatre heures du matin, au coude à coude avec des traminois, des cheminots et des instituteurs, essayant d'étendre cette grève qui aurait dû être générale. Il y a dans la mort d'un ami quelque chose de frus-

trant et d'absurde, mais dans le cas de Benoît, on a l'impression que son angoisse du temps nous a laissés dans l'attente exaspérante de la poursuite de discussions qu'il fallait toujours interrompre à mi-course.

Beaucoup de ceux, parmi nous, qui avons milité dans l'OCI (devenue ensuite PCI) connaissaient la détermination de « Kazan ». En même temps, c'était une personne qui n'avait jamais accepté les rapports de violence entre militants. Dans les débats les plus âpres, il avait toujours été d'une extrême dignité, respectant les personnes, refusant l'anathème, le mensonge ou les petites filouteries qui étaient souvent le lot de la vie militante de cette époque. Quand bien même son intégrité pût le desservir. Cela apparaissait presque pour de la naïveté et nous en avions parfois plaisanté. Et à la fois, c'était quelqu'un qui acceptait la critique ou la moquerie sans en prendre ombrage avec une

exceptionnelle noblesse d'esprit. Dans le PCI, refusant la politique de plus en plus opportuniste de Lambert et du Cambadélis d'alors (ex « *Kostas* »... l'actuel ne vaut guère mieux), Benoît sera une des victimes de la purge des « traîtres », « félons », « agents fractionnistes justiens » (...du Grand Kapital, CQFD), Stéphane, François, Yann, Claude, etc.... Intellectuel brillant, c'était quelqu'un de très pudique, sans la moindre arrogance. C'est comme pour s'excuser qu'au détour d'une conversation, nous avons appris qu'il avait été admis à l'École Normale Supérieure (la prestigieuse *rue d'Ulm*), à l'âge de 19 ans. Trois ans plus tard, il était agrégé de lettres classiques.

Et là, plutôt que de devenir un universitaire carriériste (parmi tant d'autres), il décide de rompre avec ce parcours tout tracé et se consacre à l'enseignement en collègue. Il était toujours passionné par l'instruction des enfants les plus modestes. Le sens de son itinéraire se voulait en rupture avec la classe dominante, avec la bourgeoisie, à telle enseigne que son dernier poste à Bagneux se trouvait même en ZEP.

Parallèlement, il mènera un combat syndical dans le SNES (au sein de la FEN et ensuite de la FSU). Ce combat, c'était celui de l'unité des salariés contre le capital, pour la culture et pour la laïcité. Il mènera de front (hélas, son travail démentiel a peut-être été la cause de sa mort) son activité politique et syndicale, sa tâche de pédagogue et un travail de recherche exigeant et original. Passionné de pédagogie, il est membre de l'ICEM et participe aux travaux des groupes Freinet.

Il milite d'abord au sein de la tendance Front Unique Ouvrier et ensuite avec le groupe de Stéphane Just. A la

suite de l'OPA menée par la LCR dans la FSU, il rallie la tendance École Émancipée (*Stambul*), voulant mener le combat pour l'indépendance de classe et contre la subordination de la FSU à la politique du gouvernement (nul besoin d'épiloguer sur le comportement des apparatchiks, osant découvrir des « avancées significatives » et des « *bougées* » chez Ferry, Darcos et Raffarin...)

En 1981, il passe une thèse de III^e cycle consacrée à Rousseau. En 1985, *Jean Jacques Rousseau, un intellectuel en rupture* est publié aux Éditions Minerve. L'ouvrage aborde le cas exceptionnel et révolutionnaire de Rousseau, premier « intellectuel » au sens moderne, vivant de ses écrits et menant un combat de rupture contre l'ordre établi.

Son activité de recherche, qui le passionnait, le conduit à reprendre des études de Sciences de l'Éducation. En 1996 (pour fêter la visite du Pape Wojtyla !), il passe une nouvelle licence, une maîtrise et présente brillamment un DEA intitulé « Religion et Laïcité à l'école publique en Allemagne, en Belgique et dans le Royaume – Uni ». Il se replonge dans l'étude de l'anglais et de l'allemand afin d'avoir accès aux textes originaux. Le combat contre l'obscurantisme et pour la Laïcité va le voir s'engager sans hésitation dans le comité pour la défense de Salman Rushdie. Et il faut dire qu'à l'époque, bien peu de gens tenaient en France à le soutenir. Il noue des liens avec des militants laïques algériens et iraniens, réfugiés en France. Quand éclate l'affaire Taslima Nasreen, il est à la pointe du combat contre la religion et contre l'oppression des femmes. On lui doit, dans ce cadre, la rédaction d'une brochure consacrée à Giordano Bruno et la réalisation collective du premier

ouvrage en France destiné aux élèves retraçant la vie et l'œuvre de Taslima Nasreen. A l'époque, il était de bon ton de considérer dans les cénacles politiques et scolaires que la laïcité était un combat dépassé (« o tempora, o mores ! »). Le silence à propos de la laïcité des Stasi et autres Chirac, Raffarin et Lang était alors assourdissant !

A l'époque il avait entrepris des démarches pour mettre en place une formation des enseignants sur la laïcité. Bien évidemment les autorités du Rectorat de Versailles n'y ont jamais donné suite ! A l'heure où des Jean Baubérot et autres Régis Debray prônent une « laïcité ouverte » ou l'enseignement du « fait religieux », cette initiative était absolument incongrue pour les tenants de l'ordre et des églises.

Son « grand œuvre » va être la réalisation de sa thèse : *La question de la séparation des églises et de l'école dans quelques pays européens (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie 1789-1914)* Son investissement dans le mouvement de mai-juin fera qu'il demandera à ne pas présenter son travail en juin. C'est une horreur que sa mort, à 51 ans, nous ait arraché à la possibilité d'entendre sa soutenance. C'est donc à titre posthume que cette thèse fut présentée à La Sorbonne, le samedi 11 octobre 2003.

C'est un ouvrage important à plusieurs titres et qui marque, là aussi, une rupture avec les confusions (souvent caricaturales) concernant la laïcité. Sa thèse s'articule autour de trois questions :

- Qu'en est-il de la prétendue « *exception française* » ? Cette singularité ne doit-elle pas être mise en rapport avec l'ensemble du mouvement européen de sécularisation.
- Peut-on postuler une unité fonda-

mentale de ce mouvement de laïcisation, ou n'a-t-il en commun que ses adversaires ?

• Dans quelle mesure la lutte pour la laïcité scolaire s'inscrit-elle dans la modernité ?

Il est évident que l'originalité du travail de Benoît Mély mené avec la probité scrupuleuse que nous lui connaissions va marquer. Il est d'ailleurs à craindre sa thèse ne soit instrumentalisée par les adeptes de la « laïcité à la française ». Il serait absolument primordial qu'elle soit publiée, divulguée et popularisée par une grande maison d'édition afin d'armer les militants et les révolutionnaires face aux échéances qui ne manqueront pas de surgir.

A n'en pas douter 2005 va être l'occasion pour tous les calotins de célébrer le centenaire de « l'exception laïque à la française » pour mieux finir de l'étrangler. Quand on lit les conclusions « laïques » de la « Commission Stasi », on aura vite compris. Au-delà de quelques propos folkloriques, le choix de Chirac (et de son ami Stasi) est limpide : aumôneries à tous les étages, reconnaissance de toutes les lois et dérogations anti-laïques, rétablissement rampant de l'enseignement confessionnel et financement accru de toutes les religions (« plus généralement, il faut veiller à ce que soient traitées de manière égale toutes les familles spirituelles, notamment sur le plan fiscal... »). L'Église catholique a, de fait, échappé à la loi de 1905, grâce aux accords de 1924 concer-

nant les « associations cultuelles et diocésaines ». Le 11 mai 1996, un article publié dans *Le Monde* annonçait déjà la triste réalité (qui n'a fait qu'empirer avec les « accords Lang-Cloupet ») : L'état avait versé (cette année-là) 40 milliards à des organismes catholiques, « ce montant équivaut à près de 12 % de l'impôt sur le revenu, soit un pourcentage supérieur à celui de l'Allemagne, où l'impôt ecclésiastique, officiellement reconnu, représente de 8 à 10 % de ce prélèvement obligatoire [...] Après un siècle de laïcité [...] la France est revenue à l'antique dîme [...] qui avait été supprimée par la Révolution. » La thèse de Benoît Mély est au cœur du débat actuel, particulièrement biaisé et détourné.

Pour conclure, il serait absurde de réduire la vie de Benoît Mély à une existence désincarnée de militant. Benoît était aussi un ami, sur qui l'on pouvait compter, avec qui nous avions des débats parfois passionnés ou joyeux. Il était comme nous, non seulement anticlérical mais aussi antireligieux, en un mot : ATHÉE (à l'heure actuelle, ce sont des termes absolument inconvenants)

Je pense aux discussions parfois comiques ou absurdes (mais c'est aussi la vie) que nous avons eues avec lui : Yann Orveillon, sa compagne Maryline Coffre, Sylvie Leprince, Claude Monnier et moi-même. Et comment ne pas évoquer ses autres amis : Maryvonne Connan, Olivier Vinay, Philippe Benoit, Ramine Kamrane, Eric

Tollénaere, Hervé Lemoine... A Brétigny, le 27 juin, nous faisons une fête des grévistes entre enseignants, camarades de la RATP, de la SNCF, de la SNECMA, chômeurs. Jacky Assoun, Vincent Présumey, Claude Monnier, étaient là. C'était le soir même de la crémation. Nous avons évoqué le combat de Benoît qui était aussi le nôtre, et nous avons fait la fête. Benoît Mély était latiniste, helléniste et passionné des Lumières. C'était finalement une belle cérémonie païenne. Sa sœur Isabelle, sa compagne Maryline, ses enfants Lucie et Laurent ont certainement perdu beaucoup. Nous aussi i Hasta siempre !

St Michel s Orge, le 14 janvier 2004

F. Pallarés Aran

Itaque

« Quand tu partiras pour Itaque,
souhaite que le voyage soit long,
riche en aventures et en connaissances
[...]

Tu pénétreras dans des ports vus
Pour la première fois,
Dans ta quête insatiable d'innombrables cités,
avide de t'instruire
Après de tous leurs sages.

Bon voyage aux guerriers
Qui sont restés fidèles à leur peuple... »

Constantin Cavafis,
adaptation de Lluis Llach

Le « Pacte de Genève » (dit aussi les Accords de Genève) a fait l'objet d'une publicité importante dans la presse et les médias mondiaux. L'apparent réalisme politique, face à une situation certes tragique, a conduit de nombreux observateurs, dont certains qui ont manifesté leur solidarité avec la résistance du peuple palestinien, à faire l'impasse sur le sens effectif de ces accords pour l'essentiel du peuple palestinien et des peuples opprimés de la région. Il ne faut pas se laisser duper par la polémique entre le gouvernement Sharon qui attaque le « Pacte de Genève » et ses initiateurs, qui n'ont pas caché leurs liens avec un secteur de l'État américain. Le « Pacte » a été présenté comme étant une « nouvelle chance pour la paix » et favorable aux Palestiniens. Ce n'est l'avis ni de Michel Staszewski, ni de Ilan Pappé, dont nous publions deux textes mis sur le site de A l'Encontre.

Michel Staszewski est un militant de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique. Son analyse des accords a été publiée dans *Points Critiques*, organe mensuel de l'Union, n° 242, janvier 2004. Ilan Pappé est un historien critique israélien qui a écrit de nombreux ouvrages, dont un est paru en français au bons soins de Eric Hazan, *La guerre de 1948 en Palestine, aux Origines du Conflit Israélo-Arabe*, Éditions La Fabrique, Paris, 2000. Son article a été publié dans la *London Review of Books* du 18 décembre 2003 et traduit par Charles-André Udry. D'autres documents critiques sur le « Pacte de Genève » se trouvent sur le site de A l'Encontre.

L'Initiative de Genève : une chance pour la paix ?

À en croire les grands médias, la paix et la réconciliation tant attendues seraient enfin à portée de main. Abandonnant la politique « des petits pas », des personnalités courageuses, tant palestiniennes qu'israéliennes, se seraient attaquées à toutes les questions difficiles et auraient trouvé, pour chacune d'entre elles, et dans les moindres détails, la meilleure solution possible. Il suffirait que les opinions publiques israélienne et palestinienne portent au pouvoir des représentants politiques par-

tisans de l'initiative de Genève pour que ce conflit, vieux de plus d'un siècle, soit résolu.

Une lecture attentive du contenu de ce projet d'accord me conduit à un jugement très déférent.

Le texte publié est, tout d'abord, très incomplet. Il est dépourvu de ses très nombreuses annexes censées fournir les détails de chacun de ses articles. C'est ainsi que manquent des éléments aussi importants que la délimitation exacte des territoires respectifs ou la composition des groupes de civils et de militaires chargés de veiller à l'application des accords. Et le problème essentiel de la répartition des ressources en eau n'est pas du tout abordé.

D'autre part, le caractère extrêmement déséquilibré de ce document le rend difficilement acceptable pour la grande majorité des Palestiniens, qu'ils résident en Palestine, en Israël ou ailleurs. Examinons-en quelques points.

Le territoire de la Palestine mandataire serait divisé sur la base de la frontière du 4 juin 1967, c'est-à-dire que 78 % des terres seraient attribuées à l'État d'Israël et 22 % à l'État de Palestine. Rappelons que le principe de cette répartition très inégale est officiellement accepté par l'OLP depuis les Accords d'Oslo de 1993. Les négociateurs israéliens ont cependant obtenu l'échange de territoires cisjordanien fortement peuplés de colons juifs contre un territoire israélien jouxtant le sud-ouest de la Cisjordanie et une bande de terre longeant la bande de Gaza. Pour qui connaît un peu la géographie locale, il est clair que cet échange est très inéquitable du point de vue de la pluviométrie. Cette inégalité pourrait néanmoins être compensée par un partage équitable des ressources globales en

eau... qui n'est pas du tout garanti par le texte actuel puisque l'article consacré à la répartition des ressources en eau reste à rédiger. Un corridor, ouvert en permanence, sous administration palestinienne mais sous souveraineté israélienne, relierait la Cisjordanie à la bande de Gaza. Des « barrières de défense » seraient construites le long de ce corridor, en territoire israélien.

Pour ce qui concerne Jérusalem, le projet prévoit que la ville serait à nouveau divisée. Le seul endroit où l'on pourrait, en principe, circuler librement d'une zone à l'autre serait l'intérieur de la vieille ville (un territoire minuscule en comparaison de l'agglomération entière), mais à chacune de ses portes serait établi un poste de douane donnant accès soit à l'État de Palestine soit à celui d'Israël. La répartition inégale du territoire de la vieille ville (trois quarts pour la Palestine, un quart pour Israël) ne doit pas faire illusion : dans la mesure où l'ensemble de la vieille ville se trouve à l'est de la « Ligne verte » [1], c'est bien l'État israélien qui serait gagnant dans l'affaire. De plus, le grand cimetière juif du Mont des Oliviers, situé à l'Est de la vieille ville, demeurerait sous administration israélienne. Pour le reste, Jérusalem-Ouest resterait entièrement sous contrôle israélien alors que les nombreuses colonies juives construites depuis 1967 autour de Jérusalem-Est seraient annexées à l'État d'Israël.

Environ quatre des six millions de Palestiniens sont des exilés ou des descendants des exilés de 1948. Le droit au retour des exilés est un droit humain essentiel reconnu internationalement. Que les Palestiniens acceptent d'en faire un objet de négociation, prenant ainsi en considération les angoisses démographiques des Israéliens, devrait être considéré par

ces derniers comme une offre extrêmement généreuse. Or le projet d'accord implique que les Palestiniens renoncent à leur droit au retour sans même que soit reconnu le bien fondé de ce droit ni la moindre responsabilité israélienne dans cette affaire. Le nombre d'exilés autorisés à se réinstaller en Israël serait « laissé à la discrétion souveraine d'Israël ». L'État d'Israël accepterait néanmoins de contribuer à un fonds d'indemnisation pour les propriétés palestiniennes « perdues ».

Un article du projet d'accord où apparaît de manière particulièrement flagrante son caractère déséquilibré (doux euphémisme) est celui qui concerne la « sécurité ». Il semble, à lire les détails de cet article, que la création d'un État palestinien indépendant à ses côtés représente pour l'État d'Israël un danger vraiment terrible. Jugez-en plutôt. Alors qu'il est prévu qu'Israël conserve la souveraineté absolue sur son territoire et l'intégralité de son équipement militaire (rappelons que « Tsahal » est une des armées les mieux équipées du monde et qu'il est de notoriété publique qu'Israël possède des armes nucléaires), l'État palestinien, uniquement doté d'une « puissante force de sécurité » chargée de missions de police, serait démilitarisé et devrait s'en remettre pour sa sécurité extérieure à une « Force multinationale ». Cette Force, stationnée seulement en territoire palestinien (y compris sur l'Esplanade des Mosquées/Mont du Temple), ferait partie intégrante du « Groupe d'Application et de Vérification », composé de représentants des États-Unis, de la Russie, de l'Union européenne et des Nations unies. Sa composition, sa structure et ses effectifs devraient faire l'objet d'une annexe non publiée à ce jour. Des éléments de l'armée israélienne reste-

raient présents dans la vallée du Jourdain durant 36 mois et dans deux « stations d'alerte lointaine » situées dans le Nord et l'Est de la Cisjordanie durant 10 ans. L'aviation militaire israélienne garderait le droit d'utiliser l'espace aérien de l'État palestinien. La Force multinationale serait présente aux frontières de l'État de Palestine avec la Jordanie et l'Égypte ainsi que dans les ports et les aéroports palestiniens... dans lesquels les Israéliens pourraient maintenir pendant plusieurs années « une présence discrète ». En Cisjordanie, des « routes désignées », reliant Jérusalem à Tibériade, la Mer morte, Bethléem et Hébron, seraient contrôlées conjointement par la police palestinienne et la Force multinationale pour garantir la sécurité des Israéliens qui les fréquenteraient. La « lutte contre le terrorisme » serait supervisée par un « Comité de sécurité triangulaire » composé d'Israéliens, de Palestiniens et... d'Américains.

La situation actuelle des habitants des Territoires occupés est si épouvantable que la concrétisation d'un tel projet d'accord représenterait pour eux un progrès considérable. Les exilés y gagneraient, pour leur part, le droit de s'installer définitivement dans un pays d'accueil ou dans l'État de Palestine indépendant et seraient indemnisés pour la perte de leurs propriétés situées sur le territoire de l'État d'Israël. Par contre, les Palestiniens citoyens de ce même État et les quelques exilés autorisés à les rejoindre se verraient confirmés dans leur position de minorité tolérée dans « l'État du peuple juif » (preamble du projet d'accord). Car, comme l'affirmait récemment Amram Mitzna, l'ancien président du parti travailliste israélien, en signant un tel accord, les Palestiniens reconnaîtraient « pour la première fois dans l'histoire » « l'État

d'Israël comme l'État du peuple juif, et ce à jamais. » [2] Il est en effet expressément prévu que la mise en œuvre de cet accord « mettra fin à toutes les réclamations des Parties découlant d'événements antérieurs à sa signature » (art. 1). Et Mitzna d'ajouter : « Ils ont renoncé au droit au retour en Israël, assurant ainsi que notre État conserverait une majorité juive stable et solide » [3]. Pour ce qu'il est convenu d'appeler la « gauche sioniste », ce projet d'accord représente en effet une solution de rêve. Non seulement il « bétonne » le caractère majoritairement juif de l'État d'Israël, mais il permet d'annexer les territoires colonisés les plus peuplés de Cisjordanie, permettant ainsi de réduire considérablement le nombre de colons mécontents d'un tel accord. De quoi espérer une victoire électorale aux prochaines élections ?

L'« Accord de Genève » n'est conforme ni au principe d'équité ni au droit international. Il est basé sur un rapport de force qui permet de faire accepter aux négociateurs palestiniens les « lignes rouges » de la « gauche sioniste ». Vu la situation catastrophique de leur peuple et le rapport de force à ce point en leur défaveur, il est pourtant possible qu'un accord de ce type (qui prévoit aussi la libération graduelle de tous les prisonniers politiques) soit un jour accepté par des négociateurs palestiniens officiels. Mais comme il n'a pas grand-chose à voir avec la justice, il ne conduira sûrement pas à une véritable réconciliation. Il ne mettra pas définitivement fin au conflit.

Cela étant dit, on est aujourd'hui très loin de la conclusion d'un tel accord. Je crains fortement que l'encensement médiatique de l'« Initiative de Genève » ne contribue, comme l'avait fait la signature des Accords d'Oslo (de véritables accords, ceux-là) à oc-

culter la situation sur le terrain et à démobiliser les opinions publiques face aux crimes qui se commettent quotidiennement sur ordre du gouvernement israélien. Je demande à ceux qui dépensent tant d'énergie pour dé fendre et pour faire connaître en Europe l'Initiative de Genève, d'en consacrer un peu pour pousser nos représentants politiques à exercer de réelles pressions sur le gouvernement israélien, pour qu'il ordonne le démantèlement de la « clôture de sécurité » qui enferme les populations palestiniennes dans des ghettos invivables, pour le retrait de l'armée des villes et villages palestiniens, pour la libération des prisonniers politiques détenus illégalement, pour que le rapport du Rapporteur Spécial de l'ONU sur la terrible crise alimentaire qui frappe les Territoires occupés soit enfin rendu public [4], pour soutenir les militaires « refuzniks » et les autres activistes israéliens qui se battent contre les « attentats ciblés », les destructions de maisons et de cultures, les confiscations de terres, les humiliations quotidiennes aux check points, etc. C'est là que réside la plus grande urgence.

Notes

[1] La Ligne verte est la frontière du 4 juin 1967.

[2] MITZNA, A., « Voilà pourquoi M. Ariel Sharon a peur », in *Le Monde Diplomatique*, déc. 2003, p. 19.

[3] Ibid.

[4] La publication officielle de ce rapport, pourtant disponible depuis le mois de septembre dernier, n'a pas encore eu lieu, du fait de pressions efficaces exercées par le gouvernement israélien et ses soutiens extérieurs. Son texte intégral est néanmoins disponible sur Internet, par exemple sur la page <http://www.reseauvoltaire.net/rapport-ziegler.html>.

La bulle de Genève : la préhistoire des récentes propositions

Bien que nous vivions dans une époque d'intense et intrusive couverture médiatique, les télé-spectateurs en Israël ont à peine réussi à disposer d'un aperçu des réunions qui ont produit l'Accord de Genève. Le clip que nous avons vu en novembre 2003 montrait un groupe d'écrivains israéliens célèbres et de militants pour la paix criant face à un groupe de Palestiniens peu connus et plutôt intimidés, des officiels de l'Autorité Palestinienne pour la plupart. Abba Eban [1915-2002 : diplomate israélien, longtemps auprès de l'ONU ; il fut à diverses reprises ministre, entre autres des Affaires étrangères, visant sans cesse à resserrer les liens avec les États-Unis] a dit un jour que les Palestiniens n'avaient jamais manqué une occasion de manquer une occasion et c'est cela, plus ou moins, que les Israéliens ont dit. Que les Palestiniens devaient se le tenir pour dit : c'était maintenant leur der-

nière chance, et l'offre qui leur était faite était la meilleure et la plus généreuse qu'Israël leur ait jamais faite jusqu'ici.

C'est une scène familière. Les différents mémoires produits par les acteurs principaux des Accords d'Oslo indiquent que ce qui a été dit là-bas est à peu près de même nature, et des fuites concernant le Sommet de Camp David, en 2000, décrivent des échanges similaires entre Clinton, Barak et Arafat. En fait, le ton et l'attitude des Israéliens ont à peine changé depuis que le désespoir britannique a conduit à ce que la question de la Palestine soit transférée à l'ONU à la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'ONU était alors une organisation jeune et inexpérimentée, et les gens pour lesquels elle était censée trouver une solution ne savaient pas du tout que faire. L'Agence Juive a avec joie rempli le vide en exploitant au maximum le désarroi et la passivité des

Palestiniens.

En mai 1947, cette Agence livra un plan complet avec une carte au Comité Spécial de l'ONU en Palestine (UNSCOP) [1] proposant la création d'un État Juif sur plus de 80 % de la Palestine (plus ou moins la configuration actuelle d'Israël sans les Territoires Occupés). En novembre 1947, le Comité réduisit l'État Juif à 55 % de la Palestine et transforma le plan en Résolution 181 de l'Assemblée Générale de l'ONU.

Son rejet par la Palestine ne surprit personne, les Palestiniens s'étant opposés à la partition dès 1918. Le soutien sioniste était, lui, couru d'avance et aux yeux des hommes politiques internationaux, c'était une base suffisamment solide pour la paix en Terre Sainte. Cette imposition de la volonté de l'une des parties sur l'autre n'ouvrait pas précisément la voie à la réconciliation, et cette résolution déclencha une violence à une échelle inégalée dans l'histoire de la Palestine moderne.

Si les Palestiniens n'étaient pas contents de la conception sioniste de la partition, c'est que le temps était venu pour une action unilatérale. Le leadership Juif revint à sa carte de mai 1947, en montrant clairement quelles parties de la Palestine étaient convoitées pour le futur État Juif. Le problème était qu'à l'intérieur de ces 80 % de territoire convoités, les Juifs constituaient une minorité de 40 % (660 000 Juifs et un million de Palestiniens). Mais les leaders du Yishuv [la communauté juive en Palestine] avaient anticipé cette difficulté dès le début du projet sioniste en Palestine. La solution telle qu'ils la voyaient résidait en un transfert forcé de la population indigène, afin qu'un État Juif pur puisse être établi. Le 10 mars 1948, la direction sioniste adopta l'abominable Plan Dalet [le célèbre

plan D], qui aboutit à l'épuration ethnique des régions considérées comme devant constituer la base du futur État juif en Palestine.

La Palestine n'était pas divisée, elle était détruite, et la plus grande partie de sa population expulsée. Ce sont là les événements qui déclenchèrent le conflit qui depuis n'a plus cessé. L'OLP (Organisation de Libération de la Palestine, constituée formellement en 1964] émergea à la fin des années cinquante comme une incarnation de la lutte Palestinienne pour le retour, la reconstruction et la restitution. Mais les réfugiés étaient ignorés par la communauté internationale et les pouvoirs arabes de la région. Seul Nasser sembla adopter leur cause en forçant la Ligue Arabe à exprimer sa préoccupation. Mais lorsque les néfastes manœuvres de juin 1967 s'approchèrent [guerre-éclair menée du 5 au 10 juin 1967 sous le commandement du Général Rabin, dite *Guerre des six jours*], cela ne fut plus suffisant.

En juin 1967, toute la Palestine devint Israël : la nouvelle réalité géopolitique exigea un nouveau processus de paix. D'abord ce fut l'ONU qui prit l'initiative, mais elle fut rapidement remplacée par les faiseurs de paix américains. Les architectes de la première heure de la *Pax Americana* avaient quelques idées bien à eux, mais elles furent catégoriquement rejetées par les Israéliens et ne débouchèrent sur rien. Les Américains devinrent alors les mandataires des plans de paix Israéliens. Ces derniers étaient fondés sur trois postulats : que l'épuration ethnique de 1948 ne soit pas évoquée ; que les négociations ne concernent que le futur des territoires qu'Israël avait occupés en 1967, à savoir la Cisjordanie et la Bande de Gaza ; et que le destin de la minorité Palestinienne en Israël ne fasse pas par-

tie d'un accord global. Cela signifiait donc que 80 % de la Palestine et plus de 50 % des Palestiniens devaient être exclus du processus de paix. La formule fut acceptée inconditionnellement par les États-Unis et vendue comme étant la meilleure offre possible au reste du monde.

Puis, pour un temps (jusqu'en 1977) les Israéliens insistèrent sur une autre précondition. Ils voulaient se partager la Cisjordanie avec le Royaume Hachémite de Jordanie. (L'« *option Jordanienne* », telle qu'elle fut qualifiée, plus tard, a été adoptée par l'Administration Reagan comme son propre plan de paix.) Mais lorsque le Likoud [Likoud = Rassemblement, parti de droite fondé en septembre 1973 par le général Ariel Sharon] arriva au pouvoir, en 1977, on laissa tomber cette option, le nouveau Gouvernement n'étant pas intéressé par une forme quelconque d'accord ou de compromis. Cette option fut reprise au moment du gouvernement d'unité nationale, de 1984 à 1987, jusqu'au moment où ce furent les Jordaniens eux-mêmes qui réalisèrent que le Gouvernement Israélien n'était pas prêt à leur céder, même à eux, la Cisjordanie dans sa totalité.

Puis l'occupation israélienne continua sans vergogne en l'absence d'un véritable processus de paix. Depuis le tout début de l'occupation, bien avant les attentats-suicide, il y eut des démolitions de maisons, des meurtres de citoyens innocents, des expulsions, des fermetures et des tracasseries généralisées. Les années 1960 virent l'augmentation constante du mouvement de colonisation. Elle conduisit non seulement à l'expropriation de la terre, mais à toutes sortes d'autres brutalités. Les Palestiniens répondirent alors par une forme radicale d'Islam politique qui, après vingt ans de colonisation, était

devenue la force avec laquelle il fallait désormais compter. Ce mouvement était plus audacieux dans sa résistance à l'occupation que tout ce qui avait précédé. Et il manifestait aussi une dureté aussi bien à l'égard de forces rivales palestiniennes qu'à l'égard de la population en général. Personne ne montra alors plus d'intérêt pour un effort diplomatique visant à résoudre le conflit que le Gouvernement du Likoud ne l'avait fait précédemment. Et la frustration s'intensifia dans les territoires occupés jusqu'à ce que, en décembre 1987 [Première Intifada], la population locale se soulève contre les occupants.

Après un certain temps, la violence prit fin et une nouvelle période de recherche de paix s'ouvrit, très semblable aux précédentes. Du côté Israélien, l'équipe s'était élargie et incluait maintenant des universitaires aux côtés des politiciens. Une fois de plus, c'était une tentative Israélienne de rechercher l'approbation américaine. Et une fois de plus, les Américains essayèrent d'avancer quelques idées de leur propre cru : le processus de Madrid de 1991 fut en partie une tentative américaine de justifier la première Guerre du Golfe. Il y avait là des idées avec lesquelles les Palestiniens pouvaient être d'accord. Mais c'était une affaire longue et lourde à porter et, dans l'intervalle, une nouvelle initiative Israélienne fut développée.

L'initiative comprenait une composante nouvelle. Ainsi, pour la première fois, les Israéliens cherchèrent des partenaires Palestiniens pour les aider à imposer leur plan de paix en Palestine. Ils s'adressèrent alors au sommet, c'est-à-dire aux dirigeants de l'OLP à Tunis [la direction de l'OLP, après avoir quitté le Liban, avait trouvé « refuge » en Tunisie].

Ces derniers furent attirés dans le

processus grâce à la promesse Israélienne, maintenue plus tard dans l'Article 5, clause 3, de l'Accord d'Oslo, qu'après cinq ans de soumission aux besoins de sécurité des Israéliens, les principales revendications des Palestiniens seraient mises sur la table des négociations en vue d'un accord final. Pendant ce temps, les Palestiniens seraient autorisés à jouer à l'indépendance. On leur offrit la possibilité de former une Autorité Palestinienne, décorée à l'insigne de la souveraineté, qui pourrait rester intacte aussi longtemps qu'elle prendrait des mesures draconiennes à l'encontre de tout mouvement de résistance contre les Israéliens. Pour cette raison, l'Autorité Palestinienne fit usage de cinq organisations de services secrets qui rajoutèrent les leurs aux violations des droits humains et civils commises par les occupants israéliens et celles commises par l'administration locale. La quasi autonomie de la Palestine eut peu d'influence sur l'occupation. Dans certaines régions, celle-ci fut directement renforcée, dans d'autres indirectement. Davantage de colons Juifs arrivèrent. Et les tracasseries continuèrent partout. Quand l'opposition Palestinienne répliqua par les attaques-suicide, les Israéliens enrichirent leur répertoire avec la punition collective, de telle façon que le soutien aux attentats-suicides s'élargit immédiatement.

Six ans après la signature des Accords d'Oslo, le « camp de la paix » revint une fois de plus au pouvoir en Israël, avec Ehud Barak à sa tête. Mais, une année plus tard, celui-ci devait déjà faire face à une défaite électorale, ayant été trop ambitieux dans presque tous les domaines.

La paix avec les Palestiniens semblait alors être la seule voie de salut. Les Palestiniens s'attendaient à ce que la promesse faite à Oslo constitue la ba-

se des nouvelles négociations. A leurs yeux, s'ils avaient été d'accord pour attendre cinq ans, il était maintenant temps de discuter le problème de Jérusalem, le sort des réfugiés et le futur des colonies.

Ce furent les Israéliens qui, une fois de plus, conçurent le plan. Ils y inclurent encore plus d'universitaires et d'experts « professionnels ». La direction palestinienne (qui, elle, était divisée) fut incapable de venir avec des contre-propositions sans aide extérieure. Elle chercha conseil auprès de d'instances aussi incongrues que l'Institut Adam Smith [haut lieu de la pensée néo-libérale, où Adam Smith est accolé à Hayek] à Londres.

Sans surprise, seul le plan israélien se trouva alors sur la table de négociation au sommet de Camp David, en été 2000. Ce plan, endossé par les Américains, offrait le retrait de presque toute la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, laissant aux Palestiniens à peu près 15 % de la Palestine d'origine, sous forme de petits cantons enclavés et entrecoupés par des autoroutes, des colonies, des camps militaires et des murs. Ne figurait dans ce plan ni capitale à Jérusalem, ni solution au problème des réfugiés. Une utilisation totalement abusive des concepts d'*État* et d'*indépendance* y était faite. Même le fragile Arafat, qui jusqu'alors semblait se contenter des *Salata* (les bénéfiques du pouvoir), puisqu'il n'avait jamais exercé de *Sulta* (le pouvoir effectif), ne put signer un document qui se moquait totalement de toute exigence palestinienne. Immédiatement, il fut dépeint comme un belliciste.

Des manifestants non-armés exprimèrent leur consternation en automne 2000 et l'Armée Israélienne tira sur eux. La riposte Palestinienne ne fut pas longue à venir : la résistance était maintenant militarisée. S'ensuivirent

les trois années de la seconde Intifada, puis « l'effort de paix » reprit une fois encore. Avec toujours la même formule : une initiative Israélienne, au service du public Israélien et des besoins israéliens, présentée comme compromis honnête de la part des Américains.

Trois initiatives apparurent en 2003. La première a déjà gagné le soutien américain : « la feuille de route ». A la fin de cette « route », 10 % de la Palestine sera divisée en deux immenses camps de prisonniers, l'un à Gaza et l'autre en Cisjordanie, sans aucune solution au problème des réfugiés et avec le contrôle Israélien total sur Jérusalem. Les initiateurs se cherchent encore un chef Palestinien qui leur convienne. Ayant perdu Mahmoud Abbas, ils mettent leurs espoirs en Ahmed Qoreï.

La deuxième initiative est la proposition Ayyalon-Nusseibeh, basée sur un retrait total par Israël des Territoires Occupés (exception faite du grand Jérusalem, qui constitue environ un tiers de la Cisjordanie), en échange de la promesse palestinienne de renoncer au droit au retour pour les réfugiés. Je soupçonne que Sari Nusseibeh, le président de l'Université al-Qods et ancien représentant de l'Autorité Palestinienne à Jérusalem, soit en train de répéter un stratagème qu'il a utilisé lors de la première Intifada, lorsqu'il suggéra l'annexion *de jure* des Territoires Occupés par Israël, de façon à prouver aux Israéliens qu'Israël ne pourrait par inclure la Cisjordanie et Gaza dans ses frontières en continuant à être un État Juif et démocratique. Il espère maintenant démasquer la non-volonté d'Israël de démanteler les colonies. Le plan Ayalon-Nussaibeh n'a pas réussi jusqu'à maintenant à impressionner les Israéliens. Toutefois, il a déprimé les communautés de réfugiés et je me

demande si cela en valait bien la peine. Ami Ayyalon, à la tête du Shin Bet [service de sécurité israélien, contre-espionnage, contre-terrorisme] de 1996 à 2000, vit, lui, dans l'ancien village de Ijzim, d'où la population Palestinienne fut expulsée en 1948.

Et maintenant nous avons une troisième initiative avec la bulle de Genève : une production impressionnante aussi bien en tant que document que comme cérémonie de style Hollywoodien. Elle ne deviendra probablement jamais réalité, mais elle mérite qu'on s'y arrête un instant. Ses caractéristiques de base sont décrites par David Grossman [écrivain israélien né en 1954, auteur de plusieurs romans à succès, *Le sourire de l'agneau*, *L'enfant zigzag*, *Les exilés de la terre promise*, et de livres-enquête comme *Le vent jaune : un écrivain israélien enquête dans les territoires occupés* et *Chronique d'une paix différée*] dans l'introduction à la version en hébreu.

Pour la première fois, on y trouve la totale reconnaissance par les Palestiniens du droit du peuple Juif à posséder un État en Israël et la reconnaissance de Jérusalem en tant que capitale d'Israël. Le document offre des solutions pratiques et détaillées au problème des réfugiés, problème qui a conduit à l'échec de tous les efforts entrepris jusqu'ici. Figure également dans le document une promesse selon laquelle la majorité des Juifs vivant au-delà de la Ligne Verte [établie en 1967] resteront chez eux et deviendront une partie de l'État d'Israël. Il y a également un engagement de la part des Palestiniens à démilitariser l'État palestinien et à ne permettre à aucune troupe de stationner sur leur territoire.

Ce qui frappe, non seulement dans cette préface, mais dans l'ensemble du document, c'est le fait que, alors que le droit au retour des réfugiés est

présenté comme un obstacle qu'il faut écarter si l'on veut parvenir à la paix et à la réconciliation, le caractère Juif d'Israël quant à lui (c'est-à-dire le caractère Juif de l'État originel avec les blocs annexés des colonies établies dans le Territoires Occupés et le Grand Jérusalem) ne constitue pas un obstacle.

Au contraire, ce qui manque, toujours selon cette logique, c'est la reconnaissance par les Palestiniens du nouveau Grand Israël. Et qu'est-il offert pour encourager les Palestiniens à reconnaître l'État construit sur la terre d'où ils ont été nettoyés ethniquement en 1948 et sur celle qui leur a été prise en 1967 ? Quelle est l'offre généreuse que, tout au long de la campagne, les colombes israéliennes ont bruyamment poussé leurs homologues à faire ? Un mini-Etat, construit sur 15 % de ce qui avait autrefois été la Palestine, avec une capitale près de Jérusalem et pas d'armée. En lisant cela de plus près, on y voit que l'autorité et le pouvoir investis dans l'État susmentionné n'ont pas grand-chose à voir avec une quelconque notion d'État que l'on pourrait trouver dans la réalité mondiale ou dans des ouvrages de sciences politiques.

Pire encore que cela, le projet de Genève laissera les réfugiés en exil. Des notes en bas de page disent que les réfugiés palestiniens pourront choisir, soit de retourner vers ce qu'il restera de leur pays d'autrefois, soit de rester dans leurs camps. Comme ceux-ci choisiront probablement d'attendre jusqu'à ce que la communauté internationale honore son engagement de permettre leur retour inconditionnel, garanti par la Résolution 194 [de l'ONU, en date du 11 décembre 1948, demande le droit au retour pour les réfugiés, ils resteront des réfugiés alors que leurs compatriotes en Israël continueront à être

des citoyens de seconde classe dans les 85 % restants de la Palestine.

Dans ce projet, en outre, il n'y a pas de reconnaissance de la cause de ce conflit : le nettoyage ethnique de 1948. Il n'y a pas de processus de vérité et de réconciliation qui rende Israël responsable pour les actes commis en 1948, ou par la suite. Dans ces circonstances, ni les Palestiniens dans leur ensemble, ni le monde Arabe ne se sentiront en mesure d'accepter un État Juif.

Dans une célébration à Tel Aviv, les architectes des Accords de Genève ont passé et repassé une chanson populaire intitulée « *Et Tel Aviv sera alors Genève* ». Mais Tel Aviv n'est pas Genève : cette ville est construite sur les ruines de six villages Palestiniens

détruits en 1948. Elle ne devrait d'ailleurs pas être Genève ; elle devrait être Alexandrie ou Beyrouth, afin que les Juifs qui ont envahi le monde Arabe par la force puissent au moins faire preuve de la volonté de faire partie intégrante du Moyen-Orient, plutôt que de rester à l'intérieur de celui-ci un État étranger et aliéné.

Note

1. L'UNSCOP (United Nations special Committee on Palestine) est fondé en avril 1947, lorsque le gouvernement britannique présente le « problème de la Palestine » aux Nations Unies. Les onze membres de ce comité d'enquête, qui travaille quelque deux

mois sur place, ne parviennent pas à dégager un accord sur une solution. Ils publient des rapports majoritaires et minoritaires. Le point de vue majoritaire, qui n'a cessé de réduire la surface du territoire « attribué aux Palestiniens », recommande le partage de la Palestine en deux États, l'un juif et l'autre arabe. Il conseille aussi que Jérusalem devienne une ville internationale.

C'est ce rapport qui est présenté à l'Assemblée générale de l'ONU le 29 novembre 1947, et qui est adopté comme Résolution 181. Trente-trois pays votent pour ce plan, treize s'y opposent et dix s'abstiennent. Les États Unis et l'Union Soviétique soutiennent la résolution, tandis que l'Angleterre s'abstient, promettant seulement d'évacuer ses troupes jusqu'en août 1948. En fait, les Anglais partiront trois mois plus tôt, le 14 mai 1948. [NdR]

Ces deux articles ont été publiés dans la revue *Avanti* n° 9 de novembre 2003. Cette revue est consultable sur le site <http://avanti-lcr.org>, où on peut la lire à la fois au format RTF et au format PDF.

Bolivie : l'histoire sans fin

La chute du gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada a conclu une nouvelle bataille dans la guerre qui a commencé en 2000, lorsque les paysans, alliés à la population pauvre des zones urbaines, ont marché sur la ville de Cochabamba pour arracher à la multinationale Bechtel (celle-là même à laquelle Bush a offert en Irak des contrats faramineux) l'eau qu'elle venait de s'accaparer suite à la privatisation, et ont ainsi repris le contrôle de cette ressource indispensable pour leurs champs et dans leur vie quotidienne.

La seconde bataille s'était produite en février 2003 : pour se conformer aux exigences du FMI, le gouvernement avait alors tenté d'imposer un impôt sur les bas salaires, mais la révolte populaire l'avait de nouveau contraint à reculer.

C'est dans cette situation que l'annonce de la vente à vil prix des énormes réserves de gaz naturel à des entreprises nord-américaines et mexicaines, qui devaient l'industrialiser et l'exporter depuis le Chili, a provoqué l'explosion. La Bolivie est le second producteur de gaz naturel en Amérique latine, juste après le Venezuela, mais les familles se chauffent et cuisinent au bois. Privatisés, les gisements en exploitation se trouvent en effet entre les mains des multinationales Repsol, British Gas, Panamerican Gas et TotalFinnaElf, lesquelles considèrent beaucoup plus rentable d'exporter le gaz que de le vendre sur un marché inté-

rieur fort peu solvable.

Mais le problème en Bolivie n'est pas seulement de savoir qui doit disposer des ressources naturelles d'un pays qui a été spolié durant toute son histoire. Car c'est toute la structure économique et sociale qui est en jeu. Le bilan de l'insertion dans la globalisation est terrifiant. Les exportations sont à un niveau plus bas qu'il y a 25 ans et le PIB par tête, 950 dollars annuels, est inférieur à ce qu'il était avant les « réformes » libérales. Selon le Centre d'études pour le développement, les 20 % les plus riches de la population accaparent 54 % des revenus, tandis que les 20 % les plus pauvres n'en reçoivent que 4 %.

Ces chiffres, cependant, ne rendent pas compte de la division profonde qui existe entre une Bolivie blanche et métisse, parlant espagnol et étroitement liée à l'impérialisme US, et une Bolivie indigène, marginalisée et méprisée, ayant pour langues maternelles notamment le quechua et l'aymara, et parlant très difficilement l'espagnol. Les mesures néolibérales n'ont fait qu'accroître la brèche entre ces deux Bolivie.

« MODERNISATION » ET

« CAPITALISATION »

Le MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire), parti qui avait contrôlé et dévié la révolution de 1952, est revenu au pouvoir dans les années quatre-vingt-dix en tant que croisé du

néolibéralisme. Gonzalo Sánchez de Lozada, un président qui parle espagnol avec l'accent anglais, avait assumé un premier mandat entre 1993 et 1997, en lançant ce qu'il avait dénommé la « modernisation » et la « capitalisation » de la Bolivie, en fait la privatisation et la remise au capital étranger des mines et des gisements de gaz.

Pour y parvenir, il avait auparavant fallu à la bourgeoisie infliger une défaite brutale au mouvement des mineurs, dans une lutte qui avait débuté en 1986. Lorsque Sánchez de Lozada accéda à la présidence, il restait en Bolivie moins de mineurs qu'en 1900. 36 280 travailleurs avaient dû émigrer, grossissant le nombre des pauvres qui vivent dans une misère effroyable dans des villes telles que El Alto, aux portes de La Paz. Cette défaite avait affaibli et divisé un peu plus la direction du mouvement ouvrier, la confédération syndicale COB (Centrale ouvrière bolivienne), au sein de laquelle la bureaucratisation avait déjà fait beaucoup de ravages.

Le retour au pouvoir de Sánchez de Lozada, en 2002, ne fut cependant possible que grâce à un système électoral inique, dans lequel c'est le Congrès des députés, où la majorité indigène, ouvrière et paysanne est sous-représentée, qui vote « au deuxième tour » entre les deux candidats arrivés en tête du premier tour réalisé au suffrage universel. C'est ainsi que Sánchez de Lozada l'a emporté sur Evo Morales, le dirigeant des *cocaleros* (cultivateurs de coca) et du Mouvement vers le socialisme (MAS), qui n'était arrivé que 1 % derrière lui dans l'élection directe, après une campagne centrée sur le refus des mesures néolibérales.

LE SOULEVEMENT

Le 5 septembre, la Commission pour

la défense du gaz, réunie à Oruro, lança un appel auquel les dirigeants paysans répondirent en décrétant la grève et le blocage de toutes les routes de l'Altiplano à compter du 15 septembre. Le gouvernement envoya l'armée pour lever les barrages et on releva les premiers morts à Warisita.

Felipe Quispe, dirigeant de la Confédération syndicale unique des travailleurs de la terre de Bolivie (CSUTCB) et député pour le MIP (Mouvement Indigène Pachakuti), appela à poursuivre la lutte. La COB, malgré ses faiblesses et ses divisions, appela à la grève générale à compter du 29 septembre. Lorsque le gouvernement menaça de déclarer la grève illégale, le dirigeant de la COB Jaime Solares répondit que son objectif était la chute de Sánchez de Lozada, l'interdiction de la vente du gaz par l'intermédiaire du Chili, sa transformation dans le pays et son utilisation au service des Boliviens.

Le 1^{er} octobre, il y eut des manifestations de masse à La Paz, El Alto, Cochabamba et dans d'autres villes de province. A El Alto et dans les quartiers de La Paz, Oruro et Potosi, des grèves de la faim avaient commencé. Alors que le pays était paralysé, une marche commença en direction de la capitale, qu'elle devait atteindre le 16 octobre. Lentement, les colonnes de paysans, de mineurs munis de leurs légendaires *cachorros* (cartouches de dynamite), les masses pauvres des zones urbaines commencèrent à se mettre en route, à pied, vers La Paz. Le gouvernement ordonna à l'armée d'empêcher leur arrivée. Le 15 octobre, alors que malgré les tués il ne parvenait pas à freiner la mobilisation, Sánchez de Lozada annonça qu'il appellerait à un référendum sur la vente du gaz aux Etats-Unis. C'est alors que les grèves de la

faim se généralisèrent. L'Église catholique, se rendant compte que l'obstination de Sánchez de Lozada pouvait envenimer l'affrontement au point qu'il mette de nouveau en jeu le système capitaliste, décida de donner sa caution à la mobilisation et de permettre à des représentants des classes moyennes et de la bourgeoisie d'entrer en grève de la faim dans quelques églises. Dans tout le pays, le cri unanime était « *Dehors le gringo* ». Devant cette révolte, les gouvernements des puissances impérialistes firent front en défense de « la démocratie » et de « l'ordre constitutionnel ». Bush affirma soutenir « la démocratie bolivienne ». A l'issue d'une réunion avec ses confrères à Bruxelles, le ministre italien des affaires étrangères, Franco Frattini, déclara : « *Nous appelons tous les partis à arrêter la violence* » ; puis il annonça que le Conseil européen allait publier un communiqué officiel exprimant sa « *vive préoccupation pour le coût en vies humaines de cette attaque contre un gouvernement élu démocratiquement* ».

Confiant dans le soutien étasunien et européen, Sánchez de Lozada continua à refuser de démissionner jusqu'à ce que, acculé par les masses, abandonné par l'Église et subissant les pressions des gouvernements argentin et brésilien, il se voie contraint, le 17 octobre 2003, de remettre le pouvoir entre les mains de son vice-président, Carlos Mesa. La lutte avait fait plus de 100 morts dans les rangs populaires.

Fin de l'histoire ? Non. Quelques minutes avant de prendre ses fonctions, et après avoir nommé comme ministre des finances un ancien conseiller de la Confédération des entrepreneurs privés de Bolivie, Carlos Mesa déclarait à la presse qu'il respecterait les investissements étran-

gers et que « *les investisseurs savent que le meilleur moyen de garantir leur présence est la possibilité d'ouvrir avec une certaine souplesse des négociations sur les problèmes en cause, par exemple le problème des hydrocarbures* ». Comme l'a affirmé un dirigeant mineur en prenant connaissance de ces propos : « *C'est le même plat avec un autre assaisonnement* ».

OU VA LA BOLIVIE ?

Sánchez de Lozada est le quatrième président en Amérique latine à avoir été, depuis 2000, forcé de démissionner sous la pression des masses. Jamil Mahuad en Équateur, Alberto Fujimori au Pérou, Fernando de la Rúa en Argentine ont été ses prédécesseurs. A chaque fois, les institutions capitalistes ont pu être recomposées et ont continué de soutenir les plans aggravant la misère et la dépendance. Il est évident que la chute d'un gouvernement bourgeois, en l'absence d'une direction reconnue et disposée à aller au-delà des cadres du système capitaliste, constitue davantage le point d'arrivée de la spontanéité héroïque et désespérée des masses, que le point de départ d'un autre monde. Sans programme, sans orga-

nisation et sans direction, ce seuil ne peut pas être franchi.

C'est également à cette conclusion que semblent être parvenus les dirigeants syndicaux et paysans réunis dans l'Assemblée plénière élargie de la COB, organisée pour tirer le bilan des journées d'octobre et à laquelle ont participé des dirigeants de la CSUTCB et du MAS. Le regroupement des directions ouvrières et paysannes est un pas dans la bonne direction. Comme l'a signalé José Luis Alvarez, secrétaire exécutif du syndicat enseignant de La Paz, « *Il faut renationaliser, étatiser et socialiser tous les hydrocarbures. Il faut annuler globalement [la contre-réforme néolibérale]. Il faut lutter pour la terre, pour la liberté de la culture et l'industrialisation de la feuille de coca pour les paysans. Il faut liquider la loi de réforme de l'éducation et le code des impôts imposé par la Banque mondiale* ». Mais pour y parvenir, il faudra transgresser les limites du système capitaliste.

La question de l'impossibilité d'une réforme du capitalisme est aujourd'hui posée en Bolivie de façon dramatique, mais elle est aussi à l'ordre du jour dans tous les autres pays latino-américains, étouffés par

la prédation des multinationales et par la dette extérieure. L'explosion en Bolivie, pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, met de plus en exergue l'impossibilité de résoudre le problème dans les limites d'un seul État. La réponse des États-Unis à l'instabilité croissante de l'Amérique latine, conséquence de la situation insupportable dans laquelle ses peuples ont été entraînés, est leur nouvelle « doctrine de sécurité » qui prévoit l'intervention des forces armées pour (entre autres) « *s'attaquer à l'extrême pauvreté et à l'exclusion sociale* ». De leur côté, les gouvernements de Kirchner (Argentine) et de Lula, qui ont immédiatement compris le danger représenté par le soulèvement victorieux en Bolivie, ont envoyé leurs représentants empêcher que l'entêtement d'un dirigeant bourgeois ne menace la stabilité du continent. La bourgeoisie a démontré qu'elle sait jouer la carte de l'international. Il est maintenant nécessaire que le mouvement ouvrier et paysan bolivien fasse de même de son côté et se pose la question de l'établissement de liens, par dessus les frontières, avec les mouvements ouvriers et paysans dans le reste de l'Amérique latine.

Il y a un demi-siècle, la révolution bolivienne

A la fin des années quarante, alors que les coups d'État et dictatures militaires alternaient avec les processus électoraux, les mineurs, fer de lance de la classe ouvrière bolivienne,

étaient regroupés dans la Fédération syndicale des travailleurs miniers de Bolivie (FSTMB). Bien que s'étant alliés au Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), un parti nationa-

liste bourgeois, la FSTMB et son principal dirigeant, Juan Lechín Oquendo, continuaient à revendiquer leur indépendance de classe, à tel point qu'ils formèrent leur propre parti po-

litique, le *Bloc minier*, qui présenta des candidats aux élections législatives de 1947. Trois d'entre eux, Lechín, Mario Torres et Guillermo Lora, ce dernier principal dirigeant du POR (Parti ouvrier révolutionnaire), la section bolivienne de la IV^e Internationale qui avait une influence de masse, furent élus au parlement bolivien.

A partir de la grève générale de 1950, le MNR entreprit de radicaliser son discours afin d'élargir sa base ouvrière. Pour cela, il rechercha l'alliance avec le POR et le Parti communiste bolivien (PCB). Estimant que cette évolution signifiait que le MNR acquerrait des caractéristiques progressistes, la IV^e Internationale dirigée par Michel Pablo et Ernest Mandel vota une politique d'entrisme du POR dans le MNR, afin de « radicaliser » et « aider » à la rupture de son aile gauche. Grâce au gauchissement de son programme électoral, le MNR remporta les élections de 1951, ce qui provoqua un coup d'État militaire afin d'empêcher son arrivée au pouvoir.

Le 6 avril 1952, le MNR allié à des secteurs minoritaires de l'armée fomenta une « révolution de palais », mais la hiérarchie militaire soutint la dictature et mit le siège à la capitale, La Paz. A mesure que l'annonce de l'état de siège se répandait, les masses boliviennes, avec à leur tête les mineurs armés de dynamite, se concentrèrent dans la ville de Milluni, à 15 km de La Paz. Les mineurs s'emparèrent d'un train d'armements et de munitions destiné à l'armée et attaquèrent les régiments qui encerclaient la capitale. Pris entre deux feux, les militaires se rendirent, le 12 avril, aux milices de la FSTMB. Partout, les masses désarmaient les troupes et organisaient leurs « milices révolutionnaires ». La dictature mili-

taire tombait, l'armée bourgeoise était détruite, la révolution était victorieuse.

Selon Guillermo Lora dans *La révolution bolivienne*, « à partir du 9 avril, les syndicats ont tout simplement pris entre leurs mains la résolution des problèmes vitaux et les autorités, lorsqu'elles n'étaient pas destituées, n'avaient d'autre solution que de se soumettre à leurs décisions. Ce sont ces syndicats qui ont agi comme des organes de pouvoir ouvrier et posé aux autorités nationales et locales le problème de la dualité de pouvoirs. Décidant de la vie quotidienne des masses, ils se sont attribués des compétences législatives et exécutives (en disposant de la force de contrainte nécessaire à leur application) et ont même exercé la justice. L'assemblée syndicale est devenue la loi suprême, l'autorité suprême ».

C'est dans le feu de cette lutte que naquit, le 17 avril 1952, la Centrale ouvrière bolivienne (COB), en tant qu'organisme de front unique des masses en armes, organisme de caractère soviétique, centralisant le pouvoir ouvrier et exerçant, comme le dit Lora, « la loi suprême, l'autorité suprême ».

LE PIEGE DE LA COLLABORATION DE CLASSES

Deux pouvoirs coexistaient donc dans le pays. Le pouvoir formel, exercé par le président Paz Estenssoro et par le MNR avec le soutien du PCB et des États-Unis, tentait de reconstruire l'armée et les institutions de la démocratie bourgeoise, tandis que le pouvoir réel était entre les mains de la COB, des syndicats et des milices armées des travailleurs et des paysans. Pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique latine, il y avait une possibilité réelle qu'une organisation

ouvrière, la COB, entraînant derrière elle les masses opprimées, prenne entre ses mains tout le pouvoir et constitue un véritable gouvernement des organisations ouvrières et paysannes, appuyé sur les masses en armes.

Le gouvernement de Paz Estenssoro ne pouvait se maintenir qu'avec le soutien de la COB. Dans ces conditions, il offrit à la COB de « co-gouverner », en nommant trois ministres qui seraient ses représentants au sein du gouvernement national. Sous la direction de Lechín, la COB apporta son soutien au « camarade président » et nomma ses ministres : Lechín lui-même aux Mines, Germán Butrón au Travail et Nufló Chávez aux Affaires paysannes. Un peu plus tard, de trois ministres on passa même à cinq.

Non seulement le POR ne s'opposa pas à cette politique de collaboration de classes, mais il vota pour l'entrée des « ministres ouvriers » et apporta au gouvernement son soutien critique. Le 10 juin 1953, dans sa 10^e Conférence, le POR affirmait : « Face aux mesures du gouvernement, même si elles ne prennent en compte que partiellement les intérêts des masses, soutien critique, en soulignant de façon critique leurs limites, imperfections et aspects négatifs. En appelant les masses à se mobiliser pour leur imprimer un contenu révolutionnaire total et favorable aux intérêts populaires ».

Lorsque quelques semaines plus tard, Paz Estenssoro différa la nationalisation des mines, afin de gagner du temps en misant sur un épuisement des masses, le POR refusa d'appeler à l'occupation immédiate sous contrôle ouvrier, en plaçant ses espoirs dans le fait que l'aile gauche du MNR puisse rompre avec le gouvernement et qu'il serait ainsi possible de former un gouvernement ouvrier et paysan conçu comme « moment court, transi-

toire, vers la dictature du prolétariat »
Cependant, la COB et l'aile gauche du MNR, quoiqu'elles fissent partie du gouvernement, continuèrent à manifester dans la rue en exigeant la nationalisation des mines sous contrôle ouvrier, mesure que finalement elles imposèrent.

En 1953, posant les bases de ce qui deviendra plus tard « le pacte militaire-paysan », le gouvernement se donna une politique pour gagner à lui les paysans et les retourner contre le mouvement ouvrier. La réforme agraire avait été imposée, comme résultat des occupations de masse. Mais la paysannerie bolivienne commença à s'organiser et à constituer ses propres milices, avec des méthodes très différentes de celles du mouvement ouvrier, basées sur les us régionaux et sur les caciques locaux. Ces différences conduisirent à des affrontements armés de plus en plus fréquents entre les mineurs et les paysans, ces derniers soutenus dès le début par le gouvernement.

Pendant ce temps, le co-gouvernement faisait des ravages dans la COB, conduisant finalement à sa division, en 1957. A cette étape, tant le POR que le PCB s'étaient mis à critiquer durement la politique de participation gouvernementale de Lechín et des ex-trotskyistes qui le soutenaient. Peu à peu, les institutions bourgeoises furent reconstruites, notamment, grâce à l'aide des États-Unis, l'armée. Finalement, Paz Estenssoro s'aligna complètement sur l'impérialisme US et liquida le co-gouvernement. Ses attaques contraignirent l'aile gauche d'abord à sortir du gouvernement puis à rompre avec le MNR. En 1963, Paz Estenssoro ordonna des licenciements massifs dans les mines et fit arrêter plusieurs dirigeants miniers. Les mineurs se retrans-

chèrent dans leurs mines où, encerclés par l'armée et par les milices payannes de Cochabamba, ils furent contraints de se rendre sans conditions. La première révolution ouvrière d'Amérique latine avait été défaite.

DES PROBLEMES

STRATÉGIQUES

« CLASSIQUES »

Dans ce processus, seule révolution ouvrière que l'Amérique latine ait connue, se sont concentrés tous les éléments d'une révolution classique. Les masses ouvrières, sous la direction d'un organisme de front unique, ont pris la direction des secteurs opprimés, se sont armées et ont formé leurs milices. Il y avait des partis ouvriers, et même l'ébauche d'un programme révolutionnaire pour la prise du pouvoir (*les Thèses de Pulacayo*, adoptées dans cette ville en novembre 1946 par une réunion des délégués mineurs de tout le pays). Cependant, les directions ont convaincu les masses de remettre le pouvoir à un parti bourgeois en échange de leur participation au gouvernement. Rien ne dit que si la COB avait utilisé en sens inverse son organisation et son armement, la révolution aurait triomphé. Mais cela aurait au moins été possible. Et pour faire progresser la conscience des masses ouvrières, non seulement boliviennes mais de toute l'Amérique latine, il aurait été important qu'un noyau révolutionnaire leur dise que le MNR les trahissait et qu'elles ne pouvaient autoriser l'entrée de leurs dirigeants dans ce gouvernement bourgeois. Bien évidemment, résister à ce moment à un courant très puissant requérait du courage et de la fermeté politique. Telle n'a pas été, malheureusement,

la politique de la section de la IV^e Internationale, ni de l'Internationale elle-même.

Sans tenter de quantifier précisément l'influence du POR, exercice hasardeux, il suffit de souligner qu'il avait deux de ses membres au comité exécutif de la COB. Mais le POR n'a pas utilisé son poids pour s'affronter à la direction de Lechín et au gouvernement de Paz Estenssoro. Au contraire, avec l'appui de la direction de la IV^e Internationale, il a soutenu le MNR et la direction majoritaire de la COB.

En novembre 1952, le 12^e plénum du Comité exécutif international de la IV^e Internationale déclarait ainsi : « Sa politique [celle du POR] a donc pour objectif de ne pas se couper des masses, sur lesquelles le MNR a encore une forte influence, et spécialement de ne pas se couper des rangs de l'aile gauche du MNR au moment où ceux-ci impulsent l'action révolutionnaire et l'organisation indépendante des masses. Cette double préoccupation se concrétise dans le soutien critique accordé au gouvernement du MNR, accompagné par une activité directe révolutionnaire au sein des masses, dans le but d'exercer et de renforcer leur pression et de développer leur organisation indépendante dans les syndicats et les milices ».

La défaite de la révolution bolivienne a une fois de plus démontré l'échec de ce type de tactique « entriste » consistant à « placer » des ministres ouvriers pour « co-gouverner ». Loin de préparer les conditions à l'instauration d'un « gouvernement ouvrier et paysan », cette politique a aidé au renforcement du centre et de la droite du MNR, à la recomposition de l'armée et de l'État bourgeois, et finalement à une défaite sanglante du prolétariat bolivien. □

Des membres du PT historiques discutent d'une alternative*

L'espace interne pour la discussion n'existe plus : le PT continue sur la voie du centralisme autoritaire, du pragmatisme. L'analyse est faite par trois membres historiques du PT Carlos Nelson Coutinho, Milton Temer et Leandro Konder, qui ont annoncé qu'ils quittaient le parti dans lequel ils ont milité pendant 23 ans.

Ce qui frappe dans leur décision c'est que le groupe cité projette déjà, à partir de demain, d'impulser un « forum de débat socialiste, de gauche », hors du PT ; un parti au sein duquel la discussion collective a été remplacée par l'appui incondtionnel à « l'appareil du gouvernement ».

« Bien que nous la condamnions totalement, une chose est ce que Lula est en train de faire en terme de continuation de la politique antérieure et l'autre est comment le PT se comporte face à cela », dit l'ex-député Milton Temer, de l'aile gauche. « La participation est libre pour chacun, même pour celui qui désire continuer au sein du PT » ajoute Temer.

« IRRÉVERSIBLE »

L'ex-député voit un parti situé toujours plus au centre et dont l'« aspect guignolesque » actuel est irréversible. Avec la campagne d'adhésion de masse (de juin à octobre 2002, le PT a augmenté de 29,8 % le nombre de ses membres). Temer évalue que, l'année prochaine, la gauche du parti ne représentera plus que 5% du total.

L'idée de rompre est née dans des réunions du trio. « *Le PT est en train de s'amputer de son bras gauche* », a dit le philosophe Leandro Konder à propos de l'éventuelle sortie de la sénatrice Heloisa Helena [membre du courant Démocratie socialiste; Miguel Rossetto, ministre du Développement agricole, est aussi membre de ce courant. NdT]. Temer justifie le vote des « radicaux » [les 3 député et la sénatrice exclues - voir article à ce sujet dans ce numéro et sur le site d'A l'encontre. NdT] contre les réformes par l'argument selon lequel les trois députés menacés et la sénatrice furent cohérents avec le dernier document signé par le parti : la résolution de la Rencontre Nationale du PT en 2001.

Dans le bilan que ceux-ci font d'une année de gouvernement Lula, peu de choses échappent à leurs critiques : « *Une politique extérieure progressiste ? Plus progressiste et plus radicale que la nôtre est celle menée par le gouvernement Chirac en France, qui a une politique économique de droite. En termes internes, c'est la même caractéristique de la politique de Lula. Personne là-bas en France n'hésite à appeler le gouvernement Chirac un gouvernement de droite* », affirme Temer. « *Je ne suis pas contre le PT, mais je suis de plus en plus sceptique* », a dit Konder. Pour lui, les concessions faites par le gouvernement pour continuer la politique économique ont été « beaucoup trop lourdes ».

*Article publié dans *Fohla de Sao Paulo*, décembre 2003

La plupart des informations contenues dans ce dossier proviennent du site de nos camarades suisses de A l'encontre. On ne peut qu'encourager tous les lecteurs à consulter leur site, sans cesse alimenté en nouveaux documents concernant, entre autres, le Brésil. : <http://www.alencontre.org>

Le gouvernement formé par Lula da Silva à la suite de son élection à la présidence a un an d'existence. L'anniversaire a été « célébré » par l'expulsion des quatre parlementaires de la gauche du PT qui se sont opposés aux lois marquant le plus clairement le passage du gouvernement sur les positions de la bourgeoisie brésilienne et du FMI. Dans ce numéro de *Carré Rouge*, les lecteurs trouveront les prises de position des différents courants de la gauche du PT face aux expulsions, ainsi qu'un choix d'articles traduits du portugais où des intellectuels et militants qui ont appartenu au PT éclairent la politique du gouvernement et l'évolution du parti qui fut le leur.

Brésil

l'expulsion du PT des quatre parlementaires opposants et le cours de la politique du gouvernement Lula da Silva

Le 14 décembre 2003 la direction du Parti des Travailleurs confirmait à une large majorité (55 voix pour, 27 contre) l'expulsion du parti de quatre parlementaires, les trois députés Baba (Para), Luciana Genro (Rio Grande do Sul), Joao Fontes (Segipe) et de la sénatrice Heloisa Helena (Alagoa). L'exclusion se fait contre des « opposants » dont le seul tort est d'avoir défendu sans compromission les choix historiques du PT face aux lois présentées par le gouvernement Lula da Silva. La direction du PT leur reproche d'avoir rompu la discipline du parti lors des débats parlementaires sur la réforme des retraites en s'y opposant par un vote négatif. Non-statutaire sur le plan formel (le congrès est la seule instance habilitée à prononcer des exclusions), sur le fond cette mesure révèle la rupture que la direction du PT

opère, sans consultation des instances supérieures du parti (le congrès), avec son programme historique, pour appuyer un gouvernement d'alliance entre le PT et des secteurs clés de la bourgeoisie brésilienne et leurs représentants politiques.

**IL N'Y A PAS DE PLACE
AU PT POUR CEUX
QUI S'OPPOSENT
À LA POLITIQUE
DU GOUVERNEMENT**

Les militants exclus ont souvent une longue trajectoire au service du PT et des intérêts des travailleurs brésiliens les plus exploités, qu'ils ont défendus contre certains des alliés actuels du gouvernement Lula da Silva, en particulier l'ex président Sarney et l'ex

gouverneur de l'État de Bahia, Carlos Antonio Magalhaes, représentants notables tous deux de l'oligarchie du Nordeste brésilien. Ce geste politique, mûrement réfléchi, signifie qu'un point de non retour est atteint. La majorité de la direction du PT annonce qu'en ce qui la concerne une période est finie, un espace politique est clos pour ceux qui chercheraient encore à utiliser les structures et le nom du PT comme un point d'appui dans la lutte que les travailleurs sont obligés de mener contre la politique néo-libérale du gouvernement bourgeois de Lula da Silva. Pour la direction du PT, il s'agit d'encadrer et de discipliner ce qui reste de la gauche du PT.

Ce geste est inséparable du choix fait par ce gouvernement d'une alliance avec les représentants de secteurs centraux du capital financier, industriel et agro-industriel brésilien, d'imposer, dès les premières semaines de sa prise de possession, deux réformes : l'une ouvrant la voie à l'autonomie de la Banque Centrale dont il venait de donner la Présidence à un membre très représentatif des milieux bancaires internationaux, H. Meirelles ; l'autre parachevant la mise en œuvre pour les fonctionnaires fédéraux, régionaux et municipaux de la « réforme » du système des retraites, commencée par le gouvernement libéral précédent de Fernando Henrique Cardoso pour les travailleurs du privé. L'opposition du PT et de ses parlementaires (dont la principale porte-parole au Sénat était précisément la Sénatrice qui vient d'être expulsée, Heloisa Helena), avait interdit précédemment l'adoption de ces deux mesures, réclamées depuis plus de dix ans par la Banque mondiale et le FMI, et imposées dans presque tous les pays d'Amérique latine. Lula a fait campagne en personne

pour la liquidation du régime des retraites des agents de l'État. Il est venu en avril (voir *Carré Rouge* N° 26) porter symboliquement son projet de loi au Parlement au cours d'une sorte de pseudo manifestation du pire aloi, flanqué de l'ensemble des gouverneurs et d'élus de grandes villes. C'était l'expression provocatrice d'une alliance entre le PT et les représentants des partis bourgeois les plus conservateurs et traditionnels.

L'expulsion du PT des quatre parlementaires fidèles aux positions historiques de leur parti est inséparable de la brutalité avec laquelle, depuis le début de son mandat, le gouvernement Lula a effectué des coupes sombres dans tous les budgets sociaux, y compris celui de son programme phare « faim zéro », tout en payant religieusement aux capitalistes financiers les intérêts de la dette et en leur assurant même des taux d'intérêt exorbitants. Signes forts pour « rassurer les marchés », selon les paroles du Ministre des finances Palloci et pour tenir les promesses signées par le gouvernement Cardoso en 2002 avec le FMI, avec l'accord du candidat président Lula.

Au terme des semaines qui lui ont été nécessaires pour imposer la contre réforme des retraites, face à la grève nationale des enseignants et aux manifestations des fonctionnaires, Lula da Silva s'auto-félicitait de « son courage » ! Courage d'avoir porté des coups sérieux aux conditions d'existence d'une partie de la base sociale du PT, d'un des secteurs (les fonctionnaires) dont l'appui lui a permis de gagner les élections. Leurs retraites sont livrées aux appétits des fonds de pension, conduisant à un affaiblissement économique et à une perte de densité sociale. C'est avec une satisfaction complaisamment affichée que Lula da Silva a exhibé à ses parte-

naires du FMI et du capital financier international l'apport essentiel que représente pour eux dans la phase actuelle son gouvernement. Lula vante auprès d'eux sa capacité de contrôle et de discipline sur le PT (qui est le principal parti ouvrier en Amérique latine à l'heure actuelle) et sur son groupe parlementaire. C'est ce qui explique l'implication personnelle de Lula da Silva dans la décision prise, avant la réunion du 14 décembre, pour expulser Heloisa Helena, Luciana Genro, Baba et Jao Fontes.

LA CONFÉRENCE

DE MIAMI SUR L'ALCA

Nous reprendrons dans un prochain numéro le bilan de l'action du gouvernement de Lula da Silva sur le plan international, le travail qu'il fait pour isoler le Venezuela et affaiblir Chavés, pour jouer les pompiers au compte de l'impérialisme en Bolivie, pour conseiller plus de « prudence » au péroniste Kirchner dans le bras de fer de l'Argentine avec le FMI à propos du paiement de la dette. Mais il faut dire un mot tout de suite de la conférence de Miami où un accord pour une zone de libre échange des pays des Amériques (ALCA en espagnol, ZLEA en français) vient d'être signé. L'ALCA est une extension vers le sud de l'ALENA imposé au Mexique il y a dix ans, dont les effets ont été une destruction accélérée de la paysannerie, la paupérisation des salariés et une très forte accentuation de l'accumulation des richesses entre quelques mains. À côté de l'ALENA et de ce que sera l'ALCA une fois achevée, l'Union européenne est un espace économique presque paradisiaque. Le PT l'avait toujours combattu. À Miami, fin novembre, le gouvernement de Lula da Silva l'a porté sur les fonts baptismaux. Sous une forme di-

te « light », où les États-Unis sont autorisés à obtenir par la voie bilatérale tous les privilèges qu'ils veulent pour leurs entreprises. Le gouvernement Lula da Silva a mérité cette appréciation positive de Robert Zoellick, secrétaire au commerce de Bush : « *enfin nous sommes passés de l'ALCA théorique à l'ALCA pratique* » et le diagnostic sévère du prix Nobel d'Économie Spiglitz : « *cet accord sera un désastre pour les pays d'Amérique latine qui l'ont signé* ».

Le conseiller particulier de Lula pour les questions internationales, l'ex-militant révolutionnaire et historien du mouvement ouvrier, Marco Aurelio Garcia, qui a aussi été l'un des procureurs de la direction du PT pour l'expulsion des quatre parlementaires (il faut bien boire le calice jusqu'à la lie), a récemment révélé à la presse le contenu du coup de téléphone de Bush à Lula da Silva après la conférence de Miami (*Folha de Sao Paulo* du 16 décembre 2003) : « *Le président américain a dit qu'il appelait non pour parler de l'Iraq, mais pour féliciter Lula pour la première année de mandat et pour les succès sur le plan intérieur et dans les négociations internationales.* » Sur le plan extérieur, Bush a cité la réunion de l'ALCA à Miami, le mois dernier qui a repris la négociation du bloc sur d'autres bases. « *Je voulais le remercier pour le bon résultat de Miami. Bien qu'elle ait été une négociation difficile et l'existence de différences entre nos positions* » a dit Bush à Lula. Selon Garcia, en réponse, Lula aurait dit à Bush qu'il apprécie les négociateurs américains « *car ils sont difficiles, mais ils sont clairs, transparents* ». Encore sur le plan extérieur, Bush a interrogé Lula sur la situation en Amérique du Sud, spécifiquement sur la Bolivie et le Venezuela. Lula a dit que le Brésil est en train de suivre la situation de la Bolivie et qu'il avait

rencontré l'opposition au Président Carlos Mesa. Sur le plan intérieur, Bush a mentionné spécifiquement l'approbation des réformes, et a dit, en plaisantant, qu'il demanderait des conseils à Lula si un jour il devait faire face à un problème semblable. Que ce texte aide à relater plus tard l'histoire de cette page désastreuse du mouvement ouvrier qui est en train de s'écrire.

APRES L'ACCORD
AVEC LE FMI,
LE GOUVERNEMENT
EST-IL TOUJOURS
« UN TERRAIN
DE BATAILLE » ?

Dans un texte percutant qui analyse la politique libérale du gouvernement Lula, le philosophe Paulo Arantes explique que pour « être pleinement rassurés », les « marchés », (c'est-à-dire les spéculateurs financiers internationaux), exigent des « nouveaux convertis qu'ils embrassent la croix tous les jours, soir et matin ». C'est ce que n'hésite pas à faire le gouvernement Lula da Silva. On comprend que les capitalistes étrangers soient restés au Brésil pour encaisser tranquillement leurs dividendes. Tenu secret jusqu'au lendemain de l'expulsion des quatre parlementaires, l'accord du gouvernement avec le FMI, qui renouvelle celui signé par Cardoso et cautionné par Lula en 2002, a été signé en décembre. Dans cet accord il est dit que « *malgré ce qui a été déjà atteint, un important agenda de réformes est en face de nous* ». Il est promis au FMI « *le maintien d'une relation de travail étroite et coopérative* » et au-delà du maintien du « *taux d'excédent budgétaire de base de 4,25 %* » la garantie de « *l'application de la loi*

des Faillites des réformes des retraites et des impôts » et d'obtenir « *la flexibilisation de l'allocation des ressources publiques* » concernant la Santé et l'Éducation pour assurer le service de la dette publique. Celle-ci ne fait que s'accroître en dépit de l'austérité budgétaire, en raison de taux d'intérêts parmi les plus élevés du monde. Cette politique à l'égard du capital financier international a reçu une confirmation politique intérieure avec l'annonce de l'entrée au gouvernement de ministres de l'une des formations politiques bourgeoises les plus anciennes, le parti de l'ex-président Sarney, le PMDB.

La poursuite de la politique social-libérale du gouvernement Lula ne fait donc, malheureusement pour les travailleurs brésiliens, pratiquement aucun doute. On assiste à ce que des militants qui ont participé à la création du PT, caractérisent comme « *le troisième mandat de Fernando Henrique Cardoso* ». Les résultats sont éloquentes : au bout d'un an de gouvernement Lula, selon les chiffres officiels de l'INSEE brésilien (l'IBGE), un taux de chômage de 20 % record sévit dans les grandes villes, dont Sao Paulo ; la baisse du pouvoir d'achat des salariés atteint 12 % ; il y a une augmentation de 50 % du travail des enfants mineurs. En ce qui concerne la réforme agraire et la condition des exploités dans les campagnes, l'année 2003 a vu l'installation sur des terres improductives d'environ 10 000 familles alors que le modeste objectif du Ministre de la réforme agraire Miguel Rossetto, était de 60 000. Un million de paysans sans terre attendent un lopin de terre dans la plus grande détresse, alors que le nombre de paysans sans terre assassinés par les tueurs des grands propriétaires fonciers a fait un bond (soixante-dix militants paysans ont été tués en

2003 selon la Commission pastorale pour les questions agraires [CPT]). La caractérisation de ce gouvernement est une tâche politique essentielle, et on ne peut comprendre l'incohérence d'une tendance comme Démocratie et socialisme (DS) membre du secrétariat unifié de la 4^e Internationale. Une de ses militantes, l'une des figures les plus populaires chez les travailleurs brésiliens, la Sénatrice Heloisa Helena vient d'être exclue du PT pour sa fidélité aux principes qu'elle a toujours défendus. La direction de Démocratie et socialisme accepte pourtant qu'un autre de ses membres, Miguel Rosetto, continue à siéger dans ce gouvernement comme ministre de la réforme agraire, dont nous venons de rappeler le bilan après un an. L'un des militants les plus respectés au Brésil, ancien membre fondateur du PT, Cesar Benjamin, écrit : « *parler d'un "gobierno en disputa"* [littéralement un gouvernement "terrain de bataille" entre la droite et la gauche, le capital et le travail] *était une erreur il y a neuf mois. Aujourd'hui il s'agit tout bonnement d'une complicité avec le charlatanisme* ».

Le manifeste de fondation du PT de 1980 déclarait que celui-ci était « *né de la volonté d'indépendance politique des travailleurs fatigués de servir de masse de manœuvre pour les politiciens et les partis engagés dans le maintien de l'actuel ordre économique, social et politique, et donc de la volonté d'émancipation des masses populaires. Le PT veut être une réelle expression politique de tous les exploités par le système capitaliste. Nous sommes un parti des travailleurs et non un parti pour tromper les travailleurs. Un parti ample, ouvert à toute personne engagée dans la cause des travailleurs et à leur programme. Par conséquent nous voulons construire une structure inter-*

ne démocratique appuyée sur des décisions collectives et dont la direction et le programme soit décidés par ses bases. » À l'échelle de l'Amérique latine et même mondiale, l'émergence de ce parti et sa construction ont représenté une référence et un acquis.

L'expulsion des quatre parlementaires du PT représente le terme d'une mutation de ce parti qui fait suite à un processus de transformation de type socio-politique de ses cadres, particulièrement au niveau de sa direction. Les alliances passées au gouvernement ont révélé cette transformation, avant de la consolider et de l'amplifier. A l'échelle nationale et internationale, après un moment de surprise, une réflexion critique est largement engagée, comme en témoigne par exemple le manifeste contre les expulsions signé par des milliers de militants, ainsi que par des personnalités comme Noam Chomsky ou Ken Loach.

LES TEXTES QUI SUIVENT

Nous avons cherché à contribuer à cette réflexion critique dans les derniers numéros de *Carré Rouge*. Dans ce numéro, nous avons choisi de donner surtout la parole aux Brésiliens. Nous publions donc d'abord le communiqué par lequel la direction du PT annonce la décision des expulsions, suivie des premières réactions des tendances dont les parlementaires exclus sont membres. Le jour de l'annonce des expulsions par la direction du PT, des intellectuels ayant participé à la fondation du PT ont annoncé leur démission. C'est le cas, à Sao Paulo, du sociologue Chico de Oliveira, l'un des intellectuels les plus importants du Brésil, et à Rio de Janeiro des professeurs Carlos Nelson Coutinho et Leandro Konder, ainsi que du journaliste Milton Temer, ex-député,

par deux fois candidat de la gauche du parti à la présidence du PT. Ils seront suivis de nombreux autres militants individuels ainsi que de courants organisés (MES, CST, Socialismo revolucionario, MTP), qui se déclarent solidaires des parlementaires expulsés et qui rompent avec le PT et se définissent en faveur d'une alternative politique nouvelle. Nous publions certains des textes de ces personnalités et de ces courants.

Le tournant qualitatif que représente la politique de la direction du PT depuis l'accession de Lula da Silva au pouvoir, l'appui sans faille apporté à un gouvernement bourgeois qui pratique une désastreuse politique en continuité avec le cours néo-libéral ont provoqué au Brésil d'intenses débats, la recherche d'explications, de définitions et de diagnostics. Les assemblées qui se sont tenues lors de la grève nationale des fonctionnaires contre la « réforme » des retraites ont été l'un des cadres de cette réflexion. Celle-ci a été nourrie par les textes et les analyses qui ont circulé dans les universités. Les textes de Cesar Benjamin dont nous publions quelques-unes des contributions sont parmi les plus commentés et les plus perspicaces. Nous les accompagnons d'un texte du journaliste Laerte Braga dont les textes satiriques sont d'une lucidité et d'une santé politique stimulantes. Emir Sader tire aussi le bilan d'« *un an de gouvernement Lula* ». Dans le site à l'animation duquel il contribue « *Outro Brasil* », on trouve dans la page d'accueil le texte suivant : « *Des expulsions sommaires de parlementaires cohérents avec le programme historique du PT marquent de façon éclatante la fin de la démocratie du parti et la conversion au néo-libéralisme, amenant des intellectuels organiquement liés au Parti à rompre publiquement avec le PT. À partir du*

14 décembre l'horizon de création d'une nouvelle organisation pour la gauche brésilienne s'est ouvert, annonçant que la troisième voie néo-libérale de Lula da Silva sera combattue de façon plus ample et articulée. »

LA VOIE DIFFICILE VERS UN NOUVEAU PARTI DES EXPLOITÉS

Chacun comprend que la construction d'une alternative politique et organisationnelle à un parti qui a occupé la place que le PT a occupée va poser des problèmes complexes. Dans toutes les contributions publiées dans ce numéro, ces problèmes commencent à être évoqués ou posés. Ils sont abordés spécifiquement dans le texte de Mario Maestri, historien, « *Les difficiles problèmes de construction d'un parti des travailleurs* ». Le passage du PT du rôle d'un obstacle plus ou moins cohérent à l'application des politiques bourgeoises pro-impérialistes à celui d'appui et d'inspirateur d'un gouver-

nement présidé par son dirigeant emblématique en alliance avec les capitalistes les plus représentatifs, pour mettre en œuvre une politique qui préserve les privilèges de la bourgeoisie, représente un coup politique destructeur. C'est un nouveau cycle dans la vie politique de la gauche brésilienne qui s'ouvre. Celle d'abord de processus de regroupement et de réorganisation qui seront peut-être longs.

Face à l'hétérogénéité qui marque, en dépit des réactions dont nous avons parlé plus haut, la prise de conscience des conséquences du rôle joué aujourd'hui par le PT et sa direction, cette réorganisation pourra sans doute seulement être le produit de la constitution d'un bloc construit autour de grandes luttes sociales et d'initiatives anti-capitalistes et anti-impérialistes au niveau national. C'est cet engagement qui permettra de dégager une expérience commune et de mener le débat entre ceux qui veulent s'organiser aujourd'hui en dehors du PT, ceux qui l'étaient déjà avant les expulsions et les démissions, et ceux qui atten-

dent encore un « tournant à gauche » du PT ou qui veulent encore (en dépit de la caractérisation de César Benjamin avec laquelle nous sommes d'accord) tenter sincèrement de mener une lutte dans ce parti en faveur des intérêts de classe des travailleurs. Ce sont l'action pratique concrète et le libre débat qui pourront permettre que s'élabore une plate-forme programmatique anti-capitaliste et anti-impérialiste commune, permettant de reconstituer la cohésion et la conscience de classe des travailleurs, pour qui la transformation du PT dans le contraire de ce pourquoi il fut construit représente un coup terrible. C'est par la capacité à traduire l'expérience des classes travailleuses, des luttes anti-capitalistes et anti-impérialistes que pourra naître une nouvelle force politique. Cela ne pourra se faire qu'en liaison avec le débat et l'expérience qui ont cours aujourd'hui en Amérique latine et dans le monde. Nous sommes pour notre part disposés à participer et à aider ce processus.

Nous publions ci-dessous la traduction de la prise de position de la direction du Parti des travailleurs ayant trait à l'expulsion de trois députés et d'une sénatrice, telle qu'elle a été mise à disposition de ses membres et des Brésiliens et Brésiliennes dans un communiqué (sous la rubrique *Noticias* du site du PT).

Le PT décide d'expulser quatre de ses parlementaires

La Direction nationale du PT a approuvé au cours de l'après-midi de dimanche (14 décembre 2003) l'expulsion des députés João Baptista Babá (de l'État de Pará - PA) et Luciana Genro (Rio Grande do Sul - RS) et de la sénatrice Heloísa Helena (État d'Alagoas - AL). La décision a été prise par 55 voix contre 27 et aucune abstention. Vers la fin de la matinée du 14 décembre, la Direction avait déjà pris la décision d'écarter le député João Fontes (État de Sergipe - SE) par 55 voix contre 27 et 1 abstention. Les dirigeants du PT considèrent que ces parlementaires ont enfreint le code de conduite du PT et ont fait preuve d'un comportement opposé à ce que le parti avait déterminé.

La déclaration d'accusation, présentée par le secrétaire national en charge de l'organisation au sein du PT, Sílvio Pereira, et approuvée par la majorité des dirigeants du PT, comportait différents objectifs. Ce document entendait « vérifier l'irrespect des principes de fidélité et de l'unité du parti; vérifier les initiatives en désaccord avec le principe rassembleur qui oriente le parti; vérifier les collaborations développées avec des dirigeants de partis opposés au PT et au gouvernement

fédéral ainsi que la désobéissance réitérée face aux orientations et aux résolutions adoptées par les instances du PT ».

Lors du plénum de la Direction nationale, le président de la Commission d'éthique du PT, Danilo Camargo, a affirmé par la lecture de son rapport que « les conduites décrites dans la déclaration d'accusation de la Direction peuvent être qualifiées de graves et très significatives. Elles sont complètement opposées à l'objectif de renforcement de l'unité du PT, comportent une profonde hostilité, une attitude irrespectueuse et des offenses graves et réitérées à l'encontre de dirigeants et de leaders du PT, et y compris au prestige et aux membres du PT ».

« Ils [les parlementaires] ont transgressé les règles statutaires et la Commission d'éthique décide majoritairement de suivre la Direction du parti qui demande leur expulsion », a affirmé Danilo Camargo.

LES PARLEMENTAIRES

Depuis la tribune de l'auditoire, la députée Luciana Genro a considéré les expulsions non pas comme le résultat d'un débat disciplinaire, mais comme

le résultat d'un procès contre la contestation politique. « *A la Commission d'éthique, nous n'avons pas été interrogés sur notre vote contre la réforme de la Prévoyance sociale, mais sur nos déclarations publiques à ce sujet* » a-t-elle dit. Tout comme le député João Fontes, elle a critiqué l'orientation politique du parti : « *le PT n'a pas organisé un débat au sein de sa base avant de décider du changement d'orientation politique* » [par rapport à son opposition traditionnelle à une réforme de la prévoyance sociale telle que le PT l'avait combattue à l'époque de Fernando Henrique Cardoso... NdT].

Le député Babá a utilisé les quinze minutes qu'il avait à sa disposition pour relever les positions du parti et les actions gouvernementales auxquelles il est opposé. Il a accusé la politique économique du gouvernement de créer le chômage et il a également rappelé que lors d'un précédent Congrès, le PT s'était opposé à la réforme de la Prévoyance sociale que le gouvernement de Fernando Henrique

Cardoso [président avant l'arrivée de Lula au pouvoir. NdT] prévoyait de mettre en œuvre. Selon Babá, l'expulsion de ces parlementaires est le signe de la transformation du PT en un « New PT » [allusion au New Labour de Tony Blair. NdT]. « *Je continuerai, avec les autres parlementaires expulsés, la lutte nécessaire pour le peuple brésilien* », a-t-il conclu.

Heloísa Helena a été la dernière à prendre la parole et a utilisé seulement la moitié du temps qui lui était imparti. Elle a commencé et a terminé son intervention avec une voix étranglée. Heloísa a affirmé qu'elle défend aujourd'hui les mêmes positions que celles qu'elle défendait lorsqu'elle était leader du PT au Sénat et leader de l'opposition pendant le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso. « *Si le parti pensait que je défendais alors des positions fausses, vous auriez dû m'avertir lorsque j'étais leader de l'opposition au gouvernement précédent* », a-t-elle affirmé.

La sénatrice a encore dit qu'elle ne pouvait pas demander la clémence ou

faire des excuses comme certains parlementaires le lui avaient suggéré avant cette séance de la Direction nationale. En effet, si elle l'avait fait, elle aurait « *nié l'histoire du PT* ». « *Il n'y a pas de place pour des excuses. Devant cette situation, il faut uniquement garder la tête haute. Car ceux qui m'expulsent aujourd'hui ne représentent pas le PT socialiste, le PT de la radicalité démocratique* ».

Le vote sur l'expulsion des parlementaires a été précédé par des témoignages favorables ou opposés à leur mise à l'écart. Cette séance de la Direction nationale a eu lieu à l'Hôtel Blue Tree Park à Brasília [sic! NdT]. Des manifestants et des membres du groupe « les amis de Heloísa » (créé il y a deux semaines avec l'objectif de défendre la sénatrice contre son expulsion du parti) se sont concentrés à l'entrée de l'hôtel et ont manifesté leur appui au maintien des députés au sein du PT. Les manifestants ont même tenté de passer en force afin d'accéder à la réunion, mais ils n'ont pas réussi à entrer dans l'hôtel.

Nous publions, ci-dessous, les déclarations de trois courants dont les membres, parlementaires fédéraux de la République du Brésil, ont été expulsés du PT (Parti des travailleurs). Dans le cas de Démocratie socialiste, il y a deux prises de position, celle de la direction, et celle de militants autour de Héloïsa Helena.

La « gauche radicale » face aux expulsions

1. DÉCLARATION DU MOUVEMENT DE LA GAUCHE SOCIALISTE (MES)

Les expulsions des parlementaires radicaux scellent le destin du Parti des travailleurs (PT). Le PT tourne le dos aux intérêts de la classe des travailleurs, du peuple paupérisé et endurant des souffrances qui ont voté en faveur de Lula pour changer le Brésil. Le PT ne dirige pas les changements dont le Brésil a besoin. Il n'y aura même pas de réformes progressistes qui puissent aider à la nécessaire accumulation de forces afin de mettre en place un gouvernement de la classe laborieuse, dans la perspective d'une société socialiste.

Pour cela, il faudrait que le PT s'affronte aux intérêts du grand capital, des oligarchies et de la grande propriété terrienne. Le PT a préféré s'allier à ces derniers au lieu de lutter pour chercher à leur infliger une dé-

faite. Dès lors, le PT a tourné le dos au futur.

Au côté de Luciana Genro, notre militante et porte-parole [Luciana Genro est députée fédérale, État de Rio Grande do Sul, élue en tant que membre du PT, et membre du MES. NdT], au côté d'Heloïsa Helena [sénatrice de l'État d'Alagoas et membre du courant Démocratie socialiste, auquel appartient aussi le ministre du Développement agricole Miguel Rossetto. NdT], de Baba [député fédéral, État de Para, membre du Courant socialiste des travailleurs. NdT], et de Joao Fontes [député fédéral, État de Sergipe, membre du Pôle de résistance socialiste. NdT], expulsés parce qu'ils ont refusé de se taire alors qu'il s'agissait de défendre des intérêts de la classe laborieuse, le Mouvement de la gauche socialiste se considère en dehors du PT; il a décidé de rompre et de construire une nouvelle alternative.

Nous appelons à l'unité de toutes et tous, qui, à l'instar des « radicaux », n'ont pas abandonné la lutte contre le

FMI et l'ALCA [Zone de libre-échange des Amériques. NdT], la lutte pour l'emploi, le salaire, la réforme agraire ; et qui ne renonceront pas à la lutte anti-impérialiste et socialiste - afin de réunir la gauche cohérente en un nouveau parti. Un parti socialiste et anti-impérialiste, qui soit profondément démocratique, qui ne soit pas la propriété de parlementaires caciques, qui reprenne dans ses mains les revendications historiques de la classe ouvrière et représente un dépassement du PT actuel, aussi bien en termes de programme, de fonctionnement qu'en termes de conception d'ensemble.

Beaucoup sont convaincus de cette nécessité. D'autres, nombreux, ont déjà renoncé au PT. Et d'autres sont en train d'y renoncer en ne se laissant pas coopter. Nous voulons conduire ce débat avec tous, d'une manière ouverte et démocratique, dans un vaste mouvement qui reprendra les bannières du PT, bannières qu'il a laissées tomber derrière lui. Nous reproduisons, ci-dessous, l'intervention de la camarade Luciana Genro faite devant la Direction [conseil] nationale du PT [le 14 décembre 2003] qui a voté par 55 voix contre 27 l'expulsion des parlementaires radicaux. Ce même jour, après le vote ayant abouti aux expulsions, le camarade Roberto Robaina [membre de la direction du MES. NdT], alors membre du Conseil national du PT, a annoncé sa démission du PT au nom de tout le MES.

Porto Alegre, 15.12.2003

2. DÉCLARATION POLITIQUE DU COURANT SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS (CST)

Le 14 décembre 2003 restera gravé

dans l'histoire du Parti des travailleurs (PT) comme un jour sombre au cours duquel la Direction de palais [allusion au palais gouvernemental de Brasilia. NdT] et les membres du Conseil national du PT qui l'accompagnaient ont décidé d'expulser les quatre parlementaires pour le délit de défendre les revendications, les engagements et les idéaux avec lesquels fut construit le PT au cours des vingt-trois dernières années.

Cette attitude est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Elle démontre avec une clarté totale le tournant irréversible du PT, qui se transforme en un parti de l'ordre, mettant en œuvre le modèle néolibéral, servant les exigences des banquiers, des grands propriétaires terriens et du FMI. Pour appliquer ce projet, il était nécessaire de tuer la démocratie interne en faisant taire ceux et celles qui défendent le vieux PT des origines, ceux et celles qui se refusent à laisser tomber ses revendications, tous ceux et toutes celles qui continuent à lutter pour défendre les intérêts des travailleurs et du peuple pauvre. Ceux et celles qui refusent les accords avec la bourgeoisie, ceux et celles qui continuent à défendre la nécessité de lutter pour un Brésil et un monde socialistes. Nous, tous les militants du Courant socialiste des travailleurs, sommes sortis [de l'hôtel où ont été votées les expulsions. NdT] du PT, la tête haute, en accompagnant les quatre camarades exclus. Avec beaucoup d'autres camarades, nous considérons que l'expulsion de Baba, d'Heloisa, de Luciana et de Joao représente une limite pour nous et nous rompons nos liens avec le PT ; nous nous en désaffilierons formellement dans les prochains jours.

Nous sortons avec la force et le courage pour continuer la lutte, parce que nous savons que nous sommes nom-

breux, nous sommes des milliers qui rompons avec ce PT et nous voulons nous unir avec toutes et tous les camarades pour engager, conjointement, la tâche de construire un nouveau parti qui défende de façon cohérente les exigences de la classe ouvrière.

Nous avons reçu des milliers de lettres, d'e-mails, de télégrammes et d'appels téléphoniques d'appui, de solidarité, avec force ; et, avant tout, nous avons reçu des engagements à participer à la difficile tâche de construction d'un nouvel instrument politique. Plus de 6 000 camarades ont signé la déclaration politique dans laquelle nous rejetons le cours du gouvernement Lula, nous refusons les sanctions et annonçons l'attention et la nécessité de construire un nouveau parti de gauche.

Le même jour des expulsions, des intellectuels significatifs de la gauche, comme Chico de Oliveira, Carlos Nelson Coutinho et Leandro Konder, ainsi que l'ex-député fédéral Milton Temer, ont annoncé qu'ils quittaient le PT, expliquant qu'il n'existait aucune possibilité de construire un instrument de transformation en continuant d'agir dans le PT

Nous remercions tous les camarades qui nous ont envoyé des messages de solidarité et d'appui. Et, avant tout, ceux qui nous appellent à ne pas renoncer, à continuer le combat en commun. Nous continuerons la récolte de signatures pour la déclaration politique [ce texte sera publié sur le site A l'encontre] jusqu'au 10 janvier 2004. Quand nous disposerons d'une version imprimée, avec l'ensemble des signatures, nous la distribuerons dans tout le pays. Aux camarades qui sont décidés à prendre en charge la tâche de mettre sur pied un mouvement pour le nouveau parti, nous suggérons de nous aider à réunir les

signatures et, si cela est possible, à constituer des Comités provisoires du mouvement pour un nouveau parti, dans leur entreprise, dans leur ville, dans leur quartier ou sur le lieu de leurs études. A ceux qui désirent recevoir du matériel ayant trait au débat sur le nouveau parti, nous leur demandons de nous envoyer leur adresse afin de pouvoir leur faire parvenir textes et brochures imprimés par courrier.

L'année 2003 fut une année difficile, mais elle constitua un important apprentissage. Nous avons pu repérer ceux qui sont de notre côté et ceux qui ne le sont pas. Nous avons pu vérifier que la coalition avec la bourgeoisie conduit la direction majoritaire du PT à capituler face aux intérêts du grand capital. Malgré le fait que nous soyons isolés dans le cadre du Congrès national [le parlement qui siège à Brasilia. NdT], nous ne nous sentons pas isolés parce que, de façon permanente, nous avons rencontré un appui, une solidarité et l'affection de milliers de travailleuses et travailleurs que se sont sentis représentés par nous. Nous commencerons la nouvelle année sans peine ni ressentiment, en nous souvenant de la célèbre phrase de Spinoza : « *Ni rire ni pleurer, comprendre.* » Nous réaffirmons notre engagement au côté des luttes et des besoins de la classe ouvrière. Comme nous a écrit le camarade Deilson : « *Une fois la tourmente passée, la vie continue. Je suis au côté de la cohérence des rebelles et disposé à m'engager dans leurs rangs, sur le nouveau chemin.* » Nouvelle année, nouvelle vie. Para, 16.12.2003 (député fédéral de lutte Baba)

3. DÉCLARATION DE LA TENDANCE

DÉMOCRATIE SOCIALISTE DU PARTI DES TRAVAILLEURS (PT)

Le dimanche 14 décembre 2003 restera un jour noir dans l'histoire du PT. L'expulsion de parlementaires qui défendent les positions historiques du parti, y compris les positions approuvées par son dernier Congrès de décembre 2001, et cela parce qu'ils n'ont pas accepté un changement d'orientation politique qui n'a pas été largement débattu de manière collective et par la base [du PT. NdT], n'a pas de légitimité démocratique. Cet acte de violence commis par la Direction du PT salit l'histoire du parti.

L'expulsion de la camarade Heloisa Helena, membre de la Direction [Conseil. NdT] nationale du PT et du Bureau exécutif, est la plus absurde. En effet, la camarade Heloisa Helena a fait preuve, en tant que leader du PT au Sénat, d'un comportement brillant et combatif. Les positions qu'elle a défendues alors [sous le mandat de Fernand Henrique Cardoso. NdT] étaient les mêmes que celles qu'elle défend aujourd'hui. De plus, la camarade Heloisa Helena est, de façon tout à fait justifiée, une des militantes les plus reconnues par la population et elle bénéficie du plus grand prestige dans tout le Brésil et dans d'autres pays.

Par ailleurs, la camarade Heloisa Helena n'a jamais fait d'écarts par rapport à ses engagements fondamentaux vis-à-vis de la classe laborieuse, du peuple brésilien, du socialisme et de l'humanité. Au nom de ces engagements, elle a toujours affronté l'oligarchie du Nord-Est [elle est sénatrice élue et originaire de l'État d'Alagoas, qui se trouve dans le Nord-Est brésilien. NdT] et s'est toujours attelée de manière déterminée à la

construction du Parti des travailleurs. Son expulsion est un coup dur contre tout ce que le PT représente en tant que parti socialiste et démocratique. Cela aura également pour conséquence l'émergence d'une énorme tension dans les relations que le PT entretient avec des militant·e·s de gauche du monde entier.

Du point de vue éthico-politique, Heloisa Helena restera membre du PT socialiste et démocratique que nous contribuons à construire depuis sa fondation. La Démocratie socialiste (DS), en cohérence avec les résolutions adoptées lors de sa dernière Conférence nationale [fin novembre 2003. NdT], réaffirme la nécessité de continuer la lutte au sein du PT pour le retour à une orientation socialiste et démocratique. Pour cette raison, nous avons immédiatement fait recours contre la décision de la Direction nationale du PT, en demandant la convocation d'un Congrès extraordinaire [car le prochain Congrès ordinaire est prévu en 2005. NdT].

La camarade Heloisa Helena continue son engagement militant au sein de la DS. Sa présence dans le PT et dans la DS constitue un motif de fierté pour nous tout·e·s et nous ne la laisserons pas tomber.

São Paulo, le 15 décembre 2003.

4- DÉCLARATION DE MILITANTS DU PT, ENTRE AUTRES MEMBRES DE LA TENDANCE DS

« Aujourd'hui, il est temps pour nous. »

« Si nous présentions des excuses, nous nierions l'histoire du PT. » (Heloisa Helena)

Cette lettre marque notre rupture

avec le Parti des travailleurs. Elle s'adresse à toutes et à tous qui, d'une façon ou d'une autre, ont participé à l'histoire du PT, soit en construisant le parti au cours de nombreuses années, soit comme militants occasionnels, soit comme ayant voté Lula à l'occasion des dernières élections. Ceux qui la signent sont des militants et des militantes qui se sont engagés dans la construction du PT et de la Démocratie socialiste [tendance à laquelle appartiennent Heloisa Helena et l'actuel ministre du Développement agricole Miguel Rossetto. NdT] et qui n'acceptent pas de rester une minute de plus dans le parti, après les expulsions de ceux qui se sont obstinés à manifester publiquement leur désaccord face à des mesures qui enlevaient des droits aux travailleuses et aux travailleurs.

L'expulsion des camarades Heloisa Helena et Luciana Genro et des camarades Joao Batista Baba et Joao Fontes constitue notre limite [à la possibilité de rester dans les rangs du PT. NdT].

Quand bien même le parti a manifesté de nombreuses faiblesses démocratiques, qui nous ont fortement préoccupés, ce qui s'est passé aujourd'hui est de l'ordre de l'inacceptable. A la prise de décision d'expulser des camarades qui ont simplement défendu ce que le PT a toujours défendu s'ajoutent les récents départs d'importants intellectuels de la gauche du

parti, tels que Francisco de Oliveira, Carlos Nelson Coutinho, Leandro Konder, ainsi que l'ex-député fédéral Milton Temer ; tout cela indique clairement que dans le PT il n'y a plus un espace pour la construction d'une politique cohérente de transformation sociale. Il est devenu interdit de s'opposer à l'amputation de droits de la classe ouvrière mise en oeuvre par le gouvernement social-libéral de Lula. Nous appréhendons l'expulsion des camarades susmentionnés comme étant l'expulsion d'un ensemble d'élaborations et de propositions que la gauche du PT a développées tout au cours de son histoire. Et ces expulsions envoient aussi un clair message qu'aucun type de divergences politiques de la part de ceux qui restent dans le parti ne sera toléré. Dès lors, nous nous considérons aussi expulsés du parti.

A partir de notre rupture, nous nous engageons dans le débat visant à développer le processus de construction d'un nouveau pôle de référence, de nature partidaira, de la gauche au Brésil. Et cela de façon conjointe avec les camarades qui aussi ont rompu ou sont en rupture avec le PT : Heloisa Helena, le MES [Mouvement de la gauche socialiste - Luciana Genro. NdT], le CST [Courant socialiste des travailleurs - Baba. NdT], le PRS [Pôle de résistance socialiste - Joao Fontes. NdT] et de nombreux intellectuels, ainsi que d'autres socialistes

qui viendront, nous l'espérons, se joindre à ce projet.

Ce débat est à l'ordre du jour d'un secteur significatif de membres du PT et d'ex-membres du PT, de salariés du secteur public, d'étudiants et de militants de militants ayant des trajectoires politiques diverses et disposant d'une implantation dans différents mouvements sociaux. Nous croyons qu'un processus de recomposition de la gauche anticapitaliste brésilienne, comme il fut défini comme priorité par le XV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale [Secrétariat unifié. NdT], passera nécessairement par une telle construction partidaira.

15 décembre 2003

Premiers signataires : Affonso Cardoso (Parana), Ana Silvia Laurindo (Parana), Carla Cobalchini (Parana), Carlos Alberto Moreira (Parana), Carlos (Rio de Janeiro), Conceição dos Santos (Parana), Felipe Longo (Rio de Janeiro), Glasiene Cabral (Rio de Janeiro), Luciano Barboza (Rio de Janeiro), Luiz Belmiro Teixeira (Parana), Marcio Longo (Rio de Janeiro), Marco Antonio Figueiredo (Parana), Marcos Teixeira (Parana), Marcus Pedroso (Parana), Victor Neves (Rio de Janeiro)

[Textes traduits par la rédaction du site A l'encontre, les notes entre crochets sont également son œuvre]

Le triomphe de la raison cynique

Le Parti des Travailleurs (PT) est en train de mourir, il n'y reste aucun esprit transformateur, aucune authenticité, aucun élan vital. Le PT n'a plus, ne veut plus avoir de projet de société. Il a juste encore un projet de pouvoir. Il y a neuf mois, c'était une erreur de parler d'un « *gouvernement de l'ambiguïté* » [1], maintenant c'est juste une complicité avec les charlatans.

LE PT SE MEURT

La crise du PT est la crise la plus profonde de la gauche brésilienne. Ces vingt dernières années, le PT a été, pour le meilleur et pour le pire, l'avant-garde de la gauche sud-américaine. Le Parti des Travailleurs se meurt, il n'y reste aucun esprit transformateur, aucune authenticité, aucun élan vital. Il n'a plus de principes à défendre. Il n'a plus de références sur quoi que ce soit, car il est toujours prêt à sacrifier sur la table des négociations du moment ses positions historiques, que ce soit sur les fonds de pension, sur les cultures transgénérationnelles, sur la politique économique, sur le FMI ou sur n'importe quelles autres questions. Il n'a pas, et ne prétend pas avoir, un projet de société. Il

a juste un projet de pouvoir.

Ce déchaînement de jouissance, sans idéal, crée l'ambiance propice au cynisme et à la corruption croissante que nous constatons, car c'est la meilleure manière de se maintenir à flot et de se calquer sur les puissants avec lesquels on pactise. Aujourd'hui, le militant du PT cherche à être ce que la direction valorise : le carriériste ébloui par le succès rapide et la trajectoire météorique, prêt à accepter n'importe quoi, prompt à démentir le lendemain — sous n'importe quel prétexte — ce qu'il défendait jusque-là. Il n'y a plus de place pour ceux qui ont construit le parti et ne se laissent pas corrompre. Ils sont devenus un obstacle. Ils sont expulsés. Ils sont remplacés par ceux qui font leurs adhésions par Internet et par des gens attirés par les schémas politiques traditionnels. Comme on le sait, ces schémas coûtent cher, mais ils sont vidés du militantisme volontaire qui a donné son impulsion au parti lorsqu'il était jeune.

Pour financer cette opération et cette nouvelle manière d'être, il faut que la ligne de démarcation entre politique et négoce devienne de plus en plus ténue. Des candidats à l'élection au Parlement fédéral, qui étaient hier de

simples salariés, parlent ouvertement de récolter 10 ou 20 millions de réales pour leurs campagnes (4,5 à 9 millions de francs suisses), et l'on sait bien comment ils y parviennent. Des candidats aux postes les plus élevés mangent à tous les râteliers, Ce sont les règles du jeu. Il n'y a plus de pudeur. Ils s'exhibent dans les salons, toutes leurs valeurs oubliées. Le PT s'est transformé en une voie d'ascension individuelle à la richesse matérielle et au pouvoir. Il y a de plus en plus de personnes qui se croient tout à coup importantes, alors qu'elles n'ont ni histoire ni biographie. Ils sont pauvres d'esprit, toujours subordonnés aux échéances du moment — la prochaine Convention, la prochaine nomination ou la prochaine élection. Ils ne lisent pas de livre, ils ne cherchent pas à se documenter sur quoi que ce soit, ils ne sont pas solidaires du peuple brésilien et ils ne prétendent pas être fidèles à une idée de Nation. Leurs loyautés s'épuisent dans les limites étroites du groupe d'intérêts auquel ils sont liés. Des valeurs comme la modestie, la persévérance et l'idéal sont définitivement passées de mode.

LE TEMPS DU POUVOIR

Maintenant tout est calcul. L'opportunisme a libre cours, et il est pressé. C'est le temps du pouvoir. La crise du PT est la plus profonde des crises de la gauche brésilienne. Pour le meilleur ou pour le pire, le PT a été l'avant-garde politique de notre gauche ces vingt dernières années. Et l'Articulation (courant majoritaire du PT) était à l'avant-garde de cette avant-garde. Non seulement elle poursuivait avec cohérence une stratégie politique et contrôlait avec compétence les principaux appareils du pouvoir, mais elle proposait aussi à

toute la gauche une forme de lutte stratégique qui, une fois victorieuse, avec l'élection de Lula à la présidence, aurait pu déboucher sur une nouvelle période d'action politique dans notre pays.

Nous avons participé quotidiennement à de multiples activités militantes et, tous les quatre ans, nous renouvelions notre espoir d'une possibilité réelle, celle de mettre Lula à ce poste de président. La transition, depuis l'apogée jusqu'à la crise, a duré moins d'un an. Aujourd'hui l'Articulation a plus de pouvoir que la gauche n'en a jamais eu, mais elle n'est plus l'avant-garde de quoi que ce soit, ni pour le meilleur ni pour le pire. Maintenant elle est devenue tout autre chose : un groupe qui occupe des positions d'autorité dans un État corrompu et conservateur, qui affiche sa force lorsqu'il s'agit de récompenser ou de sanctionner, mais qui se montre faible pour transformer. Et comme le fait cet État, l'Articulation utilise ces positions pour négocier n'importe quoi avec n'importe qui.

LE PT : BOURREAU

DE SA BASE SOCIALE

Il y a neuf mois, on parlait de manière erronée d'un « gouvernement ambigu ». Aujourd'hui il ne s'agit que d'une complicité avec les charlatans. Et ce qu'il y a de plus ignominieux, c'est la cooptation du PT par le système au pouvoir, car elle n'entraîne aucun gain réel pour la base sociale qu'il est censé représenter. Au contraire, le PT a accepté d'être le bourreau de cette base sociale : depuis le début du gouvernement de Lula jusqu'en février 2004 on pourra compter un million de nouveaux chômeurs, et les revenus du travail sont en chute libre, Le système public des retraites a été démonté, et on annonce sous peu un

règlement de comptes avec la législation du travail. En comparaison, la trajectoire de la social-démocratie européenne est brillante.

Personne d'entre nous ne demandait que Lula fasse la révolution, personne n'ignore le contexte national et international qui nous entoure. Nous lui demandons juste un peu de pudeur, un esprit républicain et de trouver un compromis avec un capitalisme régulé. Mais cela suffit déjà pour qu'on nous considère comme des radicaux, dans un pays où depuis toujours la politique et l'impudeur allaient souvent de pair, en ce sens que l'État a toujours été un espace de marchandage où prévaut le banditisme. Nous insistons sur ces trois choses, car ce sont elles qui font que la politique n'en vaut plus la peine. Autant rentrer chez soi.

CE QUI NOUS SÉPARE

DU PT

Ce qui nous sépare du PT, ce ne sont pas les positions adoptées sur telle ou telle question. Ce sont les valeurs et les principes. Ce pragmatisme illimité de ceux qui, dès qu'ils arrivent au pouvoir, ne veulent plus courir de risque, même pas celui de dire la vérité. Au lieu de la vérité, ce sont le marketing, la dissimulation, l'engraissement qui l'emportent, dans une immense opération de dés-éducation politique du peuple brésilien. Au lieu d'une action collective allant du bas vers le haut, il y a un leader qui démobilise et qui, comme n'importe quel personnage médiocre, commence à se prendre pour un demi-dieu. Au lieu d'un projet, ce sont des propos habiles, un discours adapté à l'interlocuteur qui l'emportent. Au lieu de dialogue, il y a des menaces, des chantages, des avancements et des li-mogeages. Au lieu de la lutte des

idées, il y a des manœuvres dans l'ombre.

C'est le triomphe de la raison cynique. Un héritage durable. Et le chef de tout cela s'appelle Luiz Inacio Lula da Silva. Le principal héritage qu'il laissera à la gauche brésilienne ne sera pas composé de réussites et, comme dans la trajectoire de n'importe quelle personne, de quelques erreurs. Son héritage le plus durable sera le choix systématique de valeurs négatives qu'il a aidé à diffuser largement au cours des dernières années.

C'est cela qui est impardonnable. Il se montre arrogant avec « ceux d'en bas » et soumis avec « ceux d'en haut ». Il se disqualifie en tant que dirigeant populaire dont on attend justement le contraire : qu'il soit humble avec ceux d'en bas et ferme avec ceux

d'en haut. Aux pauvres, « ses enfants », il demande une patience infinie, alors qu'il satisfait avec empressement les demandes des riches, de ceux qui financent ses campagnes.

Il met un million de Brésiliens au chômage et il l'annonce comme une mesure pour racheter l'auto-estime du Brésil. Il se considère courageux parce qu'il enlève des droits aux infirmières et aux enseignants, conduisant ainsi les services publics à l'effondrement, alors que, dans le même temps, il s'apprête à verser ponctuellement plus de 150 millions de réales (68 millions de francs suisses) d'intérêts aux spéculateurs, et cela pour cette seule année. C'est le nouveau leader des 300 voleurs qu'il dénonçait autrefois. Ensuite c'est à eux qu'il attribuera des ministères.

Son gouvernement passera, mais son passage au pouvoir laissera à la gauche un lourd héritage : des milliers de personnes sans valeurs, qui auront appris dans le PT que faire de la politique c'est faire des affaires. Et ceux-là resteront encore un temps, sous forme d'une génération de gens perdus, qui ont connu la défaite sans avoir jamais lutté. Voilà le résultat.

Octobre 2003

Note

1- « Gobierno en disputa » : allusion à la position en février 2003 de Joao Pedro Stedile, leader du Mouvement des sans terre (MST), en référence à la position ambiguë du gouvernement de Lula (ndt).

Pourquoi je quitte le Parti des Travailleurs

Cet article consomme mon éloignement du Parti des Travailleurs (PT), duquel je me détache formellement. Ici je ne m'adresse ni à une quelconque instance formelle du parti, ni à ses dirigeants au sein du parti ou dans le gouvernement, mais aux membres du PT et aux citoyens en général. Aux premiers, parce que j'ai partagé avec eux le militantisme au cours de toutes les années dans le parti, et aux seconds parce qu'ils sont les seuls détenteurs formels, selon la Constitution, du pouvoir républicain et démocratique, ceux auxquels le PT et son gouvernement doivent obéissance. Ces derniers ont fait confiance au PT, que ce soit en tant que militants et électeurs ou que ce soit en tant que citoyens qui ont permis, par leur appui réitéré à la démocratie, l'existence même du Parti des Travailleurs et son arrivée au Pouvoir Exécutif [Présidence de la République fédérale par Lula et gouvernement avec des membres du PT. NdT] ainsi que l'obtention d'une majorité [au travers d'accords avec d'autres formations. NdT] dans les deux Chambres [Parlement et Sénat. NdT] qui représentent le peuple. J'ai le droit de demander des comptes au Parti des Travailleurs quant à la politique gouvernementale qu'il exerce, aussi bien à cause de ma condition de militant que de mon statut ci-

toyen. Et, dès aujourd'hui et dans le futur, exclusivement en ma condition de citoyen.

Bien au-delà de ce qu'en pense la direction du parti, le PT doit donner satisfaction aux citoyens et citoyennes qui lui ont créé les conditions pour qu'il se batte démocratiquement et parvienne au gouvernement. Il manque à ces dirigeants la conscience démocratique et républicaine, et ils débordent d'arrogance, de prétention et de manœuvres de la pire espèce.

Ce n'est pas l'arrogance qui me meut, ni le désir de tenir des propos catilinaires [véhéments. NdT], ni celui de me livrer à des prophéties catastrophiques, ni celui encore que d'autres me suivent sur ce chemin. Chacun des membres du PT et chaque citoyen est indépendant et seul sujet de ses propres actions, décisions et options. Tout simplement, je n'ai plus confiance envers les dirigeants du parti qui se trouvent au gouvernement et envers ceux qui se trouvent dans les instances du parti. Je ne pense d'ailleurs pas non plus que cet ensemble soit homogène.

Beaucoup de ceux qui se trouvent au gouvernement, qui restent et qui resteront au parti, ont le droit de procéder de cette manière et je ne les transforme pas en mes ennemis, ni même en adversaires. J'ai la certitude que je continuerai à maintenir des amitiés fraternelles avec beaucoup d'entre

eux et que je continuerai à les considérer comme des membres importants de la lutte brésilienne et comme des lutteurs pour les transformations de la société brésilienne sur le chemin vers la justice, l'égalité sociale et le socialisme.

Je m'éloigne parce que je n'ai pas voté aux dernières élections présidentielles et parlementaires pour le PT, afin de le voir gouverner sur un programme qui n'a pas été présenté aux électeurs. Ni le Président, ni beaucoup de ceux qui se trouvent dans les ministères, ni d'autres qui se sont présentés à la chambre des Députés et au Sénat de la République ne m'ont demandé mon vote pour conduire : une politique économique désastreuse ; une réforme de la Prévoyance sociale en faveur du système financier [fonds de pension contrôlés par les banques et assurances, nationales et internationales. NdT] et contre les travailleurs ; une réforme fiscale oligarchique ; une campagne de discrédit et de démoralisation de la fonction publique ; une inversion des valeurs républicaines au bénéfice de l'idéal libéral du succès à n'importe quel prix qu'est le « *triomphe de la raison cynique* », selon les mots de César Benjamin [voir l'article précédent de César Benjamin. NdT] ; une politique d'alliances contre nature ; une « chasse aux sorcières » anachronique et évoquant les pires pratiques staliennes ; un ensemble de politiques qui font semblant d'être sociales alors qu'elles ne sont qu'organisation de la pauvreté ; et, enfin, pour ne pas être plus long, pour un gouvernement qui n'est en fait que le troisième mandat de Fernando Henrique Cardoso [le Président qui précédé Lula et a régné durant deux mandats, de 1995 à 2003. NdT]

Même le « joyau de la couronne » du gouvernement, qui est sa politique

extérieure, ressemble beaucoup à un retour en arrière : la croyance dans le libre-commerce et les zones de libre-échange, à contre-courant de la riche expérience latino-américaine, théorisée brillamment par Raul Prebisch et Celso Furtado [les deux économistes qui sont les références du courant « développementiste », le premier Argentin, le second Brésilien. NdT]. Ni mon vote ni celui des millions de personnes qui ont mis leur confiance dans des changements substantiels dans la direction du pays, en déposant cette confiance dans le Président élu et dans ceux qui le secondent au gouvernement et dans le parti, ne furent donnés pour cela.

Mes critiques à l'encontre du gouvernement datent de longtemps. Dans ces critiques, toutes publiques, dans des articles et des interviews, j'ai manifesté sans cesse, non seulement mon désaccord, mais également ma conviction qu'en continuant sur ce chemin, nous n'arriverions pas à bon port dans ce premier gouvernement fédéral du PT. Je ne suis pas le seul d'ailleurs sur cette position.

Mais mon désaccord ne se fonde pas seulement — et cela serait pourtant déjà beaucoup — sur ce qui pourrait être considéré comme une déviation conjoncturelle, une opération politique tactique pour gouverner et atténuer les effets de l'héritage de Fernando Henrique Cardoso.

Ma critique va plus loin : il existe des transformations structurelles dans la position de classe d'un vaste secteur qui domine le PT, qui indique un réel changement du caractère de ce parti. Et, comme des positions de classe ne se transforment pas par de simples changements de nombres, de conjoncture ou d'amélioration de quelques indicateurs économiques, je considère que le gouvernement Lula est en train d'aggraver le dit « hérita-

ge maudit » de FHC, le rendant ainsi irréversible. Je n'ai pas voté pour cette aggravation, mais contre celle-ci.

Cette position critique a été continue et ne doit pas être confondue avec du « personnalisme » ou des accusations. Même lorsque je me suis trompé en qualifiant les actes du ministre en chef du Cabinet présidentiel [José Dirceu, dirigeant du PT, avait été mis en cause dans un entretien accordé par Chico Oliveira à propos des mutations sociologiques du PT. NdT], ce que j'ai reconnu dans une lettre qui a été publiée, mon intention fut d'attirer l'attention sur la répétition de pratiques qui ont tout simplement fait du Brésil l'un des pays les plus inégalitaires du monde capitaliste, malgré le fait d'avoir été second, en termes de taux de croissance, depuis le milieu du XIX^e siècle jusque dans les années 1970 du siècle passé.

La reconnaissance de ma propre erreur ne fut pas accompagnée d'un geste équivalent, puisque la correspondance du ministre lui-même ne parvint même pas à la connaissance du public, pour l'informer que lui-même avait suggéré de renoncer à l'action en justice qu'il avait annoncée publiquement, substituant à cela un échange de correspondance qui voulait considérer que les deux parties étaient satisfaites. Cela fait partie de la pratique subtile de déqualification de ceux qui font opposition.

Je pourrais me réjouir de ma condition de fondateur du parti, de personne arrivée bien avant plusieurs de ceux qui profitent aujourd'hui du pouvoir. Mais cela ne m'intéresse pas de glorifier ni d'« héroïser » ma position : j'abomine les institutions héritées, parentes avec le capitalisme, et je décline leurs hommages.

Le parti est une association de citoyens libres pour un projet collectif de pouvoir, dans la définition clas-

sique, basée sur une expérience commune, d'une quelconque nature, mais surtout de classe. Ce n'est pas une question affective, bien qu'au cours des années des liens de cœur très forts se soient tissés. Quand l'équipe qui forme le parti, le projet collectif de pouvoir pour la transformation de la société dans le sens du socialisme et de la mobilisation de toute la société s'épuise, il est alors temps de quitter le parti. Les amitiés, si elles ont été solides, se poursuivront.

Ce n'est pas non plus le ressentiment qui me meut, comme les nouveaux et anciens intrigants qui hantent les Palais de Brasília. Je défie tous les cancaniers de la maison de raconter une seule conversation que j'aurais eue concernant des charges ou fonctions dans le gouvernement. Sauf Paulo Vannuchi [journaliste et directeur de l'Institut de la citoyenneté. NdT] qui connaît mon refus immédiat, lui qui a été porteur d'un message du Président déjà élu, mais pas encore en fonctions [Lula est élu en octobre 2002 et prend ses fonctions en janvier 2003. NdT] ; lettre dans laquelle il était dit que les charges du premier échelon devraient être négociées, mais que pour toute charge de second échelon, dans le domaine de ma compétence et de ma préférence, je n'avais qu'à choisir,

Celui-ci ouvrit dans mon bureau, dans une conversation privée en tête-à-tête requise par lui-même, un immense organigramme de l'État brésilien, pour localiser des charges et fonctions que je n'avais qu'à choisir. Je le priai de fermer l'organigramme et de dire au Président que je n'accepterais jamais de charge gouvernementale, même la plus importante, la mission de l'intellectuel étant celle d'exercer la critique.

C'est la même conversation que j'avais tenue avec lui deux années au-

paravant dans la maison du professeur Antonio Candido, quand Marta Suplicy fut élue maire de Sao Paulo et que celui qui est aujourd'hui président fit dire que lui aussi désirait que je choisisse une charge. Il reçut la même réponse que celle qu'il allait recevoir deux années plus tard. Ce fut également la même réponse que celle que je donnai à la camarade députée Luiza Erundina [Erundina fut élue comme maire de Sao Paulo en tant que membre du PT, puis s'allia à Itamar Franco, politicien bourgeois ; elle fut suspendue du PT. NdT], lorsqu'elle fut élue maire de Sao Paulo et qu'elle m'invita personnellement, par téléphone, à être secrétaire à la planification. J'ai refusé et j'ai transmis le nom du professeur Paul Singer [actuel ministre du secteur coopératif. NdT], qui finit par être l'excellent secrétaire de la Planification de Luiza Erundina.

Beaucoup trouveront ma décision précipitée, convaincus que le gouvernement Lula en est encore aux discussions. Ce n'est pas mon cas : le gouvernement Lula n'aura jamais l'hégémonie ; il disposera seulement de majorités parlementaires « ad hoc », sans aucune solidité. Le PT a modifié l'hégémonie qui était en train de se former dans un ample mouvement et cela depuis la dictature — mouvement dans lequel le parti lui-même occupait une place et une fonction centrales. Il était une autorité morale qui réclamait la transparence, la séparation des sphères publique et privée ; il faisait la critique du néolibéralisme et organisait les travailleurs en incluant les exclus et en indiquant le chemin du socialisme, refusant le plat de lentilles offert par les dominants.

Le PT dans le gouvernement est un prolongement de la longue « voie passive » brésilienne, l'expansion du capitalisme de l'exclusion, la répétition

de celui-ci, depuis le jeu d'alliances éhonté jusqu'aux politiques des tickets de lait. Le PT est aujourd'hui le parti du centre sur l'échiquier politique brésilien, aux côtés de celui qu'il s'est choisi comme frère, le PSDB (Parti Social-Démocrate Brésilien) : ils se détestent mais ils sont frères. Et le pire c'est qu'il ne sait pas qu'il est au centre : il est persuadé d'être en train de réformer le pays.

Bien que des transformations structurelles — que le PT lui-même a toujours sous-estimées — aident à expliquer une bonne partie de son embourgeoisement, ou de son vieillissement précoce [selon les termes de Marx et Engels, deux « renégats » du pouvoir PT. NdT], la responsabilité des dirigeants est inexplicable. Le président occupe une place centrale : c'est lui, le dirigeant charismatique responsable, puisque c'est lui qui projette une ombre de protection et de charme sur les processus réels.

Quand le leader charismatique lui-même n'a pas conscience de ce rôle immanent, alors la politique en tant qu'activité des citoyens court un risque sérieux, celui d'annuler la politique. Il appartient aux citoyens de récupérer le sens de la politique et le premier pas est essentiellement celui de démythifier le mythe.

Décembre 2003

* Francisco de Oliveira, fondateur du Parti des Travailleurs du Brésil, est professeur émérite de sociologie auprès du Département de sociologie de la Faculté de Philosophie et de Sciences humaines de l'USP (São Paulo). Il coordonne le Centre d'études des droits de la citoyenneté (CENEDIC) auprès de l'USP.

Lula : l'an I

Le gouvernement de Lula fait son apparition sur une scène marquée par l'hégémonie politique nord-américaine et par le néolibéralisme en tant qu'idéologie et politique économique prédominante. C'est dans ce contexte que s'insère le gouvernement du PT (Parti des travailleurs), qui était mis au défi de sortir du modèle néolibéral ayant dévasté le Brésil.

Dans cette optique, la première année du gouvernement Lula doit être jugée négativement. La politique économique héritée du gouvernement antérieur a été non seulement poursuivie mais également approfondie.

Le prix payé pour cette orientation : l'objectif central que s'assignait [au cours de la campagne électorale, et encore plus dans les programmes de référence. NdT] le gouvernement Lula, « *la priorité au social* », n'a pas été atteint. Au contraire, si du côté des indicateurs financiers il y a eu une amélioration générale, tous les indicateurs sociaux, quant à eux, se détériorent. On peut résumer cette trajectoire en disant que le gouvernement actuel a assumé l'administration de la crise héritée [des deux mandats de Fernando Henrique Cardoso 1995-2002. NdT], qu'il n'est pas parvenu à la surmonter positivement, et qu'il a donné suite aux orientations prises par le gouvernement antérieur, gouvernement dont les options suivaient

fidèlement les directives du FMI.

Ainsi, au cours de sa première année, 2003, le gouvernement Lula s'est révélé être très conservateur : conservateur pour ce qui a trait à la politique économique ; conservateur aussi à l'occasion de deux réformes adoptées — celle sur les retraites [qui élargit la voie en faveur des fonds de pension privés. NdT] et celle sur la fiscalité ; conservateur enfin jusque dans les discours de Lula lui-même, qui se sont trouvés être démobilisateurs, critiques à l'égard des mouvements sociaux et qui n'ont fait aucune mention du capital financier et du néolibéralisme.

Comment a-t-il été possible que le PT, un parti né du syndicalisme de base, des mouvements sociaux et de la lutte contre le néolibéralisme ait pu jouer ce rôle ?

DE L'ANCIEN PT

AU « NEW PT »

Depuis 1994 particulièrement, le PT est passé par un processus de transformation de sa composition interne et de sa relation avec les mouvements sociaux et avec les institutions [le Brésil est un État fédéral et le PT a conquis des positions importantes dans des municipalités de millions d'habitants, dans les États dont l'appareil est imposant et dans les institutions parlementaires nationales ; à ce-

la s'ajoute la participation à la gestion de fonds de pension et d'autres organes économiques. NdT], ainsi que par la redéfinition des thèmes centraux pour la stratégie du parti. Cela a été le résultat d'un bilan tiré par la direction du PT au moment de la défaite à l'élection présidentielle de 1998 contre Fernando Henrique Cardoso, campagne au cours de laquelle le thème de la réforme de la fiscalité était devenu le centre du débat au détriment de la priorité aux politiques sociales prônée par le PT [Cardoso mettra en place un dur plan d'austérité pour la période 1999-2001, étayé sur les projections et propositions du FMI. NdT].

Le plus significatif a cependant été l'intégration du PT dans l'institutionnalité, celle-ci gagnant même en importance en tant que scène privilégiée d'activité du parti, au détriment de la relation de ce dernier avec les mouvements sociaux. Parallèlement, Lula a centré son activité sur l'« *Instituto da Cidadania* » (Institut de la Citoyenneté), se distanciant par là même de la vie interne du PT. Simultanément, le parti subissait un changement de sa composition interne : des données du dernier Congrès national du PT, qui a eu lieu en décembre 2001 à Recife, indiquent qu'environ trois quarts des délégués présents n'étaient pas liés à la base de mouvements sociaux.

Mais la transformation politique et idéologique principale a eu lieu au cours de la campagne présidentielle de 2002. Au début, l'alliance avec des secteurs de la grande industrie révélait le rôle prédominant que devait

jouer l'entrepreneur productif, la figure socio-économique liée au marché intérieur, comme c'était le cas de José Alencar, un grand industriel du textile [actuel vice-président du Brésil. NdT]. Mais au cours de la campagne, alors que s'est produite une forte attaque spéculative contre le real [sortie de capitaux. NdT], liée directement à la possibilité de la victoire électorale de Lula, et au moment où ce dernier ne parvenait pas à dépasser le seuil historique, dans les intentions de votes, des 30 % en faveur du PT, il a édicté une Charte pour les Brésiliens. Dans cette dernière, il promettait de respecter les engagements pris par le gouvernement de FHC. Et il adoptait un discours de marketing politique sur la ligne : « *Votez Lulinha, pour la paix et l'amour* » [le diminutif inho-inha est un suffixe très largement utilisé au Brésil, qui a en général une connotation d'affection. NdT].

Ce nouveau profil politico-médiatique donnait l'impression que le gouvernement Lula s'engagerait dans le sens d'une reprise du développement et d'une priorité accordée au social, alors que ces deux objectifs étaient rendus non viables par les critères de l'équipe économique [du PT proto-gouvernemental et de ses alliés. NdT] qui poursuivait des objectifs encore plus exigeants que ceux du FMI. Son gouvernement se trouve alors confronté au défi de la quadrature du cercle : reprendre le développement, redistribuer la richesse, créer des emplois et résoudre les graves problèmes sociaux du Brésil sans pour

autant sortir du modèle néolibéral. En prenant en compte le bilan de cette première année, quelles perspectives peut-on entrevoir pour l'année qui vient ? La perspective est la poursuite de la politique actuelle, avec de légers changements, selon que l'évolution de la production agricole et industrielle [au sein de laquelle quelques secteurs sont déterminants, car la structure de l'économie est de plus en plus dépendante des exportations. NdT] sera moins mauvaise que celle de la production actuelle qui côtoie la cote zéro. Cela définira alors la configuration définitive du gouvernement Lula en tant qu'administrateur de l'hégémonie du capital financier et le conduira à l'échec, aussi bien en tant que gouvernement de gauche qu'en tant que continuateur des politiques « *épuisées d'ailleurs* » du gouvernement FHC.

Le bilan esquissé ici permet un diagnostic définitivement négatif du mandat du PT à la présidence de la république.

27 décembre 2003

* Emir Sader est professeur à l'Université de Sao Paulo (USP) et à l'Université de l'État de Rio de Janeiro (UERJ), ainsi que coordinateur au Laboratoire des Politiques Publiques de cette même université. Il est également l'auteur, entre autres, de *La vengeance de l'Histoire* (Ed. Boitempo) et de *XXe siècle : une biographie non autorisée* (Ed. Fondation Perseu Abramo).

Entretien dans *Brasil de Fato*, journal soutenu par le Mouvement des sans-terre (MST). Fabio Konder Comparato est professeur à la Faculté de droit de l'Université de São Paulo et proche des théoriciens de la théologie de la libération, dont l'une des positions est de valoriser les mouvements sociaux par rapport aux organisations politiques. L'entretien peut être consulté dans sa totalité sur le site de A l'Encontre (www.alencontre.org).

« Entre les banquiers et le peuple, le gouvernement Lula a choisi les banquiers »

Quelle analyse faites-vous de la première année de gouvernement Lula ?

Fabio Konder Comparato La situation est préoccupante. Pendant longtemps le Produit intérieur brut (PIB) a augmenté sans qu'il y ait une amélioration dans la distribution de la richesse. L'année passée, le gouvernement Lula est arrivé au pouvoir avec l'appui d'un espoir populaire énorme et nourri d'une chaleur humaine extraordinaire. Petit à petit, ce gouvernement est en train de détruire notre espoir, ce qui est très grave car gouverner ne signifie pas seulement exercer le pouvoir. Gouverner signifie également le fait d'enraciner ses actions dans la conscience et l'espoir du peuple.

Au contraire, ce gouvernement a adopté la politique économique de la pensée unique et a suivi et renforcé les orientations fondamentales du

gouvernement précédent. La preuve en est la croissance négative enregistrée en 2003, l'appauvrissement de la majorité des salarié·e·s et l'augmentation de la misère.

En même temps, on assiste à une véritable explosion des profits des institutions financières. Le pays est ainsi en train de s'embarquer corps et âme dans le capitalisme financier, un système économique qui ne produit rien et qui vit aux dépens des marges prises par les intermédiaires et par les spéculateurs.

Du point de vue de la gauche brésilienne, à quoi attribuez-vous ce comportement que l'on peut qualifier de très frustrant ?

Fabio Konder Comparato Je ne crois pas que l'option prise par le gouvernement de Lula soit fondée uniquement sur des critères économiques. Elle a une origine politique.

En effet, la direction du Parti des travailleurs (PT) a décidé, en juin 2002, que le candidat Lula ne pourrait perdre l'élection présidentielle une quatrième fois de suite. Si cela devait arriver, le PT devrait subir une transformation de fond en comble, et remplacer toute son équipe dirigeante. Par conséquent, les dirigeants du PT ont joué à quitte ou double, pariant dans la possibilité, quasi désespérée, d'arriver au pouvoir.

Sous cet angle, le pouvoir signifiait pour cette équipe l'acceptation du jeu du pouvoir tel qu'il est, à savoir complètement séparé de la vie réelle du pays. En général, l'histoire du pouvoir tourne en rond. Il s'agit d'une tendance permanente : tout pouvoir tend à sa concentration et se concentre sur lui-même, c'est une espèce de maladie psychologique. Les hommes et les femmes au pouvoir ont toujours la tentation de tenir compte uniquement d'eux-mêmes. Ils ne comprennent jamais la réalité en dehors du cercle fermé du pouvoir. Ils deviennent aveugles et sourds mais, évidemment, ils ne deviennent pas muets.

Au contraire, ils parlent énormément pour donner l'impression qu'ils maintiennent un contact avec la réalité sociale. Cela ne signifie pas que les hommes et les femmes du gouvernement Lula, à commencer par Lula lui-même, soient mauvais, manifestent une faiblesse de caractère. Au contraire. Ils n'étaient seulement pas préparés à affronter ce jeu du pouvoir, et pensaient qu'ils pourraient dominer *l'establishment* bourgeois en place.

La justification donnée par le gouvernement se centre sur le fait que la première année, 2003, serait consacrée à une préparation pour une croissance et pour des change-

ments futurs.

Fabio Konder Comparato Parfois, je me demande si ces gens au perchoir, qui sont intelligents et connaissent les données statistiques, croient vraiment ce qu'ils racontent.

En 2003, le total des investissements a été de 10 % inférieur à celui de 2002. Et cette tendance ne changera pas en 2004, car ce qui asphyxie véritablement l'économie brésilienne est le degré d'endettement de l'État. Cela ne sert à rien d'invoquer l'héritage du gouvernement précédent. En effet, Lula non seulement n'a pas réduit la crise, mais il l'a renforcée. Même des contraintes financières, que le FMI (Fonds monétaire international) n'avait pas exigées, ont été augmentées par le gouvernement.

Et en plus, le ministre de l'Économie, Antonio Palocci — auquel le président de la République adresse tous les jours des éloges —, vient d'affirmer que l'augmentation de l'excédent budgétaire primaire [soit le solde positif, avant le paiement des intérêts de la dette interne et externe, donc du versement de rentes aux détenteurs capitalistes d'obligations. NdT], fixé pour 2003, sera maintenue pendant au moins dix ans [ce qui explique la réception plus que positive par les « marchés financiers » du nouvel emprunt obligataire sur 30 ans effectué par le gouvernement brésilien. NdT]. Dans ce contexte de contrainte financière, il devient impossible de réunir des capitaux publics pour l'investissement. Je ne crois pas que les fonctionnaires de la Banque centrale [à la tête de laquelle se trouve l'ancien PDG international de la banque américaine Bank of Boston. NdT] et du Ministère de l'économie ne sachent pas faire des comptes. Au contraire, je pense qu'ils ont une vue parfaite de ce qui se passe.

Comme alternative, le gouvernement aurait au moins pu se poser la question : qu'est-ce qui se passerait si on ne remboursait pas la dette contractée par l'État ? Cette dette comprend une dette contractée à l'étranger et une dette interne. Cette dernière est, en grande partie, manipulée par les banques brésiliennes qui possèdent, sans doute, dans leurs portefeuilles la moitié des titres publics émis par le gouvernement brésilien [en grande partie par le gouvernement du néolibéral Fernando Henrique Cardoso qui a régné durant huit ans sur le Brésil, de 1995 à fin 2002. NdT]. L'autre moitié est entre les mains des fonds de placements financiers privés.

Face à cette situation, l'attitude du gouvernement envers les banques aurait dû être dictée par les intérêts de l'État. Toutefois, en réalité, le gouvernement Lula s'est placé dans une position subordonnée, celle de quelqu'un qui est obligé de se soumettre au pouvoir des banques. Cela n'a pas de sens.

En ce qui concerne la dette extérieure, il aurait été possible de négocier si le gouvernement avait un plan cohérent pour combattre l'absence de ressources publiques. Ce qui se passe, c'est que, une année après son arrivée au pouvoir, le gouvernement s'est révélé incapable de présenter un projet pour le pays dans son ensemble. Actuellement, nous ne savons toujours pas où ils nous mènent. Nous devons simplement croire aux informations répétées selon lesquelles la prospérité se trouve juste derrière le coin de la rue et qu'il faut simplement attendre un peu, avoir un peu de patience...

Il est clair que pendant quelques mois nous avons fait confiance. Mais, maintenant, nous voulons des faits, et les faits malheureusement sont devant nous : toujours moins d'investissements, toujours moins d'emplois,

dénationalisation de l'économie brésilienne et une impossibilité manifeste de rassembler des ressources, même modestes dans un premier temps, pour faire face au programme de politiques sociales présentées par le gouvernement. Il n'y a pas de ressources, ni pour l'éducation, ni pour la santé, ni pour la réforme agraire.

Et, comme nous pouvons constater, entre une réduction nette des taux d'intérêt et la réduction de budgets de la sécurité sociale, le gouvernement a clairement choisi la deuxième option. Cela signifie que, dans l'affrontement entre les intérêts des banquiers et ceux de grande masse de la population pauvre du Brésil, le gouvernement a choisi de maintenir de bonnes relations avec les banquiers. Tout cela est désastreux. Mais cette situation ne peut pas durer longtemps. En effet, il faut une base économique au maintien de ce système.

Que faut-il penser des politiques sociales lancées jusqu'à maintenant, comme le programme « Faim zéro » et celui « bond scolaire » ?

Fabio Konder Comparato Je pense que ce sont des miettes. Il y a un principe fondamental que le gouvernement n'a pas encore compris : le développement économique doit être basé sur une politique économique correcte.

Les inégalités sociales ne sont pas provoquées par l'absence de politiques sociales, mais par la perversité de la politique économique qui, intrinsèquement, les accroît en concentrant toujours plus la richesse. On ne peut pas lutter contre la misère simplement par le biais de politiques sociales. Il faut corriger cette fabrique de misère que représente le système capitaliste. Et pour affronter ce système, il est nécessaire de s'y préparer

de manière solide, surtout au niveau éthique, au niveau du camp social choisi.

Prendre le parti de maintenir le système en place signifie prendre le parti de ceux qui écrasent le peuple. On ne peut pas opposer la plus petite justification, la plus légère des explications, au fait de mettre à la porte un million de travailleuses et travailleurs [allusion aux pertes d'emplois en 2003. NdT] et ruiner des milliers de petites et moyennes entreprises afin de résoudre les problèmes financiers du gouvernement. Cela est possible uniquement lorsque l'on a accepté la pensée unique : c'est comme si l'économie était considérée comme une science naturelle et n'avait rien à voir avec la vie humaine. Nous pouvons commettre des erreurs dans la dimension technique de l'économie, mais nous ne pouvons pas accepter éthiquement que l'économie continue de perpétuer la misère.

Quelle est votre opinion sur les sanctions décidées contre les députés du PT qui se sont révoltés contre les orientations actuelles du gouvernement ?

Fabio Konder Comparato C'est un acte lamentable. Par le passé, le PT avait déjà expulsé des membres. Mais le PT d'aujourd'hui n'est plus celui du passé qui avait l'autorité morale pour procéder à des expulsions. Actuellement, le PT fait des alliances avec le PTB (Parti travailliste brésilien), conclut des accords avec José Sarney (ancien président de la République) et avec Antonio Carlos Magalhães, il négocie avec les agro-industriels du sud sur le soja transgénique, etc.

Quelle est l'autorité morale actuelle du PT qui lui permette d'expulser ces personnes ?

Quelle est votre analyse de la politique extérieure du gouvernement ?

Fabio Konder Comparato Jusqu'à présent, la politique extérieure est pratiquement la seule chose dans ce gouvernement que l'on peut sauver. En dehors du Ministère de l'économie, les autres dicastères accomplissent leur tâche de manière satisfaisante, mais ils sont complètement asphyxiés par la politique économique.

En ce qui concerne la politique externe, traditionnellement elle ne souffre pas de cette asphyxie. Malgré les coupes opérées par le Secrétariat aux finances au sein du Ministère des Affaires étrangères — qui provoquent parfois des contraintes désagréables pour les diplomates brésiliens — la politique externe peut s'accomplir de manière plus libre étant donné qu'il ne s'agit pas d'une politique d'investissement économique.

Selon moi, aucune « politique économique progressiste » ne peut tenir longtemps en place, si elle est menée par un gouvernement en réalité conservateur et rétrograde comme le gouvernement brésilien. En effet, il existe une contradiction évidente dans ce gouvernement. En même temps, notre gouvernement est le leader de mouvements de libération venant de la périphérie du monde capitaliste, en vue de contrer les injonctions venues du centre du système, et il se conforme de manière appliquée à toutes les obligations imposées au Brésil par le FMI. Un pays avec une croissance significative de son économie et capable de réduire la pauvreté dispose de l'autorité nécessaire pour parler de la question de la pauvreté. Mais, un gouvernement qui est en train de couler, dans la stagnation économique, et qui favorise l'avancée des inégalités sociales n'est pas un

bon exemple pour les autres pays pauvres dans le monde. Il est nécessaire de comprendre cela. Pendant la dictature militaire, par exemple, il apparaît clair que la politique militaire du pays ne pouvait pas être favorable à la défense des droits humains. Cela aurait signifié une contradiction manifeste avec ce qui se passait réellement au Brésil.

La même contradiction commence aujourd'hui à émerger dans la sphère de la politique économique. L'Argentine, par exemple, a suspendu le paiement de sa dette publique et a ainsi bénéficié d'un coup d'air frais extraordinaire — le pays est retourné dans la croissance et le chômage a diminué de manière importante. Par cet acte, l'Argentine a montré que le pays pouvait à nouveau respirer à l'extérieur de la chambre hermétique dans laquelle il avait été enfermé par les gouvernements précédents, de concert avec les organismes financiers internationaux. Pour cette raison, l'Argentine connaît une situation meilleure que celle du Brésil pour pouvoir défendre une politique externe indépendante. Et cette question doit être posée avec une certaine perspective : jusqu'à présent, grâce à l'administration excellente du Ministère des Affaires étrangères, le Brésil a pu mener une politique indépendante face aux sommations de la part des États-Unis par rapport à la constitution de la Zone de libre échange des Amériques (ALCA). Mais il faut considérer ces développements avec beaucoup de précautions.

En effet, je pose la question : pourquoi les États-Unis ont-ils fini par accepter la position brésilienne au sein de l'ALCA ? Avant de répondre, il ne faut pas oublier qu'à la fin de cette année auront lieu les élections présidentielles aux États-Unis. Et un échec dans un dossier aussi important pour

la puissance américaine pourrait avoir des répercussions négatives pour le président américain actuel. Mais, dans le futur, si nous devenons plus dépendants du FMI, dans quelle mesure les États-Unis ne profiteront-ils pas de la situation pour faire pression sur le FMI, en exigeant que le Brésil assouplisse sa position par rapport à la constitution de l'ALCA ? Ce sont ces doutes qui pèsent sur nous tous, sur le peuple brésilien dans son ensemble. Et je le répète encore une fois : cette évolution n'a pas son origine dans la méchanceté des êtres humains en soi. Les personnes au gouvernement ont fait un choix faux et sont entrées la tête baissée dans un système de pouvoir qui permet difficilement une sortie.

Le PT représente la plus grande accumulation de forces que la gauche brésilienne ait conquises ces dernières années. Croyez-vous que l'échec d'un gouvernement du PT puisse avoir de sérieuses conséquences pour la gauche brésilienne ?

Fabio Konder Comparato Je ne suis pas aussi pessimiste. Je crois que la gauche va connaître une espèce d'épuration. Elle devra nécessairement abandonner la croyance, selon laquelle, une fois au pouvoir, elle pourra dominer les forces qui, traditionnellement, organisent le pays, ou mieux le désorganisent. La gauche comprendra que nous avons besoin d'un autre type de chemin pour le pays, et surtout d'un autre type de préparation pour l'exercice du pouvoir.

Quelle est, selon vous, le rôle des mouvements sociaux dans cette conjoncture ?

Fabio Konder Comparato Selon

moi, ils ont un rôle fondamental à jouer. En ce sens, je profite de l'occasion pour affirmer avec toute ma conviction la justesse de la ligne du MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans terre). En général, dans toute relation de pouvoir, il existe une espèce de dialectique entre le pouvoir qui commande et celui qui empêche. Jusqu'à présent, la gauche a eu pour seule préoccupation celle de commander, mais elle n'a pas compris que la tendance naturelle du pouvoir qui commande est celle de la concentration en lui-même et de l'élimination de ses rivaux et des obstacles à l'accomplissement de son action. Au contraire, le pouvoir qui appartient au peuple doit être un pouvoir qui empêche, qui fixe les limites à ceux qui commandent. C'est exactement ce que fait le MST, avec beaucoup d'assurance. Ce mouvement cherche à empêcher que le pouvoir devienne fou. À tout moment, le MST lance des alarmes parce que le pouvoir se laisse gagner par une certaine négligence, par une certaine paresse, par un certain conformisme bureaucratique. Lorsque le MST a décidé de ne pas devenir un parti politique, ce mouvement a fait preuve d'une vision de la réalité très sage. Ainsi, il peut défendre beaucoup mieux le peuple et ses droits fondamentaux, plongé dans la société civile, agissant comme le ferment dans la pâte, plutôt que s'il voulait être catapulté vers le centre du pouvoir et commander.

Ce que nous devons faire avec le gouvernement du PT, c'est nous renforcer en tant que mouvements sociaux afin de montrer au gouvernement, à tout moment, la réalité qu'il ne veut pas voir. Et nous devons, incessamment, mettre le doigt sur les erreurs commises. Nous devons agir ainsi de manière assourdissante, sans leur concéder une seule minute de repos

car, en vérité, ils sont les serviteurs du peuple. Leur condition est, devrait être, celle de simples ministres, et ministre est une parole issue de *minus*, qui signifie de plus petits. Par conséquent, ils sont toujours plus petits (moins importants) par rapport au peuple. Le peuple est souverain.

Quelles mesures concrètes pourraient changer les destinées du pays ?

Fabio Konder Comparato Le mo-

ratoire de la dette externe et un changement substantiel sur la question de la dette interne. Il faudrait mettre le reste du monde devant le fait accompli et, à partir de là, nous pourrions négocier.

Ce qu'il y a de terrible dans le renouvellement de l'accord avec le FMI n'est pas l'augmentation de la dette à proprement parler. Le pire c'est que si, par hasard, le gouvernement voulait opérer un changement ayant des conséquences négatives sur cet accord, il sera obligé de rembourser im-

médiatement toute la dette.

Il est vraiment lamentable que le gouvernement soit incapable de profiter de l'occasion, créée par le gouvernement précédent, de mettre un terme à cet accord avec le FMI. Pourtant, l'équipe économique en place a considéré que ce nouvel accord représentait une espèce de ceinture de sécurité qui empêcherait les pressions en faveur d'un changement de la politique économique de se faire trop fortes, ce qui empêcherait toute possibilité de retour en arrière.

Le gouvernement Lula et Monsanto

Un décret du gouvernement Lula vient d'être édicté pour surtaxer de 35 % l'importation de glyphosphate. Seulement le glyphosphate chinois, et pas celui de Monsanto [qui est commercialisé sous le nom de Roundup. NdT].

La capitulation du gouvernement Lula face aux intérêts de la multinationale américaine est évidente et nécessite une explication. Le thème va d'ailleurs faire l'objet d'une action en justice menée par le gouvernement chinois [voir au sujet de Monsanto et du Brésil, sur le site de A l'encontre, rubrique *Nouveau* : « Le gouvernement Lula donne le feu vert au soja transgénique », 10 octobre 2003]

Les liens du ministre de l'Agriculture, Roberto Rodrigues, avec Monsanto sont de notoriété publique. Cet homme est un grand propriétaire terrien latifundiste. Il est membre de l'Union Démocratique Rurale (UDR), une espèce de Ku Klux Klan brésilien. Le ministre est planteur de soja transgénique et, aux côtés de Luis Furlan, ministre du Développement et du commerce extérieur, il s'aligne sur la troupe du président de la Banque Centrale, Henrique Meireles, principal dirigeant du système financier international au Brésil.

Le fait est grave. Il commence à faire la une des journaux. Il rend le gou-

vernement Lula vulnérable. Or, qui connaît les pratiques de l'entreprise Monsanto connaît également sa prodigalité à l'égard des autorités des pays dans lesquels elle opère, en versant de l'argent à foison à des fins de subordination-cooptation.

L'histoire de la libéralisation des transgéniques s'est faite d'un jour à l'autre de façon miraculeuse. Elle n'a pas été bien racontée et il est indispensable d'en expliquer à fond certains aspects sans pour autant vouloir démoraliser le gouvernement Lula.

Il est certain que, dans toute cette histoire, il y a de la corruption d'un genre particulièrement grossier. Si le président Lula est naïf, alors il n'a été compromis dans cette affaire que cette dernière année [puisque la décision de laisser planter du soja transgénique est temporaire. NdT]. Et, l'année prochaine, tout sera de nouveau normal. Alors ce seront les autres cinq cent [élus. NdT], plus les ministres Furlan et Rodrigues qui devront être poursuivis — et avec eux la totalité des intérêts qui y sont liés.

Le président national du PT (Parti des Travailleurs), José Genoïno, dit ceci au sujet de la proposition de liberté de vote sur les bancs de son parti : « *Si la liberté de vote se généralise, alors on n'est plus un parti* ». Et de quoi s'agit-il ?

Le PT, qui souhaite expulser la sénatrice Heloisa Helena [sénatrice membre de Démocrate socialiste, courant de la gauche du PT. NdT] pour avoir commis le crime d'avoir du caractère et de respecter le programme du parti et ses décisions antérieures. Or, ce même PT place au Ministère un latifundiste de la pire espèce (pour autant que l'on puisse considérer qu'il en existe de meilleures !). Au cours de cette seule année, la première d'ailleurs du gouvernement Lula, 65 travailleurs ruraux ont été assassinés dans tout pays, dans l'État du Para surtout. La Police Municipale de São Paulo a tué en moyenne trois personnes par jour et deux cents Indiens sont morts à l'occasion de conflits sur le droit de possession de la terre. Mais aucun latifundiste, aucun propriétaire de terre ne figure au nombre des victimes. Il est donc clair que la violence ne vient pas du travailleur, mais du maître. Quant à la multinationale Monsanto, elle a fait dans tout ce petit monde une entrée encore plus fracassante que sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso. Elle règne aujourd'hui en maîtresse sur toute la situation, sur les ministères de l'Agriculture et du Développement ainsi que sur celui du Commerce Extérieur.

Tant que durera l'avantage accordé à la Monsanto au détriment de la Chine, le gouvernement Lula ne méritera aucun respect. C'est du favoritisme scandaleux et immoral, c'est de la corruption.

Lula se rend en Libye, et alors ? L'impression qui reste est que le gouvernement cherche à camoufler avec sa politique extérieure un comportement qui, de docile qu'il était, est devenu pourri en raison de sa relation avec les intérêts d'entreprises telles que la Monsanto. Et nous n'entrerons même pas ici en matière sur les rôles joués par les uns et les autres dans l'équipe gouvernementale. Même si ce que le président cherche est une alternative pour pouvoir exporter plus [dans les pays arabes, entre autres. NdT] — sans heurts politiques directs — et concurrencer ainsi, d'une certaine manière, les États-Unis. Toutefois, à la fin, c'est tout de même ces derniers qui, comme toujours, sont les bénéficiaires de cette politique du gourdin.

La surtaxe sur le glyphosphate chinois est un scandale. Contraire à tous les discours du Messie. Comme si d'ailleurs le glyphosphate ne constituait pas en lui-même un autre scandale [des scientifiques dénoncent son utilisation liée à des OGM. NdT].

Quant aux arguments de José Genoino ou de n'importe qui d'autre de son équipe concernant l'exclusion de Heloisa Helena, s'ils n'étaient pas déjà assez incroyables comme cela, ils en deviendraient encore pires [Heloisa Helena vient d'être exclue du PT, le dimanche 14 décembre 2003. NdT]. Et, à moins que cette histoire face à la Chine ne nous soit parfaitement bien expliquée, les responsables — et c'est sûr qu'il y en a — doivent être éloignés et punis. Sinon le gouvernement Lula ne pourra plus parler d'éthique, de combat contre la corruption et de tous ces thèmes dont il aime à parler. Ce qui fâche, ce n'est pas seulement la question du favoritisme et de la corruption qui font, ma foi, partie implicite du capitalisme et donc du néolibéralisme. Mais c'est la question de la soumission d'un gouvernement qui ouvre tout grand la porte au principe d'option préférentielle pour les gagnants [allusion à l'opposé : « l'option préférentielle pour les pauvres », une thèse centrale de la théologie de la libération. NdT] !

* Journaliste brésilien qui contribue à diverses publications latino-américaines.

Lula da Silva et la direction du PT ont tenu ce qu'ils avaient promis. A peine embarqués au gouvernement ils ont poursuivi et amplifié la politique de soumission des travailleurs et de la nation aux intérêts du capital, en général, et du capital financier en particulier.

La difficile lutte pour un parti de travailleurs

Dans les derniers onze mois la fête macabre des grands propriétaires s'est approfondie. Grâce à l'impitoyable politique récessive, la prétendue dette a été payée religieusement et généreusement à la grande satisfaction des banquiers nationaux et internationaux.

Pour financer les exportations, l'emploi, l'entrée dans le marché du travail et le marché ont été asphyxiés. Les investissements sociaux et productifs ont été coupés comme jamais auparavant. Le taux de chômage a décuplé, ainsi que la violence, la misère et la faim.

Lula da Silva et ses associés ont tenu aussi leurs promesses de radicaliser les réformes néolibérales commencées par Collor de Mello et Fernando Henrique Cardoso, parmi lesquelles en particulier la réforme des retraites, celle des impôts, celle du travail, de la Banque Centrale et celle sur les faillites.

DES DÉCENNIES PERDUES

Enfin, l'actuelle orientation néolibérale du gouvernement du PT a été permise par la longue dépression qu'a connue le mouvement social, sous l'effet de plus de 20 ans de crise économique, de désindustrialisation, de privatisation, de chutes des salaires, de réduction des services publics, etc. Dans ce contexte défavorable, le PT s'est métamorphosé ; d'un parti anticapitaliste produit des grandes mobilisations de la fin des années 70 et appuyé sur le militantisme populaire il est devenu une organisation centrée sur la gestion et la défense de l'ordre en vigueur et contrôlée par des parlementaires, des administrateurs et des chefs d'entreprises liés aux prébendes de la gestion de l'État.

C'est une évolution semblable qu'a connue en grande partie le mouvement syndical, lequel, d'organisateur

de la résistance de classe, s'est transformé de façon croissante en courroie de transmission du capital au sein du monde du travail, recevant pour cela une rémunération millionnaire, pour ses bons et loyaux services.

La réponse à l'orientation néolibérale du gouvernement Lula da Silva a été limitée par la fragilité tendancielle du mouvement social, aggravée par la trahison de la grande majorité des directions sociales et politiques, intégrées à la gestion et à la protection d'un État des propriétaires qu'elles proposaient de refonder selon les intérêts populaires.

UNE GAUCHE COMME LA DROITE LES AIME

La décomposition de nombre de directions historiques du mouvement social brésilien permet que le gouvernement Lula da Silva soit perçu par de larges secteurs populaires comme le produit de l'action de la gauche, surtout dans le contexte de l'absence de partis et d'organisations sociales qui défendent les intérêts des travailleurs et organisent leur résistance.

Ce dernier phénomène est facilité par la massive opération populiste des moyens de communication, qui présentent le président comme un ouvrier qui n'a pas fait d'études, bien que voilà plus de 20 ans qu'il ne connaît plus une usine et un travail productif.

La réhabilitation et la radicalisation de l'offensive néolibérale provoquent la perplexité et la résistance surtout de secteurs de la gauche, actifs dans le mouvement social, sans liens organiques avec le PT, bien qu'ils en soient de fidèles électeurs. Un mouvement d'opposition qui ne se transforme pas pleinement en action par manque de centralisation politique.

La première réponse des masses au gouvernement néolibéral de Lula da Silva a été entreprise par les fonctionnaires publics, mobilisés contre la réforme des retraites impulsée par le ministre Ricardo Berzoni, qui vient de porter le mépris de la population à un sommet, en exigeant des fragiles no-nagénaires et centenaires qu'ils se déplacent personnellement vers les guichets pour démontrer qu'ils sont encore vivants pour recevoir leurs misérables pensions.

NOYAU RADICAL

L'action du noyau de parlementaires du PT, très minoritaire mais combatif, pour la défense intransigeante des intérêts des travailleurs, donna toute sa puissance et renforça la résistance des fonctionnaires publics, matérialisée dans la grande grève de plus de 50 jours et dans la mobilisation du 6 août à Brasilia, de cinquante mille fonctionnaires.

Craignant que l'opposition ne grandisse au sein du mouvement social et ne s'étende à sa base parlementaire, le gouvernement entreprit une violente campagne d'intimidation contre les parlementaires fidèles à leur classe, qualifiés péjorativement de « radicaux », et accusés de défendre des politiques qui faisaient partie, quelques mois auparavant encore, du programme du PT et du Front Populaire.

Le repli de la mobilisation des fonctionnaires publics après l'approbation par la chambre des députés du projet de loi de réforme des retraites, facilitée par l'omission de la CUT dans cette lutte, amena la campagne d'intimidation à obtenir la défection du député radical Lindberg Farias, 33 ans, qui renia publiquement des principes dont il jurait qu'ils étaient inaliénables, et la soumission de parlementaires du PT et du Front Populaire

peu contents de cette orientation néolibérale.

Surtout les journées d'août transformèrent les députés radicaux Luciana Genro, du Rio Grande do Sul, Babà, du Parà, Joao Fonte du Sergipe, et la sénatrice Heloisa Helena, de Alagoas, en centre de convergence d'une ample mais confuse volonté de construction d'un mouvement qui centralise la défense des intérêts des travailleurs et de la population brésilienne.

UN PARTI DES TRAVAILLEURS

Parmi les organisations de gauche qui sont en dehors du gouvernement et qui se mobilisent pour la construction d'une organisation politique de classe au Brésil, se trouve le Parti Socialiste des Travailleurs Unifié, d'orientation trotskiste, qui participa à l'idéalisation et à la fondation du PT d'où il fut expulsé en 1992.

Le PSTU est actuellement la principale organisation socialiste en dehors du gouvernement et du Front Populaire. Par sa combativité, ses caractéristiques et trajectoire, il jouera sans doute un rôle important dans la lutte pour la construction du parti de classe de masses au Brésil. Doté de son inscription légale, ce groupe a participé à tous les niveaux aux batailles électorales. Cependant son caractère surtout syndicaliste-radical fait que communément des secteurs de la population l'utilisent dans la lutte sociale sans cependant lui faire confiance sur le plan politique.

Avec presque 30 ans d'existence et environ cinq mille militants, le PSTU n'a jamais représenté systématiquement de segment expressif du mouvement social, phénomène qui s'exprime dans sa représentation parlementaire quasiment nulle. En 2002, il ob-

tint 0,5 % de votes pour l'élection présidentielle et ne réussit à obtenir ni députés fédéraux ni députés au niveau des États. Au second tour des élections il appela ses électeurs à voter pour Lula et le Front Populaire.

LA RÉVOLUTION EST PROCHE

L'activisme militant et l'empirisme politique du PSTU ont aussi rendu difficile sa contribution à l'élaboration d'un programme social pour la société brésilienne et sa transformation en pôle de convergence des segments de l'intellectualité nationale qui rompent pleinement ou partiellement avec le PT et le Front Populaire. La croyance du PSTU en la proximité d'une période révolutionnaire et son autodéfinition comme noyau du parti de la révolution, paraissent l'avoir amené à opter pour sa propre croissance organisationnelle à travers le renforcement numérique de militants, au détriment de la confluence avec des secteurs de classe organisés. Effectivement, après avoir appelé les députés radicaux à rompre avec le PT pour participer à la construction d'un nouveau parti, le 4 septembre, José Maria de Almeida (Ze Maria, 45 ans) au nom de la direction la plus haute du PSTU, mit pratiquement fin au rapprochement en cours avec ces segments en les qualifiant dans la grande presse d'« électoralistes », à travers la déclaration « *Un nouveau parti a besoin de naître à partir de la base* ».

L'exigence du PSTU d'un long délai pour la fusion, ce qui, dans les faits, rend non viable l'action politique parlementaire des groupes radicaux, dans le cas où ne se matérialiserait pas la confluence, et son exigence d'une organisation sans le droit de tendance, sont aussi vues comme un

obstacle à la confluence avec des groupes et des mouvements à la direction, au profil et à la tradition semi-consolidés.

RETOUR AUX ORIGINES

La volonté de croissance numérique isolée du PSTU est peut être due à la difficulté de fusion avec des tendances politiques qui avaient rompu avec cette organisation, dans les derniers dix ans, et qui se sont enracinés avec plus ou moins de succès dans le mouvement social : Mouvement de Gauche Socialiste (MES) de Luciana Genro ; Courant Socialiste des Travailleurs (CST), de Babà ; Socialisme et Liberté (LB) ; Mouvement Terre, Travail et Liberté (MTTP) ; etc. Ainsi, dans le cas où cette tendance actuelle se maintiendrait, tout porte à penser que deux projets de regroupement de résistance de classe se présenteront sous une forme concurrente. : celui qui est représenté par le PSTU, de façon isolée, et celui représenté par les parlementaires radicaux, en association avec de petits groupes organisés, du dehors et de l'intérieur du PT, des syndicalistes, des intellectuels, etc.

En ce qui concerne le PSTU, son projet s'appuie certainement sur la confiance en sa progression linéaire organique et sur sa capacité à surmonter le handicap parlementaire à travers le gain d'une grande partie de l'électorat populaire en désaccord avec le gouvernement, avec le PT et le Front Populaire.

De leur côté, les députés radicaux tendent à proposer une réarticulation politique ample de groupes politiques et de segments sociaux de classe et populaires en rupture avec le PT et avec le gouvernement, sans pré-supposés en ce qui concerne la direction et l'organisation.

LUTTE LÉGALE

Le principal défi du groupe radical est l'obtention rapide de la légalité électorale, à travers l'appui de 500 000 signatures. Le handicap légal, qui rend non viable la participation institutionnelle de cette tendance aux élections de 2004, peut cependant faciliter sa consolidation, dans le cas où elle réussirait à mobiliser autour de cette campagne pour sa légalisation le grand prestige qu'elle a parmi la population.

L'éventuelle division de la gauche marxiste brésilienne dans la lutte pour la construction d'un parti de classe à caractère de masse, constituerait une grave défaite du monde du travail, ce qui commence déjà à être exploité par la presse et par les forces conservatrices, en dehors et à l'intérieur du gouvernement. Un projet large de refondation de parti, unitaire et de classe, représente certainement les nécessités politiques du mouvement social brésilien.

Dans le cas où cela se matérialiserait, ce phénomène ne doit pas être compris comme le simple résultat de pratiques sectaires et dogmatiques. Il exprimera surtout le caractère de mobilisation sociale, suffisamment fort pour proposer la lutte pour un parti de classe, mais sans avoir encore la vigueur capable d'imposer l'agglutination de la gauche par-delà les caractères propres aux groupes et aux individus. Au Brésil aussi le dépassement d'une situation d'absence de représentation politique des travailleurs sera nécessairement l'œuvre de la mobilisation intransigeante des travailleurs eux-mêmes.

* Mario Maestri est historien et est militant dans les mouvements sociaux et dans la gauche radicale du Rio Grande do Sul. [texte traduit par J. Puyade]

« sommets » européens d'Amsterdam, de Barcelone et de Séville. Les salariés et les jeunes ont entendu les déclarations faites par les dirigeants socialistes au moment du combat contre la loi Fillon, et ont bien compris que le Parti socialiste, seul ou flanqué du Parti communiste et des Verts, imposerait lui aussi une réforme des retraites reposant sur les « sacrifices » demandés aux travailleurs au nom de la compétitivité exigée par la « mondialisation ». Ils ont constaté qu'en Corse et aux Antilles les socialistes ont soutenu les projets réactionnaires du gouvernement, rejetés par les citoyens. Le vote LO-LCR exprimera sur tous les terrains l'opposition à la politique Chirac-Raffarin, en même temps que la rupture avec la politique pro-capitaliste menée dans le cadre de « l'alternance » par les partis de la gauche plurielle.

Les salariés et les jeunes ont pu constater que les « réserves » émises par le Parti socialiste sur les conditions de « l'élargissement de l'Europe » ou sur les « principes » inscrits dans le projet de « constitution européenne » ne l'ont pas empêché de continuer à être partie prenante de la construction d'une Europe capitaliste, d'une Europe de la déréglementation et des privatisations, d'une Europe où s'est organisée une mise en concurrence terrible des travailleurs des différents pays. Le PCF n'a pas voté contre cette Europe : il s'est borné à abstenir !

En votant « l'élargissement », les socialistes ont apporté leur soutien à Chirac, à Schroeder, à Blair, à Aznar, à Berlusconi, à la mondialisation capitaliste qui se mène contre les peuples, contre les salariés, à la botte des marchés financiers. Il est vrai que la « constitution européenne » a été co-rédigée, sous la houlette de Giscard d'Estaing, par les partis réaction-

naires de « droite », mais aussi par les Socialistes emmenés par Pierre Moscovici et par les Verts représentés par Daniel Cohn-Bendit, réunis dans une prétendue « convention » qui prétend inscrire dans un texte constitutionnel intangible la toute-puissance de la propriété privée et du « marché » contre la démocratie, contre les travailleurs. Ce texte, dont l'adoption a été reportée, pourrait être opposé aux lois nationales et rendrait plus facile encore le démantèlement des acquis des luttes antérieures des salariés, dont il reste des traces dans les lois françaises. Les élections européennes de 2004 seront l'occasion de marquer le rejet de cette politique, d'exprimer la nécessité de se fixer comme objectif le combat pour les États-Unis socialistes d'Europe.

Carré Rouge prend position en faveur de l'accord LO-LCR et appelle à voter pour les listes communes. L'union réalisée entre LO et la LCR pour ces élections est un accord *a minima*. Mais les attaques et les agressions qui ont salué l'annonce de la conclusion de l'alliance entre LO et la LCR, à l'UMP comme au Parti socialiste et au PCF, ainsi que sur tout l'échiquier médiatique, contribuent à qualifier cet accord pour ce qu'il est : **un pôle de contestation et de résistance anticapitaliste.** Ce front de classe peut s'élargir. Il peut rassembler des millions de salariés, de jeunes, de citoyens et de citoyennes. L'enjeu est les d'aider à devenir une force politique collective agissante en faisant de la campagne une composante des luttes, y compris pour les travailleurs, Français ou immigrés, et les jeunes qui sont interdits de vote. Les deux campagnes deviendront une composante des luttes d'autant plus facilement qu'elles entreront en résonance avec certains secteurs en lutte depuis l'été, à com-

mencer par les intermittents du spectacle, qui ont décidé de continuer à mener le combat aussi longtemps que les dispositions de l'accord MEDEF-CFDT n'auront pas été abrogées.

**RIEN N'EST ACQUIS,
TOUT DÉPENDRA
DE LA TENEUR
DE LA CAMPAGNE**

Comme le 21 avril 2002, un très grand nombre de salariés et de jeunes voteront LO-LCR. Mais l'ampleur du vote LO-LCR aux élections de 2004 n'est d'aucune manière acquise d'avance. Une partie des trois millions d'électeurs et d'électrices du 21 avril devra être gagnée de nouveau. En outre, n'oublions pas que les résultats du 21 avril ont été marqués aussi par une abstention ouvrière massive, ainsi que par le report sur le Front National de voix exprimant un désarroi politique et social profond.

L'ampleur du vote, le succès des candidatures, le degré auquel une force politique aura commencé à dresser une alternative face à la progression de la droite autoritaire et de l'extrême droite vont donc dépendre de la nature de la campagne. Ces deux campagnes séparées de quelques semaines doivent être l'occasion de dire ce qui est, de dénoncer systématiquement, de manière vivante, populaire, chiffres et faits à l'appui, la politique du gouvernement du MEDEF, de prendre résolument la défense des opprimés, des plus opprimés, des exploités, des plus exploités, des salariés du public et du privé, des précaires, des chômeurs et des exclus, pour aider à leur rassemblement, classe contre classe, pour les soutenir dans leurs combats, les aider à surmonter leur désarroi, voire leur désespoir.

Une agitation de ce type peut contri-

buer à rendre confiance. Il faut donner aux millions d'abstentionnistes des quartiers populaires dévastés des raisons fortes, argumentées, d'aller voter comme on se prépare au combat, à la grève, bientôt peut-être à la grève générale lorsqu'il y aura chez les travailleurs et les travailleuses une conviction partagée qu'elle représente un pas nécessaire pour bloquer les agressions, pour changer les rapports politiques.

Le vote LO-LCR est un moyen qui unit la lutte pour les revendications élémentaires à la construction d'un débouché politique anticapitaliste. La campagne ne peut pas être menée à la manière des autres formations politiques. Elle doit prendre appui sur les formes diversifiées de résistance sociale et en être le prolongement sur le terrain électoral. Celui-ci a toujours été défavorable à ceux qui combattent le patronat et le gouvernement, qui luttent contre le capitalisme. Les modalités imposées par le gouvernement et l'UMP pour ces deux scrutins les rendent particulièrement difficiles. Il faut prendre appui sur l'expérience des luttes récentes. Par leurs actions médiatiques de rupture, les intermittents du spectacle, qui savent à quel point les médias privés et publics officiels participent à la domination du capital, ont réussi à occuper une partie de l'espace public contrôlé (comme par exemple lors de leur intervention pendant le journal de France2 par exemple). La lutte contre le formatage idéologique est un des terrains pour « faire la politique autrement », formule usée jusqu'à la corde par la gauche plurielle. Des milliers de femmes et d'hommes attendent d'apporter leur expérience, leur réflexion et leur appui pratique à une campagne politique différente dans la forme comme dans le fond, une campagne anticapitaliste et anti-impéria-

liste, socialiste et démocratique.

OUVRIR

UNE PERSPECTIVE

AUX PLUS EXPLOITÉS,

MONTRER QUE TOUS

LES SALARIÉS

SONT MENACÉS

Tout au long de l'année 2003, la situation économique et sociale quotidienne des travailleurs et de nombreux secteurs de la jeunesse s'est constamment dégradée. Lorsqu'ils conservent la maîtrise de leurs luttes, les salariés montrent qu'ils ont toujours de grandes réserves de combativité. **Mais il n'y a que la perspective d'un changement politique et social qui puisse vraiment contrecarrer le désarroi qui gagne les salariés**, aussi bien ceux qui ont été licenciés que ceux qui ont encore un emploi mais qui subissent les effets d'une précarisation sans cesse accrue. La campagne doit s'adresser particulièrement aux chômeurs de longue durée, aux jeunes exclus et précarisés pour les aider à mener, ensemble avec les autres salariés, un combat solidaire. La transformation du RMI en RMA a eu lieu sans la moindre réaction des centrales syndicales. Cela n'a pas échappé aux travailleurs et en premier lieu aux chômeurs. Beaucoup ont l'impression d'être abandonnés à leur sort. Il faut marteler une idée forte, qui nourrit l'angoisse et en partie le désespoir du plus grand nombre : aujourd'hui le capitalisme menace tous les salariés, public, privé, chômeurs, exclus. Cette campagne doit être l'occasion d'une campagne d'alarme et de mobilisation. Alors que les fermetures d'usines et les « plans sociaux » se multiplient et se développeront encore plus vite

dans les mois à venir, la réduction drastique des indemnités de chômage comme de la durée des droits à les percevoir va se traduire par une accentuation du processus de paupérisation. La transformation du RMI en RMA n'est pas un fait secondaire. Si ce changement parvenait à s'enraciner durablement il constituerait un changement dans les rapports de domination vécus quotidiennement par les masses laborieuses. Désormais, il faudra « mériter » l'assistance en travaillant au moins 20 heures par semaine. La libéralisation, la déréglementation et la mondialisation permettent aux grands groupes capitalistes de mettre en œuvre des stratégies conçues pour la pleine satisfaction des actionnaires et qui condamnent 10 % de la population active au chômage. L'État ne sera pas en reste : les budgets publics sont soumis à des coupes sombres, mais le RMA va fournir des « emplois publics » à vil prix. Au nom de la « réinsertion »... et sans doute de la « rééducation » par le travail.

IL NE SUFFIT

PLUS DE DÉNONCER,

IL FAUT OUVRIR

UNE VOIE

Nous ne sommes plus en 1999 ni en 2002. Parallèlement à la détérioration de la situation économique et sociale des exploités, grâce à la mobilisation de mai et de juin 2003, une crise politique a commencé à mûrir. La bourgeoisie française comme classe, ses élites dirigeantes, ses partis et son dispositif politique sont profondément divisés face à la mondialisation et à ses impacts. Au cours de l'automne 2003, un an et demi après avoir écrasé électoralement le PS et la gauche plurielle et avoir récupéré les

commandes directes de l'ensemble des leviers de l'État, la majorité présidentielle s'est déchirée sur tous les sujets. Devant le processus de dislocation progressive du gouvernement de Raffarin, Chirac est maintenant obligé de monter en première ligne. La crise politique en cours ne se développera pas de façon linéaire et tout sera fait pour la colmater. Mais elle fait partie du contexte des élections de 2004, et celles-ci peuvent l'accélérer.

Dans leur écrasante majorité, les travailleurs et les jeunes n'attendent plus rien du Parti socialiste et encore moins du PCF. Les effets du 21 avril se prolongent et s'approfondissent. Ils nourrissent une crise politique de type « existentiel » au Parti socialiste et achèvent l'agonie du PCF. De ce fait, un terme définitif a été mis à « l'alternance » instaurée par Mitterrand, dont le gouvernement Jospin de 1997 a été le dernier avatar.

Nos responsabilités en sont d'autant plus importantes : pas seulement celles de la LCR et de LO, mais celles de tous les groupes, de tous les militants ouvriers ou intellectuels, membres ou non d'une organisation, qui se positionnent face au capitalisme et à l'impérialisme. Il ne suffit plus, comme aux élections européennes de 1999, ou aux présidentielles de 2001, que l'extrême gauche stigmatise, avec raison, les politiques capitalistes menées en alternance par la droite et par la gauche, en France comme au sein de l'Union européenne. Il ne suffit plus de dénoncer. Il faut ouvrir une voie. Un chemin.

Trois millions de citoyens ont voté pour l'extrême gauche contre la droite, le Front National et la gauche plurielle gouvernementale. Puis une large fraction de ces trois millions a été les animateurs de la lutte contre le projet Fillon et le gouvernement Raf-

farin. Nombre d'entre eux ont agi pour imposer la grève générale aux dirigeants confédéraux qui la refusaient. Les intermittents ont engagé — et de quelle manière ! — une lutte contre l'accord MEDEF-CFDT qui a commencé à priver plusieurs milliers de femmes et d'hommes d'indemnités de chômage. Dans le mouvement syndical, la radicalisation a commencé à s'exprimer également. Elle prend la forme d'initiatives indépendantes, y compris au sein des grandes confédérations, autour d'équipes militantes de terrain respectées par les salariés pour leur volonté de poursuivre le combat en toute indépendance. Elle s'exprime dans des congrès syndicaux ainsi que dans les résultats des élections professionnelles.

Les organisations et les militants d'extrême gauche ont été au premier rang des mobilisations de mai et de juin, comme du combat des intermittents. Le premier grand enjeu des élections de 2004 est de commencer à cesser de se comporter en éternel minoritaire. Il ne suffit plus de dénoncer le capitalisme, les mesures du gouvernement de Chirac-Raffarin et la politique de l'ex-gauche plurielle.

Il faut répondre précisément à l'attente des militants et des salariés : « *quelles propositions soumettez-vous, soumettons-nous durant cette campagne à la réflexion des citoyens et des citoyennes pour conjurer la catastrophe économique, sociale, écologique, culturelle que ce système, ce gouvernement, comme hier la gauche plurielle, font peser sur toute la société ?* »

Il faut que nous soyons capables de répondre aussi à la question : « *quel gouvernement anticapitaliste préconisez-vous, quel rôle devons-nous jouer pour assurer sa formation ?* »

Les dirigeants de l'ex-gauche plurielle, qui sont responsables de la venue au pouvoir de Chirac et de Raffarin,

qui ont privatisé à tout va, mis en œuvre la politique des traités de Maastricht et d'Amsterdam, déréglé le droit du travail, préparé le terrain pour les fonds de pension et le RMA, osent attaquer l'extrême gauche. Les dirigeants de l'ex-gauche plurielle glapissent : « *L'extrême gauche, les trotskistes, ne savent que dénoncer. Ils n'ont rien à proposer, ils ne veulent pas gouverner* ».

Il faut répondre à ces attaques. Il faut relever le gant : expliciter et défendre nos mesures anticapitalistes de rupture avec la propriété privée et son échafaudage politique, avancer des propositions pour que les travailleurs se portent candidats à la direction de la société, pour gouverner le pays. Des millions de salariés, de jeunes, de citoyens attendent des candidats LO-LCR une telle audace tranquille. Il faut que la campagne soit l'occasion immédiate de leur dire : oui, l'extrême gauche est prête à gouverner pour nationaliser sans indemnité les grands groupes privatisés ainsi que le secteur financier et bancaire, pour abroger les réformes Balladur/Fillon sur les retraites et l'accord MEDEF-CFDT, pour abroger les lois liberticides, dénoncer les traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice, etc.

**INSTAURER AVEC
LES TRAVAILLEURS ET
LES JEUNES
UN DIALOGUE
D'ÉGAL À ÉGAL**

La dimension complémentaire d'une orientation qui peut donner à la candidature commune LO-LCR un sens nouveau réside dans la capacité des candidats à établir un dialogue d'égal à égal entre les organisations et les travailleurs. Une des conditions d'un

tournant politique majeur est de libérer les potentialités d'action propre chez ceux-ci. José Bové a eu raison lors du rassemblement du Larzac, d'appeler chaque femme et chaque homme engagé dans le combat contre la mondialisation capitaliste à devenir « *porte-parole de la lutte de tous les opprimés* ».

La simultanéité des attaques du printemps 2003 (décentralisation, politique scolaire, loi sur les retraites, annonce de mesures similaires pour l'assurance maladie à la rentrée, atteinte grave au statut des intermittents) a provoqué dans un secteur du salariat la prise de conscience d'être à un tournant de civilisation. Ce sentiment a été une dimension essentielle des grèves et des manifestations, mais aussi des assemblées nombreuses qui se sont réunies et qui ont cherché à se donner les moyens de durer après la fin de la grève. Les enseignants sont allés dans les assemblées des cheminots, des tramains ou des agents de la RATP et inversement. Celles et ceux qui ont été les organisateurs spontanés des grèves de mai-juin ont assisté nombreux en juillet aux assemblées des intermittents. 150 000 ou 200 000 d'entre eux se sont ensuite retrouvés au Larzac.

La façon dont les salariés et les jeunes cherchent à établir un rapport aux organisations d'un type très différent de celui qui a régné dans le passé fait le désespoir de ceux qui continuent à prôner, comme les dirigeants d'Attac, une conception de la politique où il y a des « enseignants » et des « enseignés ». La CGT en a fait l'expérience à ses dépens chez les intermittents du spectacle, après que tous les appareils syndicaux ont eu le plus grand mal à en venir à bout lors des grèves de mai et de juin.

Ces changements doivent trouver leur expression dans la préparation et

la conduite de la campagne commune, comme dans l'intervention des militants dans les luttes revendicatives, et donc aussi dans l'exercice des responsabilités syndicales. Les travailleurs et les travailleuses qui ont parcouru le chemin de la compréhension de la nature pro-capitaliste du Parti socialiste et de la gauche plurielle, et qui ont refusé le chantage du « vote utile », qui ont mené de grandes luttes en cherchant à s'organiser eux-mêmes, ne donnent plus carte blanche à quiconque et sont à la recherche de relations nouvelles avec les organisations qui leur demandent leurs voix aux élections. Il n'y aura plus jamais de « grand parti de la classe ouvrière » auquel les salariés délègueraient leur espoir et leur intelligence ainsi que l'essentiel de leur capacité d'initiative politique et sociale. La même chose vaut pour les dirigeants syndicaux.

L'ÉLABORATION
PAR DES CENTAINES
ET DES MILLIERS
DES VOIES
DE L'ÉMANCIPATION
SOCIALE

La campagne politique commune de LO et de la LCR dans le cadre des élections de 2004 doit être l'occasion d'associer les salariés et les jeunes à l'élaboration des voies de l'émancipation sociale, c'est-à-dire à l'**établissement de formes d'organisation politiques et sociales différentes** qui permettent de mener une autre politique, une politique qui réponde aux besoins des salariés comme des exploités et des opprimés, des immigrés et des exclus, et non à ceux du capital mondialisé dont les groupes industriels, les banques et les

sociétés d'assurance français sont une composante. Les nouvelles institutions nécessaires ne concernent pas seulement les organes de délibération, de décision et d'exécution politiques formalisées dans des lois et la Constitution. Elles ont trait aussi, et même **d'abord**, à la propriété sociale des services publics et des grandes entreprises, dont les finalités doivent être modifiées de fond en comble pour satisfaire les besoins sociaux pressants. Elles portent aussi sur les mesures à prendre pour mener une vraie politique écologique, de même que pour réunir les moyens matériels et humains permettant de mener à bien les projets locaux qui cherchent aujourd'hui à se matérialiser par le biais des réseaux de l'économie solidaire. Insistons sur un point. C'est le contenu de cette « **autre politique** » élaborée en vue de besoins sociaux et individuels bien déterminés, très différents de ceux du capital, qui déterminera la nature et la configuration des organes de délibération, de décision et d'exécution politiques. C'est par là qu'il faut commencer, prenant ainsi à revers tous ceux qui veulent commencer par la « réforme des institutions », de façon à nous piéger dans une discussion sur la configuration de cette « VI^e République » dont la crise politique en gestation paraît devoir créer bientôt la nécessité. Un gouvernement des salariés, au service des salariés et de leurs alliés sociaux, voilà, nous semble-t-il, l'axe d'une campagne anticapitaliste à même de mobiliser des milliers de femmes et d'hommes.

En 2002, la LCR a lancé l'idée d'organiser des forums anticapitalistes qui se sont concrétisés dans quelques endroits. Les campagnes électorales de 2004 sont l'occasion d'engager le travail d'élaboration d'une autre politique qui doit être « l'œuvre des tra-

vailleurs eux-mêmes ». Elles offrent l'occasion de dire aux salariés et aux jeunes « *voici le travail à faire, l'inventaire des besoins pressants à satisfaire comme des dégâts sociaux et écologiques à réparer, l'inventaire des moyens humains et techniques qui existent pour y répondre, l'inventaire des mesures constitutives d'un programme* ». Mais aussi ceci : « *sur ces questions, il existe déjà des propositions faites au sein de nos organisations, ainsi que dans le mouvement anti-mondialiste, qui peuvent servir à ce travail collectif* ». Et plus clairement encore, « *voici le type de mesures que nous pensons qu'il faut prendre et que nous serions prêts à mettre en œuvre aux côtés des travailleurs le jour où apparaîtront les conditions politiques pour un gouvernement nouveau, un gouvernement représentatif des exploités. Nous les soumettons à votre réflexion* ».

Pour peu que la campagne devienne un événement dont l'ensemble du mouvement anticapitaliste et tous les travailleurs puissent se saisir, les don-

nées de la vie politique française en seront bouleversées. Une perspective s'ouvrira vraiment. Sur de telles bases beaucoup de militants qui demeurent sceptiques n'hésiteront plus à rejoindre la campagne.

Résumons-nous. La situation politique n'est pas bloquée. Au contraire. Nous ne sommes plus condamnés à des gouvernements UMP-UDF alternant avec ceux de la gauche capitaliste ! En rejetant le Parti Communiste, en refusant d'être les otages de la politique social-libérale du Parti Socialiste et de la gauche plurielle, les salariés cherchent un autre chemin pour changer la vie. Pour renouer avec l'espoir.

Qu'importe si LO et la Ligue n'ont pas toujours les mêmes réponses sur tel ou tel point. Ce n'est pas une faiblesse. Au contraire. Les salariés ne croient plus depuis longtemps aux miracles, aux programmes clefs en main, aux chefs qui savent tout. Ils veulent participer à l'élaboration politique de leur avenir, de celui de leurs enfants aux côtés de ceux-ci et avec

eux. Ils veulent en finir avec le système failli qui leur demande de déléguer à quelques-uns les responsabilités et le pouvoir. Tout l'enjeu de cette période électorale est de leur donner les moyens, qu'ils aient le droit de voter ou non, d'en décider eux-mêmes.

À partir du socle commun contenu dans l'accord, le débat démocratique vivant doit enclencher une dynamique populaire qui contribuera à reconstruire le mouvement ouvrier. Voilà pourquoi, à notre échelle, nous ferons campagne pour le succès des candidats de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Ensemble, mobilisons les centaines de milliers de salariés des grèves et des manifestations pour organiser la résistance anticapitaliste. Pour proposer l'avenir. Il est temps de redonner au socialisme un contenu attractif et mobilisateur pour des millions d'hommes et de femmes.

Note

1- Le PT se présente seulement aux élections cantonales sur un programme de défense de la République.